

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 mai 1956

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 5th, 1956

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième, à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502-1-52

Lettres patentes

(P.G. 10552-56)

Aimé Boileau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre février 1956, constituant en corporation: Aimé Boileau, fils, Jean Chartrand, entrepreneurs, et Madame Lucille L'Heureux Boileau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Aimé Boileau, fils, tous de Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Aimé Boileau Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 10552-56)

Aimé Boileau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February 1956, incorporating: Aimé Boileau, junior, Jean Chartrand, contractors, and Mrs. Lucille L'Heureux Boileau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Aimé Boileau, junior, all of the town of Saint Laurent, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a construction company, under the name of "Aimé Boileau Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February 1956.

P. FRENETTE,
42313 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10565-56)

Amar Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf février 1956, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, avocats et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à mettre sur le marché, fournir et distribuer et négocier de l'essence, huiles, pétrole et sous-produits, sous le nom de "Amar Enterprises Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3315 est, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313 P. FRENETTE.

(A.G. 10565-56)

Amar Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of February, 1956, incorporating: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of marketers, suppliers and distributors of and traders in gasoline, oils, petroleum, products and by-products, under the name of "Amar Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3315 Sherbrooke St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10741-56)

Association des Loisirs de Ste-Foy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Gilbert Beaulieu, gérant, Benoit Lachance, prêtre, vicaire, Émile Boiteau, notaire, Gérard Rémy, Roland Nolet, fonctionnaires, N.-A. Fournier, industriel, Arthur Fréchet, conseiller d'orientation, Jean Dubuc, évaluateur, de Sainte-Foy, et Jacques L'Heureux, avocat, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Travailler au bien-être physique ou/et moral des enfants, jeunes gens et jeunes filles de la municipalité de Sainte-Foy, sous le nom de "Association des Loisirs de Ste-Foy Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(A.G. 10741-56)

Association des Loisirs de Ste-Foy Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Gilbert Beaulieu, manager, Benoit Lachance, priest, vicar, Émile Boiteau, notary, Gérard Rémy, Roland Nolet, civil servants, N.-A. Fournier, industrialist, Arthur Fréchet, vocational adviser, Jean Dubuc, appraiser, of St. Foy, and Jacques L'Heureux, advocate, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Further the physical or/and moral welfare of children, youths and young girls of the municipality of Saint Foy, under the name of "Association des Loisirs de Ste-Foy Inc."

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March 1956.

P. FRENETTE,
42313 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 47875-53)

Christ College and Seminary

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre février 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Harold George Martin, D. Th., D. Ph., D.D., ministre du culte, Virginia Eloise Dorsey, M.A., D. Litt. professeur & éditrice, épouse séparée de biens dudit Harold George Martin et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Vaudreuil, Sydney Comber, architecte, de Montréal, tous trois du district judiciaire de Montréal, Joseph Henry Wagnell et Henry Judson Davis, D. Th., D.D., tous deux ministres du culte, de "Wildwood" Hornell, État de New-York, E.U.A., pour les objets suivants:

(A.G. 47875-53)

Christ College and Seminary

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Harold George Martin, Th. D., Ph. D., D.D., clergyman, Virginia Eloise Dorsey, M.A., Litt. D. teacher & editor, wife separate as to property of the said Harold George Martin, and duly authorized by him to these presents, both of Vaudreuil, Sydney Comber, architect, of Montreal, all three of the judicial district of Montreal, Joseph Henry Wagnell and Henry Judson Davis, Th. D., D.D., both clergymen, of "Wildwood" Hornell, State of New York, U. S. A., for the following purposes:

Établir et maintenir un collège concentré sur le Christ et un séminaire théologique, sous le nom de "Christ College and Seminary".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à "Wildwood" Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313 P. FRENETTE.

(P.G. 10569-56)

Donegal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1956, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Maurice Johnson, avocat et Yvette Marcoux, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents d'immeubles et courtiers, sous le nom de "Donegal Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313 P. FRENETTE.

(P.G. 10593-56)

Gagnon Frères (Verdun) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1956, constituant en corporation: Raymond Gagnon, Yvan Blackburn et Dollard Blackburn, tous marchands, des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, machines agricoles, accessoires électriques et nouveautés, le bois et autres matériaux et leurs produits, sous le nom de "Gagnon Frères (Verdun) Ltée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5035, avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 10498-56)

Gay Town Sports Wear Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1956, constituant en corporation: Neil Phillips, Melvin Rothman, tous deux avocats, de la cité de Westmount, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles

To establish and maintain a Christ centered college and theological seminary, under the name of "Christ College and Seminary".

The amount to which the value of the immovable property to which the corporation may possess, is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at "Wildwood" Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10569-56)

Donegal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1956, incorporating: Gérard Corbeil, lawyer, of Longueuil, Maurice Johnson, lawyer, and Yvette Marcoux, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agent and broker, under the name of "Donegal Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10593-56)

Gagnon Frères (Verdun) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1956, incorporating: Raymond Gagnon, Yvan Blackburn and Dollard Blackburn, all merchants, of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and carry on a business dealing in immovables, farm implements, electrical accessories and novelties, wood and other materials and their products, under the name of "Gagnon Frères (Verdun) Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5035 Verdun Avenue, Verdun, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10498-56)

Gay Town Sports Wear Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1956, incorporating: Neil Phillips, Melvin Rothman, both advocates, of the city of Westmount, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, of

majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour sport et articles vestimentaires pour enfants et adolescents, sous le nom de "Gay Town Sports Wear Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 510 rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313 P. FRENETTE.

(P.G. 10575-56)

Hercule Jasmin & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1956, constituant en corporation: Hercule Jasmin, Bernard Jasmin, courtiers d'assurance, et Gertrude Deslauriers Jasmin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Hercule Jasmin, tous de Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurance et d'immeubles, sous le nom de "Hercule Jasmin & Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 10921-56)

Ludovic Doré, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1956, constituant en corporation: Ludovic Doré, garagiste, Adrien Doré, mécanicien, et Jacques Déry, comptable, tous de Neuville, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, machines aratoires, leurs parties et accessoires; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Ludovic Doré, Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Neuville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 10563-56)

M. Joseph Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1956, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwis-

Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sportswear, and children's and teenagers wearing apparel, under the name of "Gay Town Sports Wear Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 510 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10575-56)

Hercule Jasmin & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1956, incorporating: Hercule Jasmin, Bernard Jasmin, insurance brokers, and Gertrude Deslauriers Jasmin, housewife, wife contractually separate as to property of Hercule Jasmin, all of Saint-Laurent, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Of operating as brokers and agents in insurance and real estate, under the name of "Hercule Jasmin & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10921-56)

Ludovic Doré, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1956, incorporating: Ludovic Doré, garage-keeper, Adrien Doré, mechanic, and Jacques Déry, accountant, all of Neuville, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, farm implements, their spare parts and accessories; to carry on business as garage-keepers, under the name of "Ludovic Doré, Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Neuville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10563-56)

M. Joseph Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1956, incorporating: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, advo-

berg, avocats et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "M. Joseph Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 160 est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313 P. FRENETTE.

(P.G. 10578-56)

Midvidy Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1956, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Midvidy Investment Corporation", avec un capital-actions divisé en 200 actions ordinaires sans valeur au pair et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313 P. FRENETTE.

(P.G. 10612-56)

Nadeau & Dumont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1956, constituant en corporation: Georges Nadeau, entrepreneur, de Québec, Florent Dumont, entrepreneur, de Lévis, et Marcel Pagé, comptable, de Charlesbourg, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Nadeau & Dumont Inc.", avec un capital total de \$55,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 10577-56)

Ovila Pomerleau & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1956, constituant en corporation: Ovila Pomerleau, commerçant, Marie-Anna Pomerleau, ménagère, épouse commune en biens dudit Ovila Pomerleau, et Ronald Pomer-

leau, avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, spinster of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable properties, under the name of "M. Joseph Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 160 Ontario St. E., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10578-56)

Midvidy Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1956, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Midvidy Investment Corporation", with a capital stock divided into 200 common share of no par value and into 900 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10612-56)

Nadeau & Dumont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1956, incorporating: Georges Nadeau, contractor, of Québec, Florent Dumont, contractor, of Lévis, and Marcel Pagé, accountant, of Charlesbourg, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on the operations of a construction company, under the name of "Nadeau & Dumont Inc.", with a total capital stock of \$55,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10577-56)

Ovila Pomerleau & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1956, incorporating: Ovila Pomerleau, merchant, Marie Anna Pomerleau, housewife, wife common as to property of the said Ovila Pomerleau, and Ronald Pomer-

leau, commis, tous de Magog, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie et de meubles, sous le nom de "Ovila Pomerleau & Fils Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 10576-56)

Plante & Charbonneau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1956, constituant en corporation: Roméo Plante, Jean Charbonneau, entrepreneurs, et Fabien Rioux, comptable, tous de Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Plante & Charbonneau Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 350 actions communes de \$100 chacune et en 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hilaire Est, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 10572-56)

Stirling Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1956, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Perry Meyer, avocat, tous deux de Montréal, et Morris Shuter, gérant de bureau, de St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et portefeuille, sous le nom de "Stirling Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313 P. FRENETTE.

(P.G. 10451-56)

Whitehead Realities Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1956, constituant en corporation: Gerald George Whitehead, Gordon Anthony Rose, agents d'immeubles et Gordon William Coulson, contrôleur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

clerk, all of Magog, judicial district of Saint François, for the following purposes:

To carry on the business of hardware and furniture, under the name of "Ovila Pomerleau & Fils Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10576-56)

Plante & Charbonneau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1956, incorporating: Roméo Plante, Jean Charbonneau, contractors, and Fabien Rioux, accountant, all of Saint-Hilaire, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business on builders and general contractors, under the name of "Plante & Charbonneau Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 350 common shares of \$100 each and into 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hilaire, East, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10572-56)

Stirling Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1956, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Perry Meyer, advocate, both of Montreal, and Morris Shuter, office manager, of St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Stirling Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10451-56)

Whitehead Realities Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1956, incorporating: Gerald George Whitehead, Gordon Anthony Rose, real estate agents, and Gordon William Coulson, comptroller, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Négociier des propriétés immobilières; exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Whitehead Realities Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313 P. FRENETTE.

(P.G. 10742-56)

Les Concerts Couperin

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1956, constituant en corporation sans capital-actions: l'honorable Thomas Tremblay, juge en chef de la Cour des sessions de la paix, Victor Bouchard, musicien, tous deux des cité et district judiciaire de Québec, et Sylvio Lacharité, musicien, de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager le développement des arts en général et de la musique en particulier, sous le nom de "Les Concerts Couperin".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

To deal in immoveable property; to carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Whitehead Realities Incorporated", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1956.

P. FRENETTE,
42313-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10742-56)

Les Concerts Couperin

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March 1956, to incorporate as a corporation without share capital: The Honourable Thomas Tremblay, Chief Justice of the Court of the Sessions of the Peace, Victor Bouchard, musician, both of the city and district of Quebec, and Sylvio Lacharité, musician, of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To encourage and further the development of arts in general and music in particular, under the name of "Les Concerts Couperin".

The amount to which the annual revenue issuing from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10890-56)

Manicouagan Power Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six mars 1956, à la compagnie "Manicouagan Power Company", étendant ses pouvoirs de la manière prévue dans sa résolution du 20 février 1956 adoptée à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 10890-56)

Manicouagan Power Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March, twenty-sixth, 1956, to the company "Manicouagan Power Company", extending its powers in the manner provided for in its resolution of February 20, 1956, adopted for this purpose.

Dated at the office of the Attorney, this twenty-sixth day of March, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Acting Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 430

Québec, le 25 avril 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT une modification au décret relatif

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 430

Quebec, April 25, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an amendment to the decree relating

à l'industrie de la confection pour dames dans la province.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification au décret numéro 523 du 11 mars 1955, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 février 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre :

QUE ledit décret, numéro 523, soit modifié comme suit :

Le paragraphe 4 suivant est ajouté à l'article XV :

"4° Tous les établissements doivent rester fermés les jours de fête ci-haut mentionnés."

(Document "C" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

42327-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 430

Québec, le 25 avril 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication et au commerce de gros de produits de l'alimentation dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication et au commerce de gros de produits de l'alimentation dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2347 du 27 juin 1944, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1654, 1803, 2288 et 4150 des 10 et 16 mai, 12 juin et 10 octobre 1946, 1771-A du 29 octobre 1947, 1038-C du 4 août 1948, 368-A et 1056-A des 6 avril et 20 septembre 1950, 640-A et 1196-A des 20 juin et 25 octobre 1951, 649-D, 1226-D et 1293-B des 28 mai, 19 novembre et 15 décembre 1952, 82-C et 1085-E des 21 janvier et 24 septembre 1953 et 477-A du 5 mai 1955, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 février 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre :

QUE ledit décret, numéro 2347, soit modifié comme suit :

1° L'article I de la section 1 est radié et remplacé par le suivant :

to the Ladies' Cloak and Suit Industry in the province.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree number 523 of March 11, 1955, relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry in the province;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 11, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister :

THAT the said decree, number 523, be amended as follows :

The following subsection 4 is added to section XV :

"4. All shops must remain closed on the foregoing statutory holidays."

(Document "C" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,

42327-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 430

Quebec, April 25, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the food manufacturing and wholesale trade in the region of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products manufacturing and wholesale trade in the region of Québec, rendered obligatory by the decree No. 2347 of June 27th, 1944, and amended by Orders Nos. 1654, 1803, 2288 and 4150 of May 10th and 16th, June 12th and October 10th, 1946, 1771-A of October 29th, 1947, 1038-C of August 4th, 1948, 368-A and 1056-A of April 6th and September 20th, 1950, 640-A and 1196-A of June 20th and October 25th, 1951, 649-D, 1226-D and 1293-B of May 28th, November 19th and December 15th, 1952, 82-C and 1085-E of January 21st, and September 24th, 1953 and 477-A of May 5th, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 11, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Prime Minister :

THAT the said decree, number 2347, be amended as follows :

1. Section I of Part 1 is deleted and replaced by the following :

SECTION 1

PART 1

I. Définitions: Aux fins d'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

Généralités: a) Le terme "commerce en gros ou en demi-gros" désigne le commerce des personnes dont c'est l'occupation principale de distribuer à d'autres commerçants en gros ou en demi-gros et aux détaillants, des marchandises ou des produits ultérieurement destinés aux consommateurs.

a-1) Le terme "fabricant" désigne les personnes qui fabriquent ou transforment ou conditionnent des produits de l'alimentation humaine ou animale ou ces deux catégories de produits à la fois.

b) Le terme "maison de salaison" ou "charcuterie" désigne un établissement dont l'occupation principale est la vente en gros ou en demi-gros de la viande transformée ou non pour consommation humaine.

b-1) Le terme "aliment du bétail" ou "aliment" signifie tout produit destiné à la consommation par les animaux de ferme et ayant pour effet de procurer des protéines, hydrates de carbone, matières grasses, substances minérales, condiments ou vitamines, et comprend tout produit préparé pour prévenir ou guérir les désordres de nutrition.

c) Le terme "abatteur-désosseur" désigne tout salarié qui fait l'abattage et le désossement des animaux et des viandes qui servent à la préparation des aliments du bétail.

c-1) Le terme "apprenti" désigne tout salarié qui emploie soixante-quinze (75%) pour cent de son temps au travail à apprendre le métier d'homme préposé aux départements de salaison, de boucler-désosseur ou de charcutier.

d) Le terme "assistant-contremaître, assistant premier expéditeur" désigne tout salarié qui assiste le contremaître ou le premier expéditeur ou les remplace temporairement.

d-1) Le terme "boucher-désosseur" désigne tout salarié qui fait la coupe et le désossement de la viande.

e) Le mot "charcutier" désigne le salarié qui s'occupe de la transformation de la viande en sous-produits.

e-1) Le terme "charpentier-menuisier" désigne le salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois autres que celles entrant dans la fabrication des tonneaux, travaille en charpente, s'occupe des travaux de réparations des objets en bois avec des outils de menuisier.

f) Le mot "chauffeur" désigne le salarié qui, porteur ou non d'un certificat de mécanicien, n'agit pas comme chef-mécanicien ou comme mécanicien de classe, mais sert d'aide à un chef-mécanicien ou à un mécanicien de classe et travaille sous la surveillance et la direction immédiate de ce dernier.

f-1) Le terme "chef de département" désigne tout salarié qui a la responsabilité d'un département, à l'exception des chefs de département des maisons de salaison et charcuteries.

g) Le terme "chef de département dans les maisons de salaison ou les charcuteries" désigne toute personne qui a la direction de la vente ou de l'achat des marchandises de son département dans les maisons de salaison ou les charcuteries.

g-1) Le terme "chef de département des petites marchandises dans les maisons de salaison ou les charcuteries" désigne toute personne qui a la direction d'un département de petites marchandises, telles que veaux, agneaux ou moutons, coupes de bœufs, de veaux, d'agneaux ou de moutons, dans ces établissements.

I. Definitions: For the purposes of enforcement of the present decree, the following words have the meaning hereinafter given to them:

General: a) The words "wholesale trade or part wholesale trade" mean the trade carried on by persons whose main occupation consists in distributing to other wholesalers or part wholesalers and to retailers goods or products to be ultimately sold to consumers.

a-1) The word "manufacturers" means persons who manufacture or transform or condition food for human and/or animal consumption.

b) The words "packing house" or "pork butchery" mean an establishment whose main trade consists in the wholesale or part wholesale selling of meats (packers), transformed or not, for human consumption.

b-1) The words "feeding stuff" mean any product intended for consumption by live stock and purporting to supply proteins, carbohydrates, fats, minerals, condiments or vitamins, and shall include any product prepared for the purpose of preventing or correcting nutritional disorders.

c) The words "slaughterer-boner" mean any person who slaughters and bones live animals and meat used in preparing feeding stuffs.

c-1) The word "apprentice" means any employee who spends 75% of his time learning one or more of the trades of the following employees: curer, butcher-boner, or pork-butcher.

d) The words "assistant-foreman" or "assistant-head shipper" designate any person assisting the foreman or the head shipper or occasionally replacing them.

d-1) The words "butcher-boner" mean any person who cuts or bones meat.

e) The words "pork-butcher" designate the person engaged in the transformation of meat into by-products.

e-1) The words "carpenter-joiner" mean that employee who does, with a joiner's tools, the assembling of pieces of wood other than those used for the manufacture of barrels, does framework and the repair of wooden articles.

f) The word "fireman" means an employee, with or without an enginemans' certificate, who does not work in the capacity of chief engineman or of a classified engineman but as helper to a chief engineman or to a classified engineman and works under his immediate supervision or direction.

f-1) The words "departmental manager" mean any person who is responsible for the operation of a department excepting departmental managers in packing houses and pork-butcheries.

g) The words "departmental manager in packing houses or pork-butcheries" mean any person in charge of sales or purchases of merchandise of his department in the said packing houses or pork-butcheries.

g-1) The words "departmental manager of small goods in packing houses of pork-butcheries" mean any person who, in said establishments, is in charge of a department of small goods such as calves or sheep, cuts of beef, veal, lamb or mutton.

h) Le terme "classificateur d'œufs" désigne tout salarié qui fait la classification des œufs en différentes catégories.

h-1) Le terme "commis vendeur" désigne tout salarié préposé principalement à la vente des marchandises, soit au comptoir, soit dans l'entrepôt, soit au téléphone.

i) Le terme "conditionneur de beurre et de fromage" désigne le salarié qui possède un diplôme pour la fabrication du beurre et du fromage, et remplit cette fonction ou toute autre fonction requérant les mêmes qualifications.

i-1) Le terme "conducteur de véhicules automobiles" désigne un salarié conduisant pour le compte d'un employeur assujéti, l'un quelconque des véhicules considérés comme véhicules au sens de la Loi des Véhicules Automobiles (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 142, article 2).

j) Le terme "contremaître-premier expéditeur" désigne tout salarié qui a la responsabilité de la direction d'un personnel ou de l'expédition des marchandises.

j-1) Le terme "coupeur de beurre" désigne tout salarié du sexe masculin, autre que ceux mentionnés au paragraphe "l" du présent article, qui coupe le beurre.

k) Le terme "cuisinier ou presseur" désigne tout salarié qui fait la cuisson ou le pressage de la viande de bétail.

k-1) Le terme "enveloppeur et empaqueteur de beurre" désigne tout salarié du sexe masculin, autre que ceux mentionnés au paragraphe "l" du présent article, qui enveloppe et empaquette le beurre à la main ou fait l'une ou l'autre desdites opérations selon le cas.

l) Le mot "garçon" désigne un salarié du sexe masculin de moins de 17 ans employé à des travaux ne requérant aucune expérience et non compris dans les genres de travail ordinairement attribués aux hommes classifiés dans les autres classifications, mais exécutant plutôt un travail léger ou manipulant des marchandises dont la pesanteur ne dépasse pas soixante (60) livres.

En aucun temps, le nombre de salariés compris dans cette catégorie et au service des établissements assujétis ne peut dépasser 10% du nombre total des salariés des diverses catégories du même établissement autres que les salariés du bureau et les voyageurs de commerce.

l-1) Le terme "homme général (non spécialisé)" désigne le salarié qui exécute un travail de manœuvre, tel le travail du charretier, de l'aide-camionneur, de l'aide-livreur, du déballer de marchandise ou tout autre travail non autrement classifié.

m) Le terme "Homme de plancher" désigne le salarié qui a la surveillance et assume la responsabilité de la réception et de la classification des marchandises.

m-1) Le terme "homme préposé aux commandes" désigne le salarié dont la fonction principale est de préparer les commandes pour l'expédition.

n) Le terme "homme préposé à la salaison" désigne tout salarié qui fait la salaison ou le fumage des viandes.

n-1) Les mots "mécanicien de machines fixes" désigne toute personne qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification.

o) Le terme "meunier ou homme en charge des malaxeurs" désigne le salarié qui a la responsabilité de la préparation des moulées de grain, viande et "supplément" ou tout salarié qui est en charge des malaxeurs.

h) The words "egg grader" mean any person who classifies eggs into various categories.

h-1) The words "sales clerk" mean any employee committed mainly to the selling of goods, at the counter, at the telephone or in the warehouse.

i) The words "butter and cheese conditioner" designate a person who holds a diploma or certificate for making butter and cheese and who performs such functions or any other for which the same qualifications are required.

i-1) The words "automobile driver" mean an employee who drives, for an employer hereby governed, any one vehicle considered as a motor vehicle under the Motor Vehicle Act (R.S.Q., 1941, ch. 142, sec. 2).

j) The words "foreman" or "head shipper" mean any employee entrusted with the direction of a staff or of the shipping of goods.

j-1) The words "butter cutter" mean any male employee who does the cutting of butter but do not include those mentioned in subsection "l" of the present section.

k) The words "cook or presser" mean any person who cooks or presses feeding meat.

k-1) The words "butter wrapper and packer" mean any male employee doing the wrapping and/or packing by hand of butter, but do not include those mentioned in subsection "l" of the present section.

l) The words "junior employee" designate any male employees under 17 years of age employed at occupations requiring no experience whatsoever and not included with those of the men classified in the other classifications. Most of his duties consist in light work or in handling merchandise not weighing more than sixty (60) pounds.

In no time shall the number of employees comprised in this category and in the service of establishments hereby governed exceed 10% of the total number of employees of the various categories of a same establishment other than office employees and travelling salesmen.

l-1) The words "general hand (unskilled)" designate a person doing labourer's work, such as that of carters, truck drivers' helpers, delivery men's helpers, unpackers, or any work not otherwise classified.

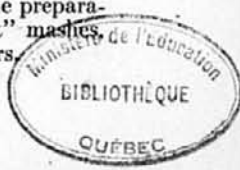
m) The words "receiving-clerk" designate the employee entrusted with the supervision and responsibility of the receiving and classification of merchandise.

m-1) The words "order employee" designate an employee whose main function is to prepare orders for shipping.

n) The words "dry-curer" mean any person who salts or smokes meat.

n-1) The words "stationary engineman" mean any person who directs or supervises the operation of a stationary engine or attends to the maintenance or inspection thereof.

o) The words "miller or mixer operator" designate the employee in charge of the preparation of wheat, meat and "supplement" machines, or any employee in charge of the mixers.



o-1) Le terme "personnel féminin d'entrepôt" désigne toute salariée qui exécute du travail d'emballage ou tout autre travail d'entrepôt non autrement classifié.

p) Le terme "salarié des équipes de nuit" désigne le salarié dont le travail s'exécute et se répartit en dehors des heures normales prévues par le décret pour la semaine régulière de travail dans les établissements assujettis et qui, en outre, ne fait pas partie des équipes de jour, exécutant le travail normal et habituel desdits établissements pendant les heures régulières de travail du jour déterminées par le décret.

Pour toutes les équipes composées de plus de cinq (5) salariées, il doit y avoir un contremaître rémunéré sur la même base que les salariés des équipes de nuit.

p-1) Le terme "surnuméraire d'entrepôt" désigne tout homme général, au sens du présent décret, dont les services sont utilisés dans les entrepôts des établissements assujettis, qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail et est embauché temporairement ou occasionnellement à l'heure.

q) Le terme "tonnelier" désigne tout salarié qui s'occupe de la fabrication ou de la réparation des tonneaux, tonnes, tonnelets, barils, seaux, etc.

Bureau: q-1) Le terme "assistant-comptable" désigne tout salarié qui assiste le comptable dans ses fonctions et le remplace au besoin.

r) Le mot "comptable" (avec ou sans diplôme) désigne tout salarié qui a le contrôle et la surveillance de la comptabilité d'un établissement ou entreprise privée régi par le présent décret.

r-1) Le terme "comptable-caissier" désigne le salarié préposé à la comptabilité des encaissements ou déboursés d'argent à la caisse principale d'un établissement ou entreprise privée régi par le présent décret.

s) Le terme "commis junior" désigne tout salarié âgé de moins de 18 ans et faisant partie du personnel du bureau et remplissant l'une quelconque des opérations mentionnées aux paragraphes "h-1", "r", "t-1" et "u" du présent article, pendant la période allant du 15 juin au 15 septembre.

s-1) Le terme "messenger de bureau" désigne tout salarié qui fait les messages du bureau, soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

Le nombre des salariés de bureau compris dans cette catégorie ne peut, dans un établissement assujetti, comprendre plus d'un messenger, si les salariés du bureau dudit établissement comprennent moins de dix (10) salariés, et plus de deux (2) messagers, si les salariés de bureau sont au nombre de dix (10) ou plus.

t) Le terme "personnel de maîtrise" désigne les salariés de l'établissement ayant un rang supérieur à celui de contremaître ou de comptable. Ce terme désigne et comprend en particulier, parmi les catégories d'employés visés, le chef de bureau.

t-1) Le terme "personnel féminin du bureau" désigne toute salariée préposée aux factures, aux fiches, à la classification, au fonctionnement de différentes machines à calculer, à distribuer, à poster ou estamper, mais qui ne fait pas le travail de comptable, d'assistant-comptable, de comptable-caissier ou teneur de livres.

u) Le terme "sténo-dactylo" désigne tout salarié compétent en sténographie et en dactylographie.

u-1) Le terme "surnuméraire de bureau" désigne tout salarié de bureau dont le salaire, au taux horaire, est inférieur au taux de salaire

o-1) The words "warehouse female employees" designate a person doing packing or other warehouse work not otherwise classified.

p) The words "night shift employees" mean the employees whose work is carried out outside the standard working hours mentioned in the decree for the regular work week in the establishments governed and who, furthermore, are not comprised in the day shifts doing the normal and habitual work of the said establishments during the regular hours for day work, as determined by the decree.

For all night shifts consisting of more than five persons, there shall be a foreman remunerated on the same basis as night shift employees.

p-1) The words "warehouse occasional hand" mean any general hand, as defined herein, whose services are required in the warehouses of the establishment hereby governed and who does not work the regular or standard week and who is hired temporarily or occasionally, on an hourly basis.

q) The word "cooper" means any person doing the fabrication or repair of barrels, casks, kegs, etc.

Office: q-1) The words "assistant-accountant" designate any employee assisting the accountant in his functions and capable of replacing him if need be.

r) The word "accountant" (with or without diploma) designates any employee entrusted with the supervision of the bookkeeping of a private establishment or concern governed by the present decree.

r-1) The words "accountant-cashier" designate the employee who keeps accounts of the money receipts and disbursements at the cashier's desk of a private establishment or concern governed by the present decree.

s) The words "junior clerk" mean any employee under 18 years of age belonging to the office staff and carrying out any one of the operations mentioned in subsections "h-1", "r", "t-1" and "u", of the present section, during the period between June 15 and September 15.

s-1) The words "office messenger" designate any employee doing errands for the office, whether in or outside the establishment.

The number of office employees in this category shall not, in an establishment hereby governed, include more than one messenger when there are less than ten employees in the office of the said establishment, or more than two messengers when there are ten or more office employees.

t) The words "administration personnel" mean the employees of an establishment occupying positions above the rank of foreman or accountant. These words specially includes, among the categories of employees governed, the office head clerk.

t-1) The words "office female employee" designate any female employee working at the invoices, records and classification and operating various computing, distributing and stamping machines, but she does not accountant's, assistant-accountant's, accountant-cashier's or bookkeeper's work.

u) The word "stenographer" means an employee competent in shorthand and typewriting.

u-1) The words "office occasional employee" mean any office employee whose wages, on an hourly basis, are lower than the minimum rate

minimum prévu pour cette catégorie, qui exécute vingt (20) heures ou moins de travail par semaine et qui est embauché temporairement ou occasionnellement à l'heure.

v) Le terme "teneur de livre" ou "commis de bureau" désigne tout salarié qui tient un ou plusieurs livres de comptes en se conformant aux principes et aux règles théoriques et pratiques de la science des comptes ainsi que tout salarié préposé aux écritures ou à d'autres fonctions analogues et non autrement classifiées."

2° L'article II de la Section 1 est radié et remplacé par le suivant:

"II. *Jurisdiction commerciale*: Le présent décret régit tous les employeurs et les salariés des établissements exploitant l'un ou l'autre des commerces ou des entreprises ci-après décrits:

a) Les établissements faisant le commerce en gros ou en demi-gros des produits d'alimentation de toute nature, tels que épicerie, œufs, beurre, fromage, viande, marinades, thé, café, confitures, sucreries, et denrées alimentaires, etc.;

b) Les établissements faisant pour rémunération l'entreposage des produits d'alimentation, de foin, de la farine, des grains ou des aliments du bétail et de tous les produits mentionnés au paragraphe "a" du présent article et aux articles II, des sections 2 et 3.

c) Les établissements fabriquant ou transformant ou conditionnant les produits de l'alimentation humaine à l'exception de ceux dont les salariés sont déjà assujettis à un autre décret.

Exceptions: Sont exclus de la juridiction commerciale du présent décret, les établissements suivants:

i) Les laiteries, les beurrieres et fromageries, c'est-à-dire, les établissements dont l'occupation principale est la transformation du lait en beurre ou en fromage.

ii) Les couvoirs et les postes de mirage dont les produits sont distribués principalement (75%) aux établissements commerciaux de gros ou de demi-gros de l'alimentation.

iii) Les établissements faisant le commerce des animaux vivants et les boucheries dont les ventes s'effectuent principalement en dehors des établissements commerciaux.

iv) Les établissements dont c'est l'occupation principale de fabriquer, transformer, conditionner les produits suivants: Conserves de fruits et légumes, confitures, bonbons, chocolats, noix, amandes, produits d'arachides, thé, café, épices, essences, poudre à pâte, poudre à pain, marinades, bases de soupe, sirop, miel, flocons de patates, langues marinées, beurre de sucre, gelées en poudre, gélatine, huiles comestibles, conserves de poulets, dindes, jambons et autres viandes préparées ou non, conserves de poissons, si le commerce principal de tels établissements se rapporte aux produits d'alimentation décrits plus haut et par eux transformés ou fabriqués."

3° Les mots "Charlesbourg-Ouest" sont ajoutés après les mots "Charlesbourg-Est" apparaissant au paragraphe intitulé "Zone I" de l'article III (Section 1).

4° Les mots "Quarante-trois (43) heures" apparaissant au paragraphe "b" de l'article IV (Section 1) sont remplacés par les mots "Quarante-deux (42) heures".

5° Le paragraphe "c" de l'article IV (Section 1) est remplacé par le suivant:

"c) Tous les autres salariés assujettis, à l'exception toutefois des catégories mentionnées aux paragraphes "d" et "e" du présent article:

Quarante-six heures et demie (46½) par semaine durant toute l'année.

established for that category, who works twenty (20) hours or less per week and who is employed temporarily or occasionally and is paid on an hourly basis.

v) The words "book-keeper" or office clerk" mean any employee who keeps one or more account books in conformity with the theoretical and practical principles and rules of the science of account; they also include any employee committed to clerical work or to other similar functions not otherwise classified."

2. Section II of part 1 is deleted and replaced by the following:

"II. *Commercial jurisdiction*: The present decree governs all employers and employees of the establishments engaged in any one of the trades or undertakings described hereinbelow:

a) Establishments engaged in the wholesale or part wholesale trade of food products of all kinds, such as: groceries, eggs, butter, cheese, meat, pickles, tea, coffee, preserves, jam, sweets and foodstuffs, etc.;

b) Establishments making it a business of warehousing food-stuffs, hay, flour, corn, feeding stuffs and all the products mentioned in subsection "a" of the present section and sections II of parts 2 and 3.

c) Establishments manufacturing or transforming or conditioning food products for human consumption excepting those establishments whose employees are already regulated by another decree.

Exemptions: The following establishments are excluded from the commercial jurisdiction of the present decree:

i) Dairies, butter-dairies, cheese-dairies, i.e. all establishments whose main occupation is to turn milk into butter or cheese.

ii) Incubating and candling establishments whose products are distributed mainly (75%) to the food products wholesale or part wholesale commercial establishments.

iii) Establishments dealing in live stock and slaughterhouses whose sales are made mostly outside commercial establishments.

iv) Establishments principally engaged in the fabrication, transformation, and conditioning of the following products: Fruit and vegetable preserves, jams, bonbons, chocolates, nuts and almonds, peanut products, tea, coffee, spices, essences, baking powder, bread powder, pickles, concentrated soup, syrup, honey, potato ships, pickled tongues, sugar butter, powder jelly, gelatine, edible oils, chicken, turkey, ham and other meat preserves, prepared or not, including fish preserves, when the principal trade of such establishments is concerned with the food products above mentioned or when such products are either fabricated or transformed by them."

3. The words "Charlesbourg-West" are added after the words "Charlesbourg-East" mentioned in the subsection entitled "Zone I" of Section III (Part 1).

4. The words "forty-three (43) hours" mentioned in subsection "b" of section IV (Part 1) are replaced by the words "forty-two (42) hours".

5. Subsection "c" of section IV (Part 1) is replaced by the following:

"c) All other employees hereby governed excepting, however, the categories mentioned in subsections "d" and "e" of the present section:

Forty-six hours and half (46½) per week throughout the year.

La semaine normale de travail dans tous les cas ci-haut mentionnés est répartie de la façon suivante: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi; le samedi entre 7.00 a.m. et midi.

Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, la semaine normale de travail peut se prolonger jusqu'à 5.00 p.m. le samedi dans les établissements faisant la fabrication des moulées de viande, durant la période allant du 1er avril au 31 décembre inclusivement. Pour l'autre période, soit du 1er janvier au 31 mars, les salariés affectés à la fabrication sont sujets à une semaine normale finissant à 1.00 p.m. le samedi, sauf dans le cas des salariés préposés à la récupération des déchets de viande pour lesquels la semaine normale peut se prolonger jusqu'à 5.00 p.m. le samedi, pendant toute l'année."

6° Le paragraphe "e" de l'article IV est remplacé par les suivants:

"e) *Employés des établissements faisant commerce principal l'entreposage des produits d'alimentation:* La semaine normale de travail est de quarante-six heures et demie (46½) réparties de la façon suivante: Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi entre sept heures (7) a.m. et six (6) heures p.m. avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi."

"f) Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, dans les zones II et III la semaine régulière de travail est la suivante:

1. Quarante-huit (48) heures par semaine pour les employés de bureau des deux sexes, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. du lundi au samedi inclusivement, avec une interruption d'une (1½) heure et demie pour le repas du midi.

2. Cinquante-quatre (54) heures par semaine pour tous les autres salariés assujettis, à l'exception toutefois des catégories mentionnées au paragraphe "d" du présent article, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. du lundi au samedi inclusivement, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi."

7° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté par un salarié en dehors de l'horaire quotidien ci-dessus déterminé ou en plus de quarante-six heures et demie (46½) par semaine, est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré sur la base de taux et demi de son salaire régulier. Les heures de travail supplémentaire sont rémunérées suivant le cas, ou sur l'excédent d'heures de la journée de travail de tel salarié ou sur l'excédent d'heures de la semaine de travail de tel salarié et à tout événement suivant le mode de calcul le plus avantageux pour le salarié. Le travail supplémentaire du salarié doit être rémunéré à raison de taux et demi de son salaire régulier, exception faite pour les catégories de salariés mentionnés aux sous-paragraphes suivants:

1. Hommes de peine, femmes de peine, gardiens et chauffeurs de fournaies autres que les machines fixes, salariés du personnel de maîtrise, chef de département et chefs de départements de petites marchandises dans les maisons de salaison et les charcuteries et mécaniciens travaillant comme chefs mécaniciens de première classe. Ces salariés n'ont droit à aucune majoration des taux de salaires décrits dans le présent décret pour travail supplémentaire.

2. Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs, autres que les chefs-mécaniciens de première classe, employés dans les établissements fabriquant des moulées de viande. Ces salariés doivent être rémunérés au taux simple de 48 à 54 heures au cours d'une même semaine de tra-

The standard work week in all cases mentioned above shall be distributed as follows: on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. with a one (1) hour interruption for the noon meal; on Saturday, between 7.00 a.m. and midday.

Notwithstanding the provisions of the present subsection, the standard work week may be extended until 5.00 p.m. on Saturday in the establishments engaged in the preparation of meat mashes during the period between April 1st and December 31 inclusive. For the other period, i.e. between January 1st and March 31, fabrication employees shall work the standard week which ends at 1.00 p.m. Saturday, except in the case of employees whose work is concerned with the recovery of waste meat products where the standard week may be extended until 5.00 a.m. Saturday the year round."

6° Subsection "e" of section IV is replaced by the following ones:

"e) *Employees of establishments whose main trade is the warehousing of food products:* The standard work week consists of forty-six and a half (46½) hours distributed as follows: On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., with an interruption of one hour for the noon meal."

"f) Notwithstanding the provisions of the foregoing subsections, the standard work week in zones II and III, shall be as follows:

1. Forty-eight (48) hours per week for office employees, male and female, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive, with an interruption of one hour and half (1½) for the noon meal.

2. Fifty-four (54) hours per week for all other employees governed, excepting however the categories mentioned in subsection "d" of the present section, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive, with an interruption of one (1) hour for the noon meal."

7° Section V is replaced by the following:

"V. *Overtime work:* a) Time worked by an employee in excess of the daily hours of work hereabove determined, or in excess of forty-six hours and half (46½) per week, is considered as overtime and remunerated on the basis of time and a half computed on his regular rate of pay. The overtime rate shall apply, as the case may be, to the hours worked in excess of the work day of such employee or to those worked in excess of the work week; in any event, it shall be computed on the basis which is more beneficial to the employee. Employees' overtime shall be paid at the rate of time and a half based on their regular rate of pay with the exception of the categories of employees mentioned in the following paragraphs:

1. Common labourers, male and female, watchmen and furnace (not stationary engines) firemen, administration personnel, departmental managers and departmental managers of small goods in packing houses or pork butcheries and enginemen working as first-class chief enginemen: All overtime worked by such employees is not subject to the increased overtime rates mentioned in the decree.

2. Stationary enginemen and firemen other than first-class chief enginemen employed in establishments producing meat mashes: These employees shall be paid straight time from forty-eight (48) to fifty-four (54) hours, in the course of the same work week but, after fifty-four hours

vail, mais après 54 heures de travail, ils doivent être rémunérés sur la base de salaire et demi.

Dans les autres établissements, sauf les maisons de saison, lorsque ces salariés sont sujets à la semaine de 56 heures, un boni de \$0.05 l'heure doit leur être accordée en plus du taux de base de leurs catégories respectives. Tout travail exécuté en plus de 56 heures dans ce cas, doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

3° Dans les maisons faisant la fabrication des moulées de viande, les salariés affectés aux opérations de fabrication doivent être rémunérés à temps simple de quarante-huit (48) à cinquante-trois (53) heures au cours d'une même semaine de travail; après quoi ils doivent être rémunérés à raison de salaire et demi.

4° Le temps supplémentaire du surnuméraire doit lui être payé sur la base de taux et demi du taux minimum horaire prévu par le décret, pour la fonction exercée par le surnuméraire.

5° Tous les employés de bureau dans tous les établissements assujettis au présent décret, doivent être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier après quarante-deux (42) heures de travail dans une même semaine, et cela durant toute l'année.

6° *Équipes de nuit*: i. Dans tous les commerces ou entreprises visés par le décret, à l'exception des maisons de saison et les charcuteries, toutes les catégories de salariés assujettis au travail de nuit et faisant partie des équipes de nuit, à l'exception des salariés de bureau, doivent être rémunérés, s'ils travaillent au moins quarante-cinq (45) heures au cours de la même semaine, sur la base du salaire minimum obligatoire prévu par le décret ou sur la base du salaire payé par l'employeur à son salarié, si tel salaire est supérieur au minimum obligatoire augmenté dans l'un et l'autre cas de 10%, jusqu'à concurrence d'un maximum de quarante-huit (48) heures par semaine. Au delà de cette limite d'heures de travail, lesdits salariés préposés aux équipes de nuit doivent être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier.

ii. Si les salariés desdits commerces ou entreprises ci-dessus décrits affectés au travail de nuit, à l'exception des salariés de bureau, travaillent moins que quarante-cinq (45) heures par semaine, en dehors des heures de travail régulières de la journée fixée par le décret, tout travail par eux exécuté en dehors des heures régulières doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux et demi de leur salaire régulier.

iii. Toutefois, dans les maisons de saison et les charcuteries, toutes les catégories de salariés affectés au travail de nuit et formant partie des équipes de nuit à l'exception des salariés de bureau, doivent être rémunérés pour tout travail exécuté en dehors des heures régulières de travail de la journée prescrites par le décret, sur la base du salaire minimum prévu par le décret pour leur catégorie, ou sur la base du salaire payé par l'employeur à son salarié si tel salaire est supérieur au minimum obligatoire, augmenté dans l'un et l'autre cas de 10%, jusqu'à concurrence d'un maximum de quarante-huit (48) heures. Au delà de cette limite d'heures, lesdits salariés doivent être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier.

7° Les salariés au service d'établissements régis par des conventions collectives particulières de travail négociées en vertu de la Loi des Relations Ouvrières (travail de samedi).

work week but, after fifty-four hours of work, they shall be paid on the same basis of time and one half.

In the other establishments, except in packing houses, when such employees have a 56-hour week, a premium of \$0.05 per hour shall be paid in excess of the basic rate of their respective categories. Work performed in excess of 56 hours, in that case, shall be paid at the rate of time and a half.

3. In establishments producing meat mashes, employees engaged in production operations shall be paid straight time from forty-eight to fifty-three hours in the course of the same work week; after fifty-three hours, they shall be paid at the rate of time and one half.

4. Overtime worked by occasional hands shall be paid at the rate of time and a half based on the minimum hourly rate set in the decree for their functions.

5. All the year round, office employees in all the establishments governed by this decree shall be paid at the rate of time and one half based on their regular salary after forty-two (42) hours of work in a same week.

6. *Night shifts*: i. In all trades or concerns governed by the present decree, with the exception of packing houses and pork butcheries, all categories of employees doing night work and included in night shifts, with the exception of office employees, shall be remunerated, when working at least forty-five (45) hours in the course of the same week, on the basis of the minimum wage stipulated in the decree or on the basis of the wage rate paid by the employer to his employee, if such rate is higher than the legal minimum increased, in both cases, by 10%, to the extent of a maximum of forty-eight (48) hours per week. Beyond this limit of working hours, the said night shift employees shall be remunerated at the rate of time and one half based on their regular rate of pay.

ii. When the employees in the trades or concerns above mentioned do night work, with the exception of office employees, and work less than forty-five (45) hours per week outside the regular working hours of the day set out in the decree, all time worked by them in excess of the regular hours shall be considered as overtime and remunerated at the rate of time and one half based on their regular rate of pay.

iii. However, in packing houses and pork butcheries, all the categories of employees doing night work and included in night shifts, with the exception office employees, shall be remunerated for all time worked outside the regular hours of work of the day set out in the decree on the basis of the minimum wage rate stipulated in the decree for their category, or on the basis of the wage paid by the employer to his employee if such wage is higher than the legal minimum increased, in both cases, by 10% to the extent of a maximum of forty-eight (48) hours. Outside this limit, the said employees shall be remunerated at the rate of time and one half based on their regular rate of pay.

7. Employees in the employ of establishments governed by private collective labour agreements bargained under the Labour Relations Act. (Saturday work).

Nonobstant toute autre disposition à ce contraire contenue au présent décret, lorsqu'en vertu d'une convention collective de travail négociée en vertu de la Loi des Relations Ouvrières, par l'un quelconque des établissements assujettis au présent décret et une Association syndicale reconnue par la Commission des Relations Ouvrières de Québec, la semaine normale de travail de l'établissement établie en ladite convention est inférieure à la durée maximum prévue au décret, pour un tel établissement, et suivant sa catégorie, et qu'en outre dans ladite convention collective, la semaine régulière de travail a été répartie pendant les cinq (5) premiers jours de la semaine, à savoir du lundi au vendredi inclusive, les employés réguliers dudit établissement appelés au travail le samedi pourront toutefois être rémunérés à taux simple pour tout travail exécuté, pendant les heures ouvrables d'ailleurs fixées au décret, pour tel jour de travail, dans les circonstances prévues à ladite convention collective de travail particulière.

b) Cependant, dans le cas de charretiers, aides-livreurs, conducteurs de camions, aides-camionneurs, une prolongation de travail d'une demi-heure ($\frac{1}{2}$) ou moins à la fin d'une journée de travail n'est pas considérée comme travail supplémentaire, à condition toutefois que le total des prolongations de travail effectuées par l'un quelconque desdits salariés, au cours d'une même semaine, n'excède pas une heure pour ladite semaine, une prolongation même légitimée excédant une demi-heure ($\frac{1}{2}$) par jour, ou des prolongations à plus d'une heure (1) par semaine sont considérées comme travail supplémentaire et rémunérées comme telles pour le temps supplémentaire ainsi fait. Dans ce dernier cas, cependant, seul l'excédant d'une (1) heure doit être ainsi rémunéré.

c) Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, dans les zones II et III, le taux de salaire et demi n'est payable que pour le travail supplémentaire exécuté en plus des heures régulières ou en dehors de l'horaire quotidien déterminé au paragraphe "f" de l'article IV."

8° Le paragraphe "e" suivant est ajouté à l'article VI (Section 1):

"c) Toutefois et nonobstant les dispositions du présent article, lorsque trois (3) jours non ouvrables tombent consécutivement, l'un des trois (3) jours sera ouvrables au taux de salaire régulier."

9° Le premier alinéa de l'article VII (Section 1) est remplacé par les suivants:

"VII. *Vacances payées*: Tout salarié régulier qui, au 30 avril de chaque année, a à son crédit une (1) année de service pour le compte du même employeur ou dans le même établissement, a droit à une semaine (six (6) jours consécutifs) de vacances payées qui doivent lui être accordées entre le 15 mai et le 15 octobre de la même année.

Dans le cas d'un salarié qui a moins d'un (1) an de service au 30 avril de l'année, l'employeur doit lui payer ses vacances dues, sur la base de 2% du salaire gagné depuis son entrée à cette date; dans le cas du départ d'un salarié, l'employeur doit lui payer les vacances dues au moment de son départ sur la base de 2% du salaire gagné."

10° Le paragraphe "a" de l'article VIII (Section 1) est abrogé et remplacé par le suivant:

"VIII. a) *Taux de salaire de base minima*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées, pour la semaine régulière de travail.

Notwithstanding any other provisions to the contrary contained in the present decree, when, under a collective labour agreement bargained under the Labour Relations Act by any one of the establishments governed by the present decree and a labour union recognized by the Labour Relations Board of Quebec, the standard work week of the establishment determined by the said agreement is shorter than the one established by the decree for such establishment, according to its category, and when, in the said private agreement, the standard work week has been divided into the first five days of the week, namely Monday to Friday inclusive, the regular employees of the said establishment who are called to work on Saturday, may be paid straight time for all hours worked during the working hours mentioned in the decree for such work day, in the circumstances mentioned in the said private collective labour agreement.

b) However, in the case of carters, delivery men's helpers, truck drivers, truck drivers' helpers, an extension of work of one half-hour or less after the day's work shall not be considered as overtime providing the total duration of such extensions for any employee in the course of a same week does not exceed one hour. An extension of more than half an hour, even if justified, as well as extensions totalling more than one hour per week shall be considered as overtime and remunerated accordingly for all overtime so worked. In the latter case, however, only that time exceeding one hour shall be paid the overtime rate.

c) Notwithstanding the provisions of the foregoing subsections, time and a half in zones II and III is payable only for overtime worked in excess of the regular hours or outside the daily hours determined in subsection "f" of section IV."

8. The following subsection "e" is added to section VI (Part 1):

"c) However, and notwithstanding the provisions of the present section, when there shall be three (3) consecutive days kept as holidays, one of these three days may be worked at regular rates."

9. The first paragraph of section VII (Part 1) is replaced by the following:

"VII. *Vacation with pay*: Every regular employee with, on April 30 of each year, one year of service to his credit for the same employer or in the same establishment, is entitled to a vacation of one week (six consecutive days) with pay which shall be given to him between May 15 and October 15 of the same year.

In the event of an employee having less than one year of service on April 30 of one year, his employer shall pay him his vacation on the basis of 2% of the wages earned from the date of his employment to April 30. In the event of an employee leaving his employer, the latter shall pay him the vacation remuneration owed at the time of departure on the basis of 2% of the wages earned.

10. Subsection "a" of section VIII (part 1) is deleted and replaced by the following:

"VIII. a) *Basic minimum wage rates*: The following minimum wage rates shall be paid to the employees of the categories hereafter mentioned, for the regular work week.

	Zones		
	I	II	III
	Par semaine	Per week	
1. Abatteur-désosseur — Slaughterer-boner	\$47.25	\$40.61	\$38.40
2. Boucher-désosseur — Butcher-boner:			
Apprenti — Apprentice:			
Durant le premier semestre — During the first six months	33.75	29.14	27.60
Durant le deuxième semestre — During the second six months	37.75	32.54	30.80
Durant la deuxième année — During the second year	41.75	35.94	34.00
Durant et après la troisième année — During and after the third year	47.75	41.04	38.80
Qualifié (avec certificat) — Competent (certificated)	52.75	45.29	42.80
Contremaître — Foreman	56.75	48.69	46.00
3. Charcutier — Pork-butcher:			
Apprenti — Apprentice:			
Durant le premier semestre — During the first six months	33.75	29.14	27.60
Durant le deuxième semestre — During the second six months	37.75	32.54	30.80
Durant la deuxième année — During the second year	41.75	35.94	34.00
Durant et après la troisième année — During and after the third year	47.75	41.04	38.80
Qualifié (avec certificat) — Competent (certificated)	52.75	45.29	42.80
Assistant-contremaître — Assistant-foreman	54.75	46.99	44.40
Contremaître — foreman	57.75	48.69	46.00
4. Chef de département dans les maisons de salaison et les charcuteries — Departmental manager in packing houses and pork-butcheries	66.75	57.19	54.00
5. Chef de département dans les maisons de salaison et les charcuteries, (département des petites marchandises) — Departmental manager in packing house and pork butcheries, (small goods department)	59.75	51.24	48.40
6. Cuiseur et presseur des aliments du bétail — Feeding meat cook and presser	49.25	42.32	40.00
7. Homme proposé à la salaison — Dry-curer:			
Apprenti — Apprentice:			
Durant le premier semestre — During the first six months	33.75	29.14	27.60
Durant le deuxième semestre — During the second six months	37.75	32.54	30.80
Durant la deuxième année — During the second year	41.75	35.94	34.00
Durant et après la troisième année — During and after the third year	47.75	41.04	38.80
Qualifié (avec certificat) — Competent (certificated)	52.75	45.29	42.80
Contremaître — Foreman	56.75	48.69	46.00
8. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:			
Chef — Chief:			
Première classe — First class	73.75	63.14	59.60
Deuxième classe — Second class	64.75	55.49	52.40
Troisième classe — Third class	58.75	50.39	47.60
Mécanicien — Engineman:			
Deuxième classe — Second class	\$ 1.13	\$ 0.97	\$ 0.92
Troisième classe — Third class	1.03	0.88	0.84
Quatrième classe — Fourth class	0.98	0.84	0.80
Chauffeur et aide mécanicien — Fireman and engineman's helper	0.88	0.76	0.72
9. Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.07	0.92	0.87
10. Chef de département (à l'exception des maisons de salaison et des charcuteries) — Departmental manager (Excepting packing houses and pork-butcheries)	\$49.25	\$42.32	\$40.00
11. a) Classificateur d'œufs: Salarié du sexe masculin ou féminin manipulant ou transportant à la fois des marchandises pesant plus de trente-cinq (35) livres — Egg grader: Male employee or female employee handling goods weighing more than 35 pounds:			
1ère année — 1st year	39.75	34.24	32.40
2ème année — 2nd year	41.75	35.94	34.00
3ème année et 4ème année — 3rd and 4th years	43.75	37.64	35.60
5ème année — 5th year	47.75	41.04	38.80
b) Classificateur d'œufs: Salarié du sexe féminin ne manipulant ou ne transportant à la fois aucune marchandise pesant plus de trente-cinq (35) livres — Eggs grader: Female employee not handling any goods weighing more than 35 pounds:			
1ère année — 1st year	31.75	27.44	26.00
2ème année — 2nd year	33.75	29.14	27.60
3ème et 4ème années — 3rd and 4th years	36.75	31.69	30.00
5ème année et plus — 5th year and thereafter	39.75	34.24	32.40
12. Commis-vendeur — Sale clerk:			
Durant 1ère année — During 1st year	35.75	30.84	29.20
Durant 2ème année — During 2nd year	37.75	32.54	30.80
Durant 3ème année — During 3rd year	43.75	37.64	35.60
Durant et après la quatrième année — During 4th year and thereafter	48.75	41.79	39.60
13. Conditionneur de beurre et de fromage — Butter and cheese conditioner	49.75	42.74	40.40

	Zones		
	I	II	III
	Par semaine—Per week		
14. Conducteur de camion et autres véhicules-automobiles — Motor vehicles driver	47.25	40.61	38.40
15. Contremaître—premier expéditeur — Foreman—Head shipper	51.25	44.02	41.60
16. Assistant-contremaître, assistant premier expéditeur — Assistant-foreman, Assistant-head shipper	49.25	42.32	40.00
17. Coupeur de beurre — Butter cutter	41.75	35.94	34.00
18. Enveloppeur et empaqueteur de beurre — Butter wrapper and packer	36.75	31.69	30.00
19. Gardien de nuit — Night watchman: (minimum par semaine — minimum per week)	38.75	33.39	31.60
(Heure — per hour)	0.74	0.64	0.60
20. Garçon — Junior employee	31.75	27.44	26.00
21. Homme général, autre que celui des maisons de salaison et les charcuteries — General hand, not in packing houses and pork-butcheries: Moins de 17 ans, 1er trimestre — Under 17 years of age, first three months	33.75	29.14	27.60
Après trois mois de service — After three months of service	36.75	31.69	30.00
17 ans révolus — 17 years of age	38.75	33.39	31.60
18 ans révolus — 18 years of age	41.75	35.24	34.00
19 ans révolus et plus — 19 years or older	45.25	38.91	36.80
22. Homme général, maisons de salaison et les charcuteries — General hand, packing houses and pork-butcheries	47.75	41.04	38.80
23. Homme préposé aux commandes, homme de plancher — Order employee, receiving clerk	47.25	40.61	38.40
24. Homme de peine, femme de peine et chauffeur de fournaise — Common labourer, charwoman, furnace fireman	0.84	0.72	0.68
25. Meunier ou homme en charge des malaxeurs — Miller or mixer operator	49.25	42.32	40.00
26. Personnel féminin d'entrepôt ne faisant pas partie du personnel de bureau (à l'exception des maisons de salaison et des charcuteries) — Warehouse female personnel not included in the office staff (excepting packing houses and pork-butcheries): Durant la première année — During the first year	30.75	26.50	25.20
Durant et après la deuxième année — During and after second year	32.75	28.29	26.80
27. Personnel féminin d'entrepôt (ne faisant pas partie du personnel de bureau) dans les maisons de salaison et les charcuteries — Warehouse female personnel (not included in the office staff) in packing houses and pork-butcheries: Durant la première année — During the first year	30.75	26.59	25.20
Durant la deuxième année — During the second year	32.75	28.29	26.80
Durant et après la troisième année — During and after third year	34.75	29.99	28.40
28. Surnuméraire d'entrepôt masculin — Warehouse occasional hand, male	\$ 1.05	\$ 0.91	\$ 0.87
Surnuméraire d'entrepôt féminin — Warehouse occasional hand, female	0.69	0.60	0.57
29. Tonnelier — Cooper	1.07	0.92	0.86
Apprenti-tonnelier — Apprentice-cooper:			
1ère année — 1st year	0.64	0.55	0.53
2ème année — 2nd year	0.79	0.68	0.64
3ème année — 3rd year	0.94	0.81	0.76
30. Comptable — Accountant	\$54.75	\$46.99	\$44.40
31. Assistant comptable — Assistant-accountant	52.25	44.86	42.40
32. Comptable-caissier — Accountant-cashier	50.25	42.16	40.80
33. Commis junior — Junior clerk	26.75	23.19	22.00
34. Messenger de bureau — Office messenger	28.75	24.89	23.60
35. Personnel féminin de bureau (excepté les sténographes) — Office female staff (excepting stenographers): Durant 1ère année — During 1st year	28.75	24.89	23.60
Durant 2ème année — During 2nd year	31.75	27.44	26.00
Durant et après 3ème année — During and after 3rd year	34.75	29.99	28.40
36. Personnel de maîtrise — Administration personnel	61.75	52.94	50.00
37. Steno-dactylo — Stenographer: Durant 1ère année — During 1st year	31.75	27.44	26.00
Durant 2ème année — During 2nd year	34.75	29.99	28.40
Durant et après 3ème année — During and after 3rd year	37.75	32.54	30.80
38. Surnuméraire de bureau — Office occasional hand	0.92	0.80	0.76
39. Teneur de livres ou commis de bureau — Book-keeper or office clerk: Durant 1ère année — During 1st year	31.75	27.44	26.00
Durant 2ème année — During 2nd year	33.75	29.14	27.60
Durant 3ème année — During 3rd year	35.75	30.84	29.20
Durant 4ème année — During 4th year	38.75	33.39	31.60
Durant 5ème année — During 5th year	41.75	35.94	34.00
Durant 6ème année — During 6th year	43.75	37.64	35.60
Durant 7ème année — During 7th year	45.75	39.34	37.20
Durant et après 8ème année — During and after 8th year	48.75	41.79	39.60"

11° Les paragraphes "i" et "j" de l'article VIII (Section 1) deviennent les paragraphes "h" et "i" du même article.

12° L'article X suivant est ajouté à la section 1.
"X. Contestation: Lorsqu'il y aura contestation à savoir si tel établissement assujéti au présent décret doit tomber sous les stipulations de l'une ou l'autre de ses sections, le Comité paritaire est autorisé à trancher ladite contestation et à rendre une décision dans le cadre de sa juridiction.

13° Les nouvelles sections 2 et 3 suivantes sont ajoutées, et les sections 2 et 3 actuelles deviennent les nouvelles sections 4 et 5:

SECTION 2

Dispositions relatives aux commerçants de fruits, légumes et poissons:

I. *Définitions:* Les définitions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

II. *Juridiction commerciale:* La présente section régit tous les employeurs et les salariés des établissements exploitant l'un ou l'autre des commerces ou entreprises ci-après mentionnés:

a) Les établissements dont le commerce principal est le commerce en gros ou en demi-gros des produits d'alimentation humaine, tels que poissons, fruits et légumes.

b) Les établissements fabriquant, ou transformant ou conditionnant principalement les produits d'alimentation humaine tels que poissons, fruits et légumes.

III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de cette section est celle déterminée à la section 1.

IV. *Durée du travail:* La durée du travail de cette section est celle déterminée en la section 1.

V. *Travail supplémentaire:* Les dispositions de la Section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

VI. *Jours de fêtes chômées:* Les dispositions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

VII. *Vacances payées:* Les dispositions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

VIII. *Taux de salaires de base minima:* Les dispositions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

IX. *Uniformes:* Les dispositions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

X. Les autres dispositions de la section 1 non incompatibles avec les dispositions de la présente section sont incorporées en ladite section et s'y appliquent.

SECTION 3

Dispositions relatives aux fabricants et commerçants de produits d'alimentation animale:

I. *Définitions:* Les définitions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

II. *Juridiction commerciale:* La présente section régit tous les employeurs et les salariés des établissements exploitant l'un ou l'autre des commerces ou des entreprises ci-après déclarés:

a) Les établissements dont le commerce principal est le commerce en gros ou en demi-gros du foin, de la farine, des grains ou des aliments du bétail ainsi que des "suppléments" et des moulées de viande pour les renards.

11. Subsections "i" and "j" of section VIII (part 1) become subsections "h" and "i" of the same section.

12. The following section X is added to part 1:
"X. Dispute: In the event of a dispute when deciding whether an establishment governed by the present decree shall be covered by one or the other of its parts, the Parity Committee alone shall have authority to decide within the scope of its jurisdiction.

13. The following new parts 2 and 3 are added and the present new parts 2 and 3 becoming parts 4 and 5:

PART 2

Provisions respecting fruit, vegetable and fish merchants.

I. *Definitions:* The definitions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

II. *Commercial jurisdiction:* The present part applies to all employers and employees of establishments engaged in one or more of the trades or enterprises hereafter mentioned:

a) Establishments whose main trade is the wholesale or part wholesale trade of human food products, such as fish, fruits, vegetables.

b) Establishments engaged mostly in manufacturing or transforming or conditioning human food products, such as fish, fruits and vegetables.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present part shall be that determined in part 1.

IV. *Duration of labour:* The duration of labour, as regards the present part, shall be the same as that determined in part 1.

V. *Overtime:* The provisions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

VI. *Days kept as holidays:* The provisions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

VII. *Vacation with pay:* The provisions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

VIII. *Minimum basic wage rates:* The provisions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

IX. *Uniforms:* The provisions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

X. The other provisions of part 1 which are not incompatible with the provisions of the present part are incorporated into the said part and shall apply thereto.

PART 3

Provisions respecting animal food products manufacturers and merchants.

I. *Definitions:* The definitions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

II. *Commercial jurisdiction:* The present part applies to all employers and employees of establishments engaged in one or more of the trades or concerns hereafter mentioned:

a) Establishments whose main trade is the wholesale or part wholesale trade of hay, flour, grain, feedstuffs, including "supplements" and meat mashes for foxes.

b) Les établissements fabriquant ou transformant ou conditionnant principalement les produits de l'alimentation animale et en particulier les aliments du bétail.

III. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de cette section est celle déterminée en la section 1.

IV. *Durée du travail*: La durée du travail de cette section est celle déterminée en la section 1.

V. *Travail supplémentaire*: Les dispositions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

VI. *Jours de fêtes chômées*: Les dispositions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

VII. *Vacances payées*: Les dispositions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

VIII. *Taux de salaires de base minima*: Les dispositions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

IX. *Uniformes*: Les dispositions de la section 1 sont incorporées à la présente section et s'y appliquent sans modifications.

X. Les autres dispositions de la section 1, non incompatibles avec les dispositions de la présente section, sont incorporées en ladite section et s'y appliquent.

14° Les mots "aux paragraphes 'a', 'b' ou 'c' de l'article II de la section 1" apparaissant au paragraphe "a" de l'article I de la nouvelle section 4, sont remplacés par les mots "aux paragraphes 'a' ou 'b' de l'article II des sections précédentes".

15° Les mots "aux paragraphes 'a', 'b', 'c' et 'e' de l'article II, section première du présent décret" apparaissant à l'article V de la nouvelle section 4, sont remplacés par les mots: "aux paragraphes 'a' ou 'b' de l'article II des sections précédentes".

16° Les mots "à l'emploi" apparaissant au paragraphe "a" de l'article VII de la nouvelle section 4, sont remplacés par les mots: "à l'emploi habituel et simultané".

17° Les mots suivants sont ajoutés à la fin du paragraphe "a" de l'article I de la nouvelle section 5: "conserves de poulet, dinde, jambon et autres viandes préparées ou non et conserves de poissons".

18° Le paragraphe "e" suivant est ajouté à l'article I de la nouvelle section 5:

"e) Le terme "équateur et équeuse" désigne des écoliers qui, pendant la période des vacances scolaires, sont affectés uniquement à des travaux d'équage de fraises dans les établissements tombant sous la juridiction de la présente section."

19° Les mots "cinquante-quatre (54) heures par semaine" apparaissant au paragraphe "c" de l'article IV de la nouvelle section 5, sont remplacés par les mots: "cinquante-deux (52) heures par semaine".

20° Le paragraphe "a" de l'article VI de la nouvelle section 5 est remplacé par le suivant:

"VI. *Jours de fêtes chômées*: a) Tout salarié régulier qui a travaillé au moins la moitié des heures ouvrables dans une semaine où une fête chômée est non ouvrable, doit être rémunéré sur la base de son salaire régulier pour une journée complète de travail pour les congés suivants: Le Premier jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et la Noël."

b) Establishments engaged mostly in manufacturing or transforming or conditioning animal food products and, in particular, cattle feed.

III. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present part shall be that determined in part 1.

IV. *Duration of Labour*: The duration of work, as regards the present part, shall be the same as that determined in part 1.

V. *Overtime*: The provisions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

VI. *Days kept as holidays*: The provisions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

VII. *Vacation with pay*: The provisions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

VIII. *Minimum basic wage rates*: The provisions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

IX. *Uniforms*: The provisions of part 1 are incorporated into the present part and shall apply integrally thereto.

X. The other provisions of part 1 which are not incompatible with the provisions of the present part are incorporated into the present part and shall apply thereto.

14. The words "in section II, part 1, subsections 'a', 'b', 'c', mentioned in subsection 'a' of section I of the new part 4, are replaced by the words "in section II, subsections 'a' or 'b' of the foregoing parts."

15. The words "in subsections 'a', 'b', 'c' and 'e' of section II, part first of the present decree", mentioned in section V of the new part 4, are replaced by the words "in section II, subsections 'a' or 'b', of the foregoing parts."

16. The words "employed by several employers" mentioned in subsection "a" of section VII of the new part 4, are replaced by the words "employed habitually and simultaneously by several employers".

17. The following words are added at the end of subsection "a" of section I of the new part 5: "as well as preserves of chicken, turkey, ham and other meats (prepared or not), including fish preserves."

18. The following subsection "e" is added to section I of the new part 5:

"e) The words "stalk remover" includes students who, during the school vacation period, are employed exclusively to remove strawberry stalks in the establishments governed by the present part."

19. The words "fifty-four (54) hours per week", mentioned in subsection "c" of section IV of the new part 5, are replaced by the words: "fifty-two (52) hours per week".

20. Subsection "a" of section VI of the new part 5 is replaced by the following:

"VI. *Holidays* a) Every regular employee shall be paid for the following holidays: New Year's Day January 2, Epiphany Day, Good Friday until midday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day."

21° Le paragraphe "a" de l'article VIII de la nouvelle section 5 est remplacé par le suivant:
 "VIII. Taux de salaires: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées, pour la semaine régulière de travail:

21. Subsection "a" of section VIII of the new part 5 is replaced by the following:
 "VIII. Wage rates: a) The following minimum wage rates shall be paid to the employees of the categories hereafter mentioned, for the standard work week:

Personnel de manufacture — Factory personnel:

1. Personnel masculin — Men personnel:

Main d'oeuvre générale — General hand:

	Zones I II III Par heure—Per hour		
20 ans et plus, 1ère année — 20 years or older, 1st year.....	\$ 0.78	\$ 0.73	\$ 0.70
1 an et plus — one year and over.....	0.85	0.79	0.76
Garçon, moins de 20 ans — Junior worker, less than 20 years.....	0.65	0.61	0.59
Mécanicien de machines fixes, 4ème classe — Stationary engineman, fourth class.....	0.90	0.84	0.80
Chauffeur — Fireman.....	0.80	0.75	0.72
Préposé aux machines — Millwright.....	0.94	0.87	0.84
Confiseur — Confectioner.....	0.94	0.87	0.84
Rôtisseur — Roaster.....	0.92	0.85	0.82
Tonnellier — cooper.....	0.99	0.92	0.88
Assistant-confiseur — Assistant-confectioner.....	0.88	0.82	0.79
Conducteur de véhicule (camionneur) — Truck-driver.....	0.90	0.84	0.80
Contremaître — Foreman.....	0.98	0.91	0.87
Assistant-contremaître — Assistant-foreman.....	0.95	0.88	0.85
Expéditeur — Shipper.....	0.92	0.85	0.82

Surnuméraire — Occasional hand:

a) Garçons, pas plus de 20% du total des surnuméraires — Boys, not more than 20 % of the total number of occasional hands	0.50	0.45	0.43
b) Hommes — Men.....	0.65	0.61	0.59

2. Personel féminin — Female personnel:

Main d'oeuvre générale — General hand:

1ère année — 1st year.....	0.49	0.44	0.42
2ème année — 2nd year.....	0.55	0.50	0.47
Surnuméraire — Occasional hand.....	0.50	0.45	0.43

3. Équipeur, Équipeuse — Stalk remover.....

0.41 0.39 0.37

Personnel de Bureau — Office Personnel:

	Par semaine—Per week		
Comptable — Accountant.....	\$50.00	\$46.20	\$43.80
Sténo-dactylo — Stenographer:			
Durant la 1ère année — During 1st year.....	24.00	22.80	21.70
Durant la 2ème année — During 2nd year.....	27.00	25.50	25.25
Durant la 3ème année — During 3rd year.....	30.00	28.20	26.80
Durant la 4ème année — During 4th year.....	33.00	30.90	29.35
Ouvrage général — General work:			
Durant 1ère année — During 1st year.....	21.00	20.10	19.15
Durant la 2ème année — During 2nd year.....	24.00	22.80	21.70
Durant la 3ème année — During 3rd year.....	27.00	25.50	24.25

Voyageurs de commerce — Travelling salesmen:

	Zone I
Premier semestre de vente — First six months of sale in the line.....	\$30.00
Deuxième semestre de la première année — Second six months of the first year.....	33.00
Pendant la deuxième année — During the second year.....	36.00
Pendant la troisième année — During the third year.....	40.00
Pendant et après la quatrième année — During and after the fourth year.....	45.000

22° Les mots "premier mai 1954" apparaissant à la clause générale (*Durée du décret*) sont remplacés par les mots: "premier mai 1956".
 (Document "E" annexé à l'arrêté).

22. The words "May 1, 1954" mentioned in the general clause (*Duration of the decree*) are replaced by the word "May 1, 1956".
 (Document "E" annexed to the Order)

42327-o L. DÉSILETS,
 Greffier du Conseil Exécutif.

42327-o L. DÉSILETS,
 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 430

Number 430

Québec, le 25 avril 1956

Quebec, April 25th, 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil. Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif CONCERNING amendments of the decree relating

à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 247 du 26 février 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 361-A du 31 mars 1949, 82-D et 470-C des 18 janvier et 26 avril 1950, 347-B du 3 avril 1952, 894-B du 2 septembre 1954 et 100-A du 26 janvier 1955, relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 janvier 1956;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 247, soit modifié comme suit:

1° Le deuxième alinéa de l'article III est remplacé par le suivant:

"Toutefois, les taux de salaires établis aux articles IV, VIII, IX et XII sont réduits de 10% dans les cités, villes et municipalités dont la population est de 15,000 âmes ou moins, d'après le dernier recensement fédéral du Dominion du Canada."

2° L'article IV est radié et remplacé par le suivant:

"IV. *Heures de travail*: a) La semaine régulière de travail consiste en un maximum de quarante-quatre (44) heures, réparties en cinq (5) jours comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. avec intervalle d'une heure pour le repas du midi, soit de midi à 1.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 5.00 p.m. avec intervalle d'une heure pour le repas du midi, soit de midi à 1.00 p.m.

b) Tout travail exécuté en dehors des heures et jours ci-haut mentionnés, par un employé régulier ou autre, doit être considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au temps et demi (150%).

c) Les employés payés à l'heure ou à la semaine pour qui, depuis le 1er mars 1955, la semaine de travail était de quarante-six (46) heures ou moins, doivent recevoir une augmentation de 5% sur les taux de salaires horaires ou hebdomadaires actuellement payés.

d) Tout employé payé à l'heure ou à la semaine et qui, depuis le 1er mars 1955 travaillait plus de quarante-six (46) heures par semaine, ne doit subir aucune diminution de son salaire hebdomadaire réel en raison de la réduction de la semaine normale de travail à quarante-quatre (44) heures.

e) Tous les employés payés à l'heure ou à la semaine doivent recevoir une augmentation d'au moins 2½% du taux horaire ou hebdomadaire en vigueur au 1er mars 1955.

f) Tout employeur ayant au moins dix (10) employés doit installer dans son établissement une horloge enregistreuse et chaque employé doit y poinçonner ses heures d'entrée et de sortie ainsi que les heures d'arrêts et de reprises pour le repas du midi, et ce, à chaque jour de travail."

3° L'article V est radié et remplacé par le suivant:

"V. *Vacances et congés payés*: a) Tout employeur doit payer à chacun des employés à son

to the working glove industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 247 of February 26th, 1948, amended by Orders in Council Nos 361-A of March 31st, 1949, 82-D and 470-C of January 18th and April 26th, 1950, 347-B of April 3rd, 1952, 894-B of September 2nd, 1954 and 100-A of January 26th, 1955, relating to the working glove industry in the province of Québec, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 28th, 1956;

WHEREAS the objection set forth has been considered, as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said decree No. 247, be amended as follows:

1. The second paragraph of section III is replaced by the following:

"However, wage rates mentioned in sections IV, VIII, IX and XII shall be reduced by 10% in cities, towns and municipalities with a population of 15,000 souls or less, according to the last Federal census."

2. Section IV is deleted and replaced by the following:

"IV. *Working hours*: a) A regular week of work shall consist in a maximum of forty-four (44) hours divided into five days as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. with an interval of one hour for lunch from 12.00 noon to 1.00 p.m.

Friday from 8.00 a.m. to 5.00 p.m. with an interval of one hour for lunch from 12.00 noon to 1.00 p.m.

b) All time worked outside the afore-mentioned hours and days, by a regular or other employee, shall be considered as overtime and shall be remunerated at the rate of time and one half (150%).

c) Employees paid by the hour or by the week and for whom, since March 1st 1955, the work week consisted of 46 hours or less, shall receive an increase of 5% on the actual hourly and weekly rates paid.

d) Any employee paid by the hour or by the week and for whom since March 1st 1955, the work week consisted of more than forty-six hours, shall not suffer a decrease in total earnings or take-home pay due to the forty-four hour work week.

e) Beginning March 1st 1956, all employees paid by the hour or by the week shall receive on the hourly and weekly rates existing at the said date, an increase of not less than 2½%.

f) Every employer having at least ten (10) employees shall have in his premises a time punch-clock and every employee shall register therewith the time of each of his arrivals and of his departures, including stoppages for lunch hour, each working day.

3. Section V is deleted and replaced by the following:

"V. *Vacation and holidays with pay*: a) Every employer shall pay to every employee in his em-

emploi au temps des vacances annuelles un montant d'argent équivalent à une semaine de vacances payées. Le montant ainsi dû et payable à chacun des salariés doit être 2% du montant de salaire total gagné pendant la période d'un an précédant les vacances.

b) Tout employé qui a été au service continu d'un employeur depuis une période variant de trois (3) à cinq (5) ans exclusivement ou qui, durant ce temps, a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour plusieurs employeurs, a droit à une semaine et demie de vacances et doit recevoir une rémunération équivalente à 3% du montant de salaire total gagné pendant la période d'un (1) an précédant les vacances.

c) Tout employé qui a été au service continu d'un employeur depuis cinq (5) ans et plus ou qui, durant ce temps, a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour plusieurs employeurs, a droit à deux (2) semaines de vacances et doit recevoir une rémunération équivalente à 4% du montant du salaire total gagné pendant la période d'un (1) an précédant les vacances.

d) Le montant versé par l'employeur pour les vacances est réputé salaire.

e) Les vacances sont obligatoires et il est interdit à un employé de travailler d'une façon quelconque dans l'industrie de la ganterie durant la période payée pour ses vacances.

f) La base de calcul pour les vacances doit être faite sur le montant du salaire total gagné durant l'année précédant le premier juin de l'année en cours.

g) Les vacances prennent effet entre le premier juin et le premier septembre et le montant total dû pour vacances doit être remis à l'employé avant son départ en vacances.

h) Tout employé qui laisse son employeur pour une raison quelconque doit recevoir à son départ le montant qui lui est dû pour ses vacances.

i) Tout employé a droit à cinq (5) jours de congés légaux payés, comme suit: Le premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le jour de Noël.

j) Chacun des congés ci-haut mentionnés n'est payable que si l'employé a été au travail pendant la journée ouvrable qui précède et la journée ouvrable qui suit le congé, à moins que l'absence ne soit motivée par la maladie ou en raison d'une période de chômage.

k) Pour chacun des congés ci-haut mentionnés, l'employé doit recevoir 4/10 de 1% du salaire total gagné pendant l'année précédente, tel qu'indiqué sur la formule d'impôt TP.4. Advenant le cas où la formule TP.4 de l'employé ne montrerait pas une année complète de salaire gagné et dans le cas où l'employé n'aurait pas cette formule, le calcul sera fait de la manière suivante: la moyenne d'une journée de travail basée sur les douze semaines précédant le congé en question.

l) Tout nouvel employé a droit au paiement de chacun des congés ci-haut mentionnés coïncidant avec son engagement. Toutefois, le paiement de ces congés sera retardé mais deviendra dû et payable lorsque le nouvel employé aura complété trois (3) mois de service continu avec son employeur. Tout nouvel employé doit recevoir une rémunération équivalente au salaire moyen d'une journée de travail en prenant comme base de calcul les douze semaines précédant le congé.

m) Les congés ci-haut mentionnés doivent être payés quel que soit le jour de la semaine où ces congés peuvent tomber.

n) Nonobstant toute disposition à ce contraire, les employés travaillant à domicile doivent rece-

voir au moment de la vacation annuelle, une somme d'argent pour compenser le dit employé pour une semaine de vacation payée. Le montant ainsi dû et payable au dit employé doit être deux pour cent (2%) du montant total des gains de l'employé pour l'année immédiatement précédant la dite vacation.

b) Every employee who has been in the continuous service of an employer for a period of three to five years exclusively or who, during such period, has worked regularly in a same factory for more than one employer, is entitled to a vacation of one week and one half and to a remuneration equivalent to three per cent (3%) of the total amount of wages earned during the period of one year prior to the said vacation.

c) Every employee who has been in the continuous service of an employer for five (5) years or more or who, during such period, has worked regularly in a same factory for more than one employer is entitled to a vacation of two (2) weeks and to a remuneration equivalent to four per cent (4%) of the total amount of wages earned during the period of one year prior to said vacation.

d) Vacation pay shall be considered as wages.

e) Vacations are compulsory and it is forbidden for an employee to work in the glove industry during the period for which he has received vacation pay.

f) The computing for the said vacation shall be based on one year's earning preceeding June 1st of that year.

g) Vacations shall be given between June 1st and September 1st, and the total amount of vacation pay is given to the employee before his vacation.

h) The employee who, for some reason, leaves his employer shall receive, before leaving, the amount owed to him for his vacation.

i) Every employee shall be granted five (5) legal holidays with pay, to wit: New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Labour Day and Christmas Day.

j) The foregoing holidays with pay will be allowed exclusively to employees at work or the working days prior to and following any of the said holidays, unless the absences are motivated by sickness or lay-off.

k) For each of the above-mentioned legal holidays an employee shall be entitled to receive 4/10 of 1% of the previous year's earning as shown on income tax Form TP.4. In the case of an employee whose TP.4 Form does not reflect a full year's earning or in case of an employee whose TP.4. Form is not available the calculation shall be as follows: The average daily earnings during the twelve previous weeks.

l) A new employee shall be entitled to receive payment for any of the above-mentioned legal holidays falling during his employment. However, the payment thereof shall not become due and payable before the employee has completed three (3) months continuous service with the same employer. New employees shall be paid one average day's earning calculated on the twelve weeks period preceding the holiday.

m) Holidays shall be paid regardless of the day of the week on which the holidays may fall.

n) Notwithstanding any provision to the contrary, home workers shall receive, every week,

voir, chaque semaine, un montant égal à 4% de leur salaire en compensation pour leurs vacances et des cinq (5) jours de congés mentionnés dans le présent article."

4° A l'article VIII (Section I), les dispositions qui précèdent le tableau des taux de salaires minima sont remplacées par les suivantes:

"VIII. *Taux de salaires:* a) Les taux de salaires minima suivants majorés de 46.2% doivent être payés pour chacune des opérations ci-après mentionnées.

b) Les employeurs qui paient des taux minima supérieurs à ceux prévus dans le présent décret doivent continuer de les payer et, de plus, doivent payer la majoration de salaires prévue au paragraphe précédent."

5° A l'article IX (Section II), les dispositions qui précèdent le tableau des taux de salaires minima sont remplacées par les suivantes:

"IX. *Taux de salaires:* a) Les taux de salaires minima suivants majorés de 46.2% doivent être payés pour chacune des opérations ci-après mentionnées:

b) Les employeurs qui paient des taux minima à la pièce supérieurs à ceux prévus dans le présent décret, doivent continuer de les payer et, de plus, doivent payer la majoration de salaires prévue au paragraphe précédent.

6° Les opérations numéros 199, 200, 475, 476, 477, 478, 479, 480, et 481 sont annulées.

7° L'article X est radié et remplacé par le suivant:

"X. *Procédure pour ajustement de taux à la pièce:* Si une des opérations décrites dans le présent décret est faite d'une manière non usuelle ou spéciale qui nécessite un temps moindre que celui requis ordinairement, ou, si un employeur introduit une amélioration de machinerie, de méthode de production dans son atelier, les taux à la pièce peuvent être réduits à condition que le salaire de l'employé ne soit pas inférieur à la moyenne horaire de salaire gagné durant la période de trois mois précédant le changement de taux proposé. L'employeur qui veut se prévaloir de ce privilège doit procéder comme suit:

a) L'employeur doit, en premier lieu, aviser le secrétaire du Comité paritaire de son intention de réduire un taux à la pièce et indiquer le montant de cette réduction.

b) Le secrétaire doit aviser le représentant ouvrier au Comité paritaire nommé à cet effet par la partie ouvrière représentée sur le Comité paritaire de tout avis d'intention de réduire un taux à la pièce.

c) Le représentant ouvrier doit rencontrer l'employeur et les ouvriers concernés. Si le représentant ouvrier n'y voit pas d'objection, l'employeur peut mettre en vigueur le taux proposé.

d) Si le représentant ouvrier n'accepte pas le taux proposé, l'employeur doit discontinuer le taux à la pièce proposé et payer ses ou son employé à l'heure. L'employé impliqué dans ce changement doit être payé à l'heure l'équivalent de sa moyenne horaire basée sur les trois mois précédant l'avis de changement. En aucun cas, la moyenne horaire ne doit être inférieure à celle établie dans le présent décret.

e) En aucun temps durant la période de trois mois suivant l'avis, l'employeur peut consulter le représentant ouvrier au Comité paritaire. S'ils s'entendent sur un taux, ce taux doit être considéré comme taux établi pour le travail visé.

f) En aucun temps durant la période de trois mois suivant l'avis, les parties concernées peuvent soumettre conjointement le taux à la pièce en litige à l'arbitrage pour lequel le Comité paritaire a nommé un arbitre et cela de la manière ci-après prévue.

an amount equivalent to 4% of their wages as a compensation for their vacation and the five legal holidays mentioned in the present section."

4. In section VIII (Part I) the provisions preceding the minimum wage scale are replaced by the following:

"VIII. *Rates of wages:* a) The following minimum rates of wages increased by 46.2% shall be paid for the operations hereinafter mentioned.

b) Employers paying higher minimum piece rates than those outlined in the present decree shall continue to pay same, and also, shall pay the increases mentioned in the above paragraphs A and B.

5. In section IX (Part II), the provisions preceding the minimum wage scale are replaced by the following:

"IX. *Rates of wages:* a) The following minimum rates of wages increased by 46.2% shall be paid for the operations hereinafter mentioned.

b) Employers paying higher minimum piece rates than those outlined in the present decree shall continue to pay same, and also, shall pay the increases mentioned in the above paragraphs.

6. The operations Nos. 199, 200, 475, 476, 477, 478, 479, 480 and 481 are cancelled.

7. Section X is deleted and replaced by the following:

"X. *Piece rates adjustment procedure:* If an operation is done in such a way that it requires a lesser time to perform than the conventional way for which prices are set in the present decree, or if an employer introduces improvements in machines, methods of production in his factory, piece-rates may be reduced provided the reductions do not result in the wage of the employee being lower than the employee's average hourly wage calculated over a period of three months immediately prior to the proposed change. An employer wishing to avail himself of this privilege shall proceed as follows:

a) The employer shall give notice to the secretary of the Joint Committee of his intention to reduce a piece-rate, and the amount of the proposed reduction.

b) The secretary shall advise the worker's representative on the Joint Committee named for this function by the employers' representatives, of any notification of intention to reduce piece-rate.

c) The worker's representative will consult with the employer and the workers involved. If the worker's representatives enters no objection to the proposed rates, the employer may proceed to apply it.

d) If the worker's representative does not accept the proposed rate, the employer may discontinue the piece-rates and change to hourly rates. The employee involved must be paid at least the equivalent of his average hourly earnings on the job, over three months period prior to the notice of change. In no case shall the earnings fall below the hourly minimum established in the present decree.

e) At any time within three months from the giving of notice, the employer may consult with the worker's representative on the Joint Committee. If they agree on a rate, this shall be considered the rate for the job.

f) At any time during the three months period the parties may jointly submit the piece-rate to Arbitration by the Joint Committee Arbitrator, as provided below:

g) Si après trois mois il n'y a pas d'entente conclue, le représentant ouvrier ou l'employeur peut soumettre le cas à l'arbitrage.

h) Si l'employeur ne soumet pas le différent en litige à l'arbitrage en dedans d'un mois suivant l'expiration de la période de trois mois, le taux à la pièce en force avant la demande de réduction est remis en vigueur.

i) La décision arbitrale sera communiquée au Comité paritaire qui la transmettra avec son approbation aux parties intéressées; elle devra être exécutée dans les quinze (15) jours de la date où elle a été rendue.

j) Le Comité paritaire devra nommer un arbitre pour la période d'un an afin d'entendre les différends au sujet des ajustements de taux à la pièce. Le mandat de l'arbitre peut être renouvelé d'année en année.

k) Cette procédure d'ajustement ne s'applique pas à la coupe à la machine "Clicker" pour laquelle une clause existe déjà à cet effet.

l) La fixation des taux de salaires à la pièce pour les opérations qui n'apparaissent pas dans le décret sera réglée en suivant la procédure prévue au présent article.

m) Si une opération pour laquelle les prix ont été établis dans le présent décret est exécutée d'une manière qui nécessite un temps plus long que celui requis ordinairement, l'employé doit recevoir une compensation en plus des taux à la pièce déterminés dans le décret. Si l'employé et l'employeur s'entendent au sujet de cette compensation, le Comité paritaire n'a pas à intervenir. Cependant, si l'employé et l'employeur ne s'entendent pas, ils doivent suivre la même procédure que celle prévue dans le présent article pour les ajustements de taux à la pièce.

n) Tous nouveaux taux, compensations ou ajustements de taux décrits ci-haut doivent être suffisants pour assurer aux employés intéressés un salaire équivalent au moins à la moyenne de salaires qu'ils se font habituellement.

o) Si un employé reçoit l'ordre de laisser son travail régulier pour exécuter un travail qui ne lui est pas familier, dans l'industrie de la ganterie, il doit être rémunéré à un taux équivalent au salaire qu'il se fait habituellement. En cas de litige, le cas doit être soumis à l'arbitrage tel que prévu dans le présent article."

8° Les articles XI, XII et XIII actuels deviennent respectivement les nouveaux articles XIII, XIV et XV.

9° Le nouvel article XI suivant est ajouté:

"XI. Salaires: a) Les salaires horaires minima déterminés dans l'article XII du présent décret s'appliquent à toutes les opérations, que l'employé soit payé à l'heure, à la pièce ou autrement.

b) Au cours de la durée de ce décret, il est interdit de réduire les taux de salaires, qu'ils soient basés sur les taux à la pièce, à l'heure ou à la semaine, soit directement ou indirectement, excepté tel que prévu au présent décret. Dans aucun cas, les taux de salaires minima ne doivent être interprétés comme étant les taux de salaires maxima.

c) Tous les taux de salaires horaires sont considérés comme des taux de salaires minima. Toutes les augmentations ou tous les taux de salaires actuellement en vigueur au-dessus des minima doivent être maintenus sans réduction, excepté tel que prévu au présent décret.

d) Tout employé doit recevoir, chaque semaine, sa paie avec un état montrant les détails suivants:

g) If after the three months period there is no agreement, the worker's representative or the employer may submit the issue to arbitration.

h) If the employer does not submit unsolved disputes of this nature to arbitration within one month after the expiration of the three months period, the piece-rate in effect prior to the change will be re-established.

i) The arbitral award shall be made known to the Joint Committee which shall approve it and inform the interested parties. The award shall be executed within fifteen (15) days from the date of its rendering.

j) The joint Committee shall appoint an arbitrator for a period of one year to hear cases in disputes over piece-rate adjustment. The arbitrator may be eligible for re-appointment year by year.

k) This adjustment procedure does not apply to "Clicker Cutting" for which special provision already exists.

l) The fixing of piece work rates on operations not provided in the present decree shall be settled through the procedure covered by the present section.

m) If an operation is done in such a way that it requires a longer time to perform than in the conventional way for which prices are set in the present decree, the employee shall receive extra compensation over and above the piece work rates stipulated in the present decree. The employer and the employee may agree upon the amount of such extra compensation in which case the Joint Committee shall not interfere; however, if the employer and the employee cannot come to an agreement, they shall follow the same procedure as the one provided for adjustment of piece work rates in the present section.

n) Any adjustment of rates under conditions outlined above shall be so that the worker's take-home pay be not less than their averages pay when doing their work in the conventional way.

o) If a worker is asked to leave his regular work to perform some other unfamiliar work, in the glove industry, he shall receive the wage paid in the work he left. In case of dispute, the case shall be submitted to arbitration as provided in the present section."

8. Sections XI, XII and XIII become sections XIII, XIV and XV.

9. The following new section XI is added:

"XI. Wages: a) The Minimum hourly rates contained in section XII apply to all operations, whether the employee be paid on an hourly, piece-work or other basis.

b) During the life of this decree, it shall be prohibited to make any reduction in the rates of wages, whether on piece work, hourly or weekly work rates, either directly or indirectly, except as provided for in this decree. In no case, must the minimum rates of wages be considered as maximum rates of wages.

c) All the hourly rates of wages shall be considered as minimum rates and any and all increases or rates of wages actually in force in excess of the minimum shall in no way be reduced, except as provided for in this decree.

d) Every employee shall be paid weekly and shall receive a statement showing:

- 1) le nom de l'employeur;
- 2) la date de la période de paye;
- 3) le montant brut;
- 4) le nombre d'heures régulières de travail;
- 5) le nombre d'heures de travail supplémentaires;

- 6) les déductions faites;
- 7) le montant net de la paye."

10° Le nouvel article XII suivant est ajouté:
 "XII. Échelle de salaires minima garantis, applicable aux employés travaillant dans l'atelier seulement:

a) Les taux horaires minima suivants doivent être payés:

Métiers:	Taux à l'heure
Coupeur	\$1.05
Opératrice	0.65
Tourneur	1.05
Bloqueur	1.05
Examinatrice	0.68
Emballleur	1.02

Travaux généraux:	hommes	femmes
1er trimestre	\$0.50	\$0.45
2ème trimestre	0.60	0.50
3ème trimestre	0.70	0.55
4ème trimestre	0.80	0.60
5ème trimestre	0.90	0.65

b) Les pourcentages déterminés aux articles VIII et IX ne s'appliquent pas à l'échelle de salaires horaires minima ci-haut mentionnés."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

42327-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 430

Québec, le 25 avril 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 246 du 26 février 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1039-B et 1720-E du 4 août et 16 décembre 1948, 361-B, 447-D et 976-C des 31 mars, 28 avril et 31 août 1949, 82-B, 470-D, 829-B et 1155-A des 18 janvier, 26 avril, 12 juillet et 19 octobre 1950, 347-C du 3 avril 1952, 894-A du 2 septembre 1954 et 100-B et 197-H des 26 janvier et 23 février 1955, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 janvier 1956;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

- 1) name of employer;
- 2) date of pay period;
- 3) gross amount of pay;
- 4) number of regular hours of work;
- 5) number of overtime hours of work;

- 6) deductions made;
- 7) net amount of pay."

10. The following new section XII is added:

"XII. Schedule of guaranteed minimum hourly rates, to apply to factory workers only:

a) The following minimum rates shall be paid:

Work gloves and mitts, leather only:	Rate per hour
Crafts:	
Cutter	\$1.05
Operator	0.65
Turner	1.05
Blocker	1.05
Examiner	0.68
Packer	1.02

General hand:	Male	Female
1st three months	\$0.50	\$0.45
2nd three months	0.60	0.50
3rd three months	0.70	0.55
4th three months	0.80	0.60
5th three months	0.90	0.65

b) The percentages mentioned in sections VIII and IX do not apply to the minimum hourly rates herein above mentioned."

(Document "A" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,

42327-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 430

Quebec, April 25, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments to the decree relating to the fine glove industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments, the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fine glove industry in the Province of Québec, rendered obligatory by the decree number 246 of February 26th, 1948, amended by Orders numbers 1039-B and 1720-E of August 4th and December 16th, 1948, 361-B, 447-D and 976-C of March 31st, April 28th and August 31st, 1949, 82-B, 470-D, 829-B and 1155-A of January 18th, April 26th, July 12th and October 19th, 1950, 347-C of April 3rd, 1952, 894-A of September 2nd, 1954 and 100-B and 197-H of January 26th and February 23rd, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 28, 1956;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

QUE ledit décret, numéro 246, soit modifié comme suit:

1° L'article IV est radié et remplacé par le suivant:

"IV. *Heures de travail*: a) La semaine régulière de travail consiste en un maximum de quarante-quatre (44) heures, réparties en cinq (5) jours comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. avec intervalle d'une heure pour le repas du midi, soit de midi à 1.00 p.m.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 5.00 p.m. avec intervalle d'une heure pour le repas du midi, soit de midi à 1.00 p.m.

b) Tout travail exécuté en dehors des heures et jours ci-haut mentionnés, par un employé régulier ou autre, doit être considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de temps et demi (150%).

c) Les employés payés à l'heure ou à la semaine pour qui, depuis le 1er mars 1955, la semaine de travail était de quarante-six (46) heures ou moins, doivent recevoir une augmentation de 5% sur les taux de salaires horaires ou hebdomadaires actuellement payés.

d) Tout employé payé à l'heure ou à la semaine et qui, depuis le 1er mars 1955, travaillait plus de quarante-six (46) heures par semaine, ne doit subir aucune diminution de son salaire hebdomadaire réel en raison de la réduction de la semaine normale de travail à quarante-quatre (44) heures.

e) Tous les employés payés à l'heure ou à la semaine doivent recevoir une augmentation de pas moins de 2½% du taux horaire ou hebdomadaire en vigueur au 1er mars 1956.

f) Tout employeur ayant au moins dix (10) employés doit installer dans son établissement une horloge enregistreuse et chaque employé doit y poinçonner ses heures d'entrée et de sortie ainsi que les heures d'arrêts et de reprises pour le repas du midi, et ce, à chaque jour de travail."

2° L'article V est radié et remplacé par le suivant:

"V. *Vacances et congés payés*: a) Tout employeur doit payer à chacun des employés à son emploi au temps des vacances annuelles un montant d'argent équivalent à une semaine de vacances payées. Le montant ainsi dû et payable à chacun des salariés doit être 2% du montant de salaire total gagné pendant la période d'un (1) an précédant les vacances.

b) Tout employé qui a été au service continu d'un employeur depuis une période variant de trois (3) à cinq (5) ans exclusivement ou qui, durant ce temps, a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour plusieurs employeurs, a droit à une semaine et demie de vacances et doit recevoir une rémunération équivalente à 3% du montant de salaire total gagné pendant la période d'un (1) an précédant les vacances.

c) Tout employé qui a été au service continu d'un employeur depuis cinq (5) ans et plus ou qui, durant ce temps, a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour plusieurs employeurs, a droit à deux (2) semaines de vacances et doit recevoir une rémunération équivalente à 4% du montant du salaire total gagné pendant la période d'un (1) an précédant les vacances.

d) Le montant versé par l'employeur pour les vacances est réputé salaire.

e) Les vacances sont obligatoires et il est interdit à un employé de travailler d'une façon quelconque dans l'industrie de la ganterie durant a période payée pour ses vacances.

THAT the said decree, number 246, be amended as follows:

1. Section IV is deleted and replaced by the following:

"IV. *Working hours*: a) A regular week of work shall consist in a maximum of forty-four (44) hours divided into five days as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. with an interval of one hour for lunch from 12.00 noon to 1.00 p.m.

Friday, from 8.00 a.m. to 5.00 p.m. with an interval of one hour for lunch from 12.00 noon to 1.00 p.m.

b) All time worked outside the aforementioned hours and days, by a regular or other employee, shall be considered as overtime and shall be remunerated at the rate of time and one half (150%).

c) Employees paid by the hour or by the week and for whom, since March 1st, 1955, the work week consisted of 46 hours or less, shall receive an increase of 5% on the actual hourly and weekly rates paid.

d) Any employee paid by the hour or by the week and for whom, since March 1st, 1955, the work week consisted of more than forty-six hours, shall not suffer a decrease in total earnings or take-home pay due to the forty-four hour week.

e) Beginning March 1st, 1956, all employees paid by the hour or by the week shall receive on the hourly and weekly rates existing at the said date, an increase of not less than 2½%.

f) Every employer having at least ten (10) employees shall have, in his premises, a time punch-clock and every employee shall register therewith the time of each of his arrivals and of his departures, including stoppages for lunch hour, each working day."

2. Section V is deleted and replaced by the following:

"V. *Vacation and holidays with pay*: a) Every employer shall pay to every employee in his employ at the time of the annual vacation, a sum of money to compensate the said employee for one week's vacation pay. The amount thus due and payable to said employee shall be two per cent 2% of the total annual earnings of the said employee for the year immediately preceding the said vacation.

b) Every employee who has been in the continuous service of an employer for a period of three to five years exclusively or who, during such period, has worked regularly in a same factory for more than one employer, is entitled to a vacation of one week and one half and to a remuneration equivalent to three per cent (3%) of the total amount of wages earned during the period of one year prior to the said vacation.

c) Every employee who has been in the continuous service of an employer for five (5) years or more or who, during such period, has worked regularly in a same factory for more than one employer is entitled to a vacation of two (2) weeks and to a remuneration equivalent to four per cent (4%) of the total amount of wages earned during the period of one year prior to said vacation.

d) Vacation pay shall be considered as wages.

e) Vacations are compulsory and it is forbidden for an employee to work in the glove industry during the period for which he has received vacation pay.

f) La base de calcul pour les vacances doit être faite sur le montant du salaire total gagné durant l'année précédant le premier juin de l'année en cours.

g) Les vacances prennent effet entre le premier juin et le premier septembre et le montant total dû pour vacances doit être remis à l'employé avant son départ en vacances.

h) Tout employé qui laisse son employeur pour une raison quelconque doit recevoir à son départ le montant qui lui est dû pour ses vacances.

i) Tout employé a droit à cinq (5) jours de congé légaux payés, comme suit: Le Premier Jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le Jour de Noël.

j) Chacun des congés ci-haut mentionnés n'est payable que si l'employé a été au travail pendant la journée ouvrable qui précède et la journée ouvrable qui suit le congé, à moins que l'absence ne soit motivée par la maladie ou en raison d'une période de chômage.

k) Pour chacun des congés ci-haut mentionnés, l'employé doit recevoir 4/10 de 1% du salaire total gagné pendant l'année précédente, tel qu'indiqué sur la formule d'impôt TP-4. Advant le cas où la formule TP-4 de l'employé ne montrerait pas une année complète de salaire gagné et dans le cas où l'employé n'aurait pas cette formule, le calcul sera fait de la manière suivante: la moyenne d'une journée de travail basée sur les douze semaines précédant le congé en question.

l) Tout nouvel employé a droit au paiement de chacun des congés ci-haut mentionnés coïncidant avec son engagement. Toutefois, le paiement de ces congés sera retardé mais deviendra dû et payable lorsque le nouvel employé aura complété trois (3) mois de service continu avec son employeur. Tout nouvel employé doit recevoir une rémunération équivalente au salaire moyen d'une journée de travail en prenant comme base de calcul les douze semaines précédant le congé.

m) Les congés ci-haut mentionnés doivent être payés quel que soit le jour de la semaine où ces congés peuvent tomber.

n) Nonobstant toute disposition à ce contraire, les employés travaillant à domicile doivent recevoir, chaque semaine, un montant égal à 4% de leur salaire, en compensation de leurs vacances et des cinq (5) jours de congés mentionnés dans le présent article."

3° A l'article VIII (Section 1), les dispositions qui précèdent le tableau des taux de salaires minima sont remplacées par les suivantes:

"VIII. Taux de salaires: Zone I: a) Les taux de salaires suivants majorés de 39¾% doivent être payés pour chacune des opérations ci-après mentionnées:

b) Les employeurs qui paient des taux minima supérieurs à ceux prévus dans le présent décret doivent continuer de les payer et, de plus, doivent payer la majoration de salaire prévue au paragraphe précédent."

4° A l'article X (Section II), les dispositions qui précèdent le tableau des taux de salaires minima sont remplacées par les suivantes:

"X. Taux de salaires: Zones I et II: a) Les taux de salaires suivants majorés de 39¾% doivent être payés pour chacune des opérations ci-après mentionnées:

b) Les employeurs qui paient des taux minima à la pièce supérieurs à ceux prévus dans le présent décret, doivent continuer de les payer et, de plus, doivent payer la majoration de salaire prévue au paragraphe précédent."

f) The computing for the said vacation shall be based on one year's earning preceeding June 1st of that year.

g) Vacations shall be given between June 1st and September 1st, and the total amount of vacation pay is given to the employee before his vacation.

h) The employee who, for some reason, leaves his employer shall receive, before leaving, the amount owed to him for his vacation.

i) Every employee shall be granted five (5) legal holidays with pay, to wit: New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Labour Day and Christmas Day.

j) The foregoing holidays with pay will be allowed exclusively to employees at work on the working days prior to and following any of the said holidays, unless the absences are motivated by sickness or lay-off.

k) For each of the above-mentioned legal holidays an employee shall be entitled to receive 4/10 of 1% of the previous year's earning as shown on income tax Form TP-4. In the case of an employee whose TP-4 Form does not reflect a full year's earning or in case of an employee whose TP-4 Form is not available, the calculation shall be as follows: The average daily earnings during the twelve previous weeks.

l) A new employees shall be entitled to receive payment for any of the above-mentioned legal holidays falling during his employment. However, the payment thereof shall not become due and payable before the employee has completed three (3) months continuous service with the same employer. New employees shall be paid one average day's earning calculated on the twelve weeks' period preceding the holiday.

m) Holidays shall be paid for regardless of the day of the week on which the holidays may fall.

n) Notwithstanding any provision to the contrary, home workers shall receive, every week, an amount equivalent to 4% of their wages as a compensation for their vacation and the five legal holidays mentioned in the present section."

3. In section VIII (Part 1) the provisions preceding the minimum wage scale are replaced by the following:

"VIII. Rates of wages: Zone I: a) The following minimum rates of wages increased by 39¾% shall be paid for the operations hereinafter mentioned;

b) Employers paying higher minimum piece rates than those outlined in the present decree shall continue to pay same, and also, shall pay the increases mentioned in the above paragraphs.

4. In section X (Part II), the provisions preceding the minimum wage scale are replaced by the following:

"X. Rates of wages: Zones I and II: a) The following minimum rates of wages increased by 39¾% shall be paid for the operations hereinafter mentioned;

b) Employers paying higher minimum piece rates than those outlined in the present decree shall continue to pay same, and also, shall pay the increases mentioned in the above paragraphs.

5° Les opérations numéros 103, 104, 105, 106, 270, 271 et 273 sont annulées.

6° L'article XII est radié et remplacé par le suivant:

"XII. *Procédure pour ajustement de taux à la pièce*: Si une des opérations décrites dans le présent décret est faite d'une manière non usuelle ou spéciale qui nécessite un temps moindre que celui requis ordinairement, ou, si un employeur introduit une amélioration de machinerie, de méthode de production dans son atelier, les taux à la pièce peuvent être réduits à condition que le salaire de l'employé ne soit pas inférieur à la moyenne horaire de salaire gagné durant la période de trois mois précédant le changement de taux proposé. L'employeur qui veut se prévaloir de ce privilège doit procéder comme suit:

a) L'employeur doit, en premier lieu, aviser le secrétaire du Comité paritaire de son intention de réduire un taux à la pièce et indiquer le montant de cette réduction.

b) Le secrétaire doit aviser le représentant ouvrier au Comité paritaire nommé à cet effet par la partie ouvrière représentée sur le Comité paritaire de tout avis d'intention de réduire un taux à la pièce.

c) Le représentant ouvrier doit rencontrer l'employeur et les ouvriers concernés. Si le représentant ouvrier n'y voit pas d'objection, l'employeur peut mettre en vigueur le taux proposé.

d) Si le représentant ouvrier n'accepte pas le taux proposé, l'employeur doit discontinuer le taux à la pièce proposé et payer ses ou son employé à l'heure. L'employé impliqué dans ce changement doit être payé à l'heure l'équivalent de sa moyenne horaire basée sur les trois mois précédant l'avis de changement. En aucun cas, la moyenne horaire ne doit être inférieure à celle établie dans le présent décret.

e) En aucun temps durant la période de trois mois suivant l'avis, l'employeur peut consulter le représentant ouvrier au Comité paritaire. S'ils s'entendent sur un taux, ce taux doit être considéré comme taux établi pour le travail visé.

f) En aucun temps durant la période de trois mois suivant l'avis, les parties concernées peuvent soumettre conjointement le taux à la pièce en litige à l'arbitrage pour lequel le Comité paritaire a nommé un arbitre et cela de la manière ci-après prévue.

g) Si après trois mois il n'y a pas d'entente conclue, le représentant ouvrier ou l'employeur peut soumettre le cas à l'arbitrage.

h) Si l'employeur ne soumet pas le différend en litige à l'arbitrage en dedans d'un mois suivant l'expiration de la période de trois mois, le taux à la pièce en force avant la demande de réduction est remis en vigueur.

i) La décision arbitrale sera communiquée au Comité paritaire qui la transmettra avec son approbation aux parties intéressées; elle devra être exécutée dans les quinze (15) jours de la date où elle a été rendue.

j) Le Comité paritaire devra nommer un arbitre pour la période d'un an afin d'entendre les différends au sujet des ajustements de taux à la pièce. Le mandat de l'arbitre peut être renouvelé d'année en année.

k) Cette procédure d'ajustement ne s'applique pas à la coupe à la machine "Clicker" pour laquelle une clause existe déjà à cet effet.

l) La fixation des taux de salaires à la pièce pour les opérations qui n'apparaissent pas dans le décret sera réglée en suivant la procédure prévue au présent article.

5. The operations Nos. 103, 104, 105, 106, 270, 271 and 273 are cancelled.

6. Section XII is deleted and replaced by the following:

"XII. *Piece rates adjustment procedure*: If an operation is done in such a way that it requires a lesser time to perform than the conventional way for which prices are set in the present decree, or if an employer introduces improvements in machine, methods of production in his factory, piece-rates may be reduced provided the reductions do not result in the wage of the employee being lower than the employee's average hourly wage calculated over a period of three months immediately prior to the proposed change. An employer wishing to avail himself of this privilege shall proceed as follows:

a) The employer shall give notice to the secretary of the Joint Committee of his intention to reduce a piece-rate, and the amount of the proposed reduction.

b) The secretary shall advise the worker's representative on the Joint Committee named for this function by the employees representatives, of any notification of intention to reduce piece-rate.

c) The worker's representative will consult with the employer and the workers involved. If the worker's representative enters no objection to the proposed rates, the employer may proceed to apply it.

d) If the worker's representative does not accept the proposed rate, the employer may discontinue the piece-rates and change to hourly rates. The employee involved must be paid at least the equivalent of his average hourly earnings on the job, over the three months period prior to the notice of change. In no case shall the earnings fall below the hourly minimum established in the present decree.

e) At any time within three months from the giving of notice, the employer may consult with the worker's representative on the Joint Committee. If they agree on a rate, this shall be considered the rate for the job.

f) At any time during the three months period the parties may jointly submit the piece-rate to Arbitration by the Joint Committee Arbitrator, as provided below;

g) If after the three months period there is no agreement, the worker's representative or the employer may submit the issue to arbitration.

h) If the employer does not submit unsolved disputes of this nature to arbitration within one month after the expiration of the three months period, the piece-rate in effect prior to the change will be re-established.

i) The arbitral award shall be made known to the Joint Committee which shall approve it and inform the interested parties. The award shall be executed within fifteen (15) days from the date of its rendering.

j) The Joint Committee shall appoint an arbitrator for a period of one year to hear cases in disputes over piece-rate adjustment. The arbitrator may be eligible for re-appointment year by year.

k) This adjustment procedure does not apply to "Clicker Cutting" for which special provision already exists.

l) The fixing of piece work rates on operations not provided in the present decree shall be settled through the procedure covered by the present section.

m) Si une opération pour laquelle les prix ont été établis dans le présent décret est exécutée d'une manière qui nécessite un temps plus long que celui requis ordinairement, l'employé doit recevoir une compensation en plus des taux à la pièce déterminés dans le décret. Si l'employé et l'employeur s'entendent au sujet de cette compensation, le Comité paritaire n'a pas à intervenir. Cependant, si l'employé et l'employeur ne s'entendent pas, ils doivent suivre la même procédure que celle prévue dans le présent article pour les ajustements de taux à la pièce.

n) Tous nouveaux taux, compensations ou ajustements de taux décrits ci-haut doivent être suffisants pour assurer aux employés intéressés un salaire équivalent au moins à la moyenne de salaires qu'ils se font habituellement.

o) Si un employé reçoit l'ordre de laisser son travail régulier pour exécuter un travail qui ne lui est pas familier, dans l'industrie de la ganterie, il doit être rémunéré à un taux équivalent au salaire qu'il se fait habituellement. En cas de litige, le cas doit être soumis à l'arbitrage tel que prévu dans le présent article."

7° Les articles XIII, XIV et XV actuels deviennent respectivement les nouveaux articles XV, XVI et XVII.

8° Le nouvel article XIII suivant est ajouté:
"XIII. Salaires: a) Les salaires horaires minima déterminés dans l'article XIV du présent décret s'appliquent à toutes les opérations, que l'employé soit payé à l'heure, à la pièce ou autrement.

b) Au cours de la durée de ce décret, il est interdit de réduire les taux de salaires, qu'ils soient basés sur les taux à la pièce, à l'heure ou à la semaine, soit directement ou indirectement, excepté tel que prévu au présent décret. Dans aucun cas, les taux de salaires minima ne doivent être interprétés comme étant les taux de salaires maxima.

c) Tous les taux de salaires horaires sont considérés comme des taux de salaires minima. Toutes les augmentations ou tous les taux de salaires actuellement en vigueur au-dessus des minima doivent être maintenus sans réduction, excepté tel que prévu au présent décret.

d) Tout employé doit recevoir, chaque semaine, sa paie avec un état montrant les détails suivants:

1. le nom de l'employeur;
2. la date de la période de paye;
3. le montant brut;
4. le nombre d'heures régulières de travail;
5. le nombre d'heures de travail supplémentaire;
6. les déductions faites;
7. le montant net de la paye."

9° Le nouvel article XIV suivant est ajouté:
"XIV. Échelle des salaires minima garantis, applicable aux employés travaillant dans l'atelier seulement:

a) Zone I: Mitaines et gants fins en cuir seulement:

Métiers:	Taux à l'heure	
Coupeur.....	\$1.05	
Opératrice.....	0.60	
Bloqueur.....	1.00	
Examinatrice.....	0.60	
	à l'heure	
Travaux généraux:	Hommes	Femmes
1er trimestre.....	\$0.50	\$0.40
2ème trimestre.....	0.60	0.45
3ème trimestre.....	0.70	0.50
4ème trimestre.....	0.80	0.55

m) If an operation is done in such a way that it requires a longer time to perform than in the conventional way for which prices are set in the present decree, the employee shall receive extra compensation over and above the piece work rates stipulated in the present decree. The employer and the employee may agree upon the amount of such extra compensation in which case the Joint Committee shall not interfere; however, if the employer and the employee cannot come to an agreement, they shall follow the same procedure as the one provided for adjustment of piece work rates is the present section.

n) Any adjustment of rates under conditions outlined above shall be so that the worker's take-home pay be not less than their average pay when doing their work in the conventional way.

o) If a worker is asked to leave his regular work to perform some other unfamiliar work, in the glove industry, he shall receive the wage paid in the work he left. In case of dispute, the case shall be submitted to arbitration as provided in the present section."

7. Sections XIII, XIV and XV become sections XV, XVI and XVII.

8. The following new section XIII is added:
"XIII. Wages: a) The minimum hourly rates contained in Section XIV apply to all operations, whether the employee be paid on an hourly, piece work or other basis.

b) During the life of this decree, it shall be prohibited to make any reduction in the rates of wages, whether on piece work, hourly or weekly work rates either directly or indirectly, except as provided for in this decree. In no case, must the minimum rates of wages be considered as maximum rates of wages.

c) All the hourly rates of wages shall be considered as minimum rates and any and all increases or rates of wages actually in force in excess of the minimum shall in no way be reduced, except as provided for in this decree.

d) Every employee shall be paid weekly and shall receive a statement showing:

- 1) name of employer;
- 2) date of pay period;
- 3) gross amount of pay;
- 4) number of regular hours of work;
- 5) number of overtime hours of work;
- 6) deductions made;
- 7) net amount of pay."

9. The following new section XIV is added:
"XIV. Schedule of guaranteed minimum hourly rates to apply to factory workers only:

a) Zone I: Leather fine gloves and mitts only:

Crafts:	Rate per hour	
Cutter.....	\$1.05	
Operator.....	0.60	
Blocker.....	1.00	
Examiner.....	0.60	
	per hour	
General hand:	male	female
1st three months.....	\$0.50	\$0.40
2nd three months.....	0.60	0.45
3rd three months.....	0.70	0.50
4th three months.....	0.80	0.55

5ème trimestre..... 0.90 0.60 5th three months..... 0.90 0.60

b) Dans la zone II de la section I et la zone III de la section II, une réduction de 10% s'applique aux minima définis ci-haut.

c) Les pourcentages définis aux articles VIII et X ne s'appliquent pas à l'échelle de salaires horaires minima ci-haut mentionnés.

(Document "B" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

42327-o Greffier du Conseil Exécutif.

b) In zone II of part I and zone III of part II, a 10% reduction from the above minimum rates shall apply.

c) The percentages mentioned in sections VIII and X do not apply to the minimum hourly rates herein above mentioned.

(Document "B" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,

42327-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

(P.G. 10677-55)

RYAN ELECTRONIC EQUIPMENT MFG. CO. LTD.

Règlement N° 4

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Ryan Electronic Equipment Mfg. Co. Ltd." (ici nommée la "Compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction de la compagnie.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

Décrété ce 9e jour d'avril 1956.

Le Secrétaire,
JEAN G. RYAN.

42317

Miscellaneous Notices

(A.G. 10677-55)

RYAN ELECTRONIC EQUIPMENT MFG. CO. LTD.

By-law No. 4

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Ryan Electronic Equipment Mfg. Co. Ltd." (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Enacted this 9th day of April, 1956.

JEAN G. RYAN,
Secretary.

42317-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le changement de nom du "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de St-Joseph d'Alma Inc.", en celui de "Syndicat National des Travailleurs de la Construction du Lac St-Jean Inc.", a été autorisé le dix-huit avril 1956, et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la loi ci-haut mentionnée, S.R.Q., 1941, chapitre 162. La constitution dudit syndicat professionnel a été autorisée le 1er septembre 1942, et son siège social est situé à Saint-Joseph-d'Alma, comté de Lac St-Jean.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt avril 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42318-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 13423-55)

THE MARRIAGE COUNSELLING CENTRE
OF MONTREAL

Règlement spécial "A"

Augmentation du nombre des directeurs.

Que le nombre des directeurs de la corporation soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à vingt et un.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the changing of the name of "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de St-Joseph d'Alma Inc.", to that of "Syndicat National des Travailleurs de la Construction du Lac St-Jean Inc.", has been authorized on the eighteenth day of April, 1956, and such, pursuant to the provisions of sections 7 and the following of the abovementioned Act, R.S.Q. 1941, chapter 162. The incorporation of said Professional Syndicate had been authorized on September 1st., 1942, whereof the head office is situated at Saint Joseph-d'Alma, county of Lake St. John.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twentieth day of April 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42318 Under Secretary of the Province,

(A.G. 13423-55)

THE MARRIAGE COUNSELLING CENTRE
OF MONTREAL

Special By-law "A"

Increase of Directors.

The number of Directors of the Corporation be and it is hereby increased from three to twenty-one.

Je, le soussigné, secrétaire de The Marriage Counselling Centre of Montreal, certifie par les présentes, sous le sceau corporatif de la corporation, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement spécial "A" de la corporation, dûment adopté par les directeurs et confirmé à l'unanimité par les membres à des assemblées dûment tenues le 19^e jour de mars 1956.

Daté à Montréal, P.Q., le 12 avril 1956.

(Sceau)
42319

Le Secrétaire,
ELEANORE W. LUKE.

I, the undersigned, Secretary of The Marriage Counselling Centre of Montreal, do hereby certify under the corporate seal of the Corporation that the foregoing is a true and correct copy of Special By-law "A" of the Corporation, duly adopted by the Directors and confirmed unanimously by the Members at Meetings duly held on the 19th day of March, 1956.

Dated at Montreal, P.Q., 12th April, 1956.

(Seal)
42319-o

ELEANORE W. LUKE,
Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le changement de nom de "L'Association Catholique des Institutrices Laïques des Laurentides (9A)" en celui de "L'Association des Educateurs Catholiques des Laurentides" a été autorisé le cinq avril 1956, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi ci-haut mentionnée, S.R.Q., 1941, chapitre 162. La formation de ladite association en syndicat profession, sous le nom originaire de "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du district N° 10", a été autorisée le 30 avril 1946, et son siège social est situé à Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Donné au Secrétariat de la province, le onze avril 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42322-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the change of name of "L'Association Catholique des Institutrices Laïques des Laurentides (9A)" into that of "L'Association des Educateurs Catholiques des Laurentides" has been authorized on April fifth, 1956, in conformity with the provisions of section 7 of the act above mentioned, R.S.Q., 1941, chapter 162. The formation of the said association into a professional syndicate, under the original name of "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 10", has been authorized on April 30, 1946, and its head office is situated at Sainte-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

Given at the Department of the Provincial Secretary, April eleventh, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42322 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Utilités Publiques de Saint-Jean-de-Dieu", en date du 5 avril 1956, dont le siège social est situé à Saint-Jean-de-Dieu, comté de Rivière-du-Loup, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-quatre avril 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42323-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Utilités Publiques de Saint-Jean-de-Dieu", under date of April 5, 1956, whereof the head office is at Saint-Jean-de-Dieu, county of Rivière-du-Loup, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of April, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42323 Under Secretary of the Province.

(P.G. 14333-53)

COPPER CLIFF CONSOLIDATED MINING
CORPORATION
(No Personal Liability)

Règlement spécial "F"

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété (sujet à l'approbation des actionnaires) comme un règlement spécial de Copper Cliff Consolidated Mining Corporation, ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept.

2. Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Le premier paragraphe du règlement N° 2 est remplacé par le suivant:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de sept directeurs, quatre desquels formeront quorum."

Certifié vraie copie.

(Sceau)
42348

Le Secrétaire,
(Signé) JOHN McG. HOME.

(A.G. 14333-53)

COPPER CLIFF CONSOLIDATED MINING
CORPORATION
(No Personal Liability)

Special By-law "F"

"Be it enacted and it is hereby enacted (subject to the approval of the shareholders) as a special by-law of Copper Cliff Consolidated Mining Corporation as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from five to seven.

2. Four Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. The first paragraph of By-law No. 2 is replaced by the following:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of seven Directors, four of whom shall form a quorum."

Certified true copy.

(Seal) (Sgd.)
42348-o

JOHN McG. HOME,
Secretary.

Avis de rachat partiel

CITÉ DE ROUYN
(Comté de Temiscamingue)

Emission de \$145,000 à 3½%, portant la date du 1er juillet 1950 et échéant en séries jusqu'au 1er juillet 1960 (règlement d'emprunt No. 291).

Avis public est par les présentes donné que la cité de Rouyn, comté de Temiscamingue, rachètera par anticipation, au pair, le 1er juillet 1956, en vertu d'une clause de rachat insérée dans ledit règlement N° 291, et reproduite sur les obligations, les obligations suivantes de l'émission ci-dessus désignée:

1er juillet 1960 — \$91,000.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er juillet 1956, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er juillet 1956, à toutes les succursales de la Banque Canadienne de Commerce dans la province de Québec.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1956.

Donné à Rouyn, comté de Temiscamingue, ce 23 avril 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER ST-SAUVEUR.

42325-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de la Crèmerie Crête Inc., de Grand'Mère", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le vingt et un avril 1956.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Grand-Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

42332-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés du Papier Ciré de Ville Mont-Royal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée le cinq avril 1956.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

42333-o

(P.G. 11327-55)

LES ENTREPRISES BOILEAU INC.

Règlement N° III

réduisant le nombre des directeurs de quatre à trois:

Directeurs: 1° Nombre. Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration composé de trois membres.

Vraie copie.

(Seau)

42339-o

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL BASTIEN.

Notice of partial redemption

CITY OF ROUYN
(County of Temiscamingue)

An issue of \$145,000 at 3½%, bearing date of July 1st, 1950 and maturing serially up to July 1st, 1960 (loan by-law No. 291).

Public notice is hereby given that the city of Rouyn, county of Temiscamingue, shall redeem in advance, at par, on July 1st, 1956, by virtue of a redemption clause inserted in said by-law No. 291, and reproduced on the bonds, the following bonds of the issue mentioned hereinabove:

July 1st, 1960 — \$91,000.

The said bonds shall become due and payable and shall be paid and redeemed, both principal and interest, on the date mentioned hereinabove, in legal currency of Canada, with accrued interest up to July 1st, 1956, upon presentation and surrender of same, together with all interest coupons maturing after July 1st, 1956, at all branches of the Canadian Bank of Commerce, in the Province of Quebec.

The said bonds shall cease to bear interest as from July 1st, 1956.

Given at Rouyn, county of Temiscamingue, this April 23, 1956.

ROGER ST-SAUVEUR,
Secretary-Treasurer.

42325

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de la Crèmerie Crête Inc., de Grand'Mère", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on the twenty-first day of April 1956.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

42332

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés du Papier Ciré de Ville Mont-Royal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized on April fifth, 1956.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

42333

(A.G. 11327-55)

LES ENTREPRISES BOILEAU INC.

By-law No. III

decreasing the number of directors from four to three.

Directors: 1. Number. The affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of three members.

True copy.

(Seal)

42339

PAUL BASTIEN,
Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union Indépendante des Employés Manuels de la cité de Dorval", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le trente avril 1956.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
42340-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis de rachat partiel

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-JEAN-PORT-JOLI
(Comté de L'Islet)

Émission de \$105,000 d'obligations à 3-3½-4%, portant la date du 1er juillet 1955 et échéant en série jusqu'au 1er juillet 1975 (résolution d'emprunt en date du 15 mai 1955).

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, rachèteront par anticipation, au pair, le 1er juillet 1956, en vertu d'une clause de rachat insérée dans ladite résolution d'emprunt et reproduite sur les obligations, les obligations suivantes:

4 x \$1,000 Nos 88, 89, 90 et 91 de l'année 1975.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er juillet 1956, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er juillet 1956 attachés, au bureau de la Banque Provinciale du Canada à Montréal, à Québec ou à St-Jean-Port-Joli, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1956.

Donné à St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, ce 1er mai 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
42341-o PATRICE CARON.

Extrait d'une assemblée du bureau de direction de
MASTER T.V. AND FURNITURE CO. LTD.

Règlement N° 24

étant un règlement se rapportant à la distribution de l'actif de Master T.V. and Furniture Co. Ltd.

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires.

Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations.

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de Master T.V. and Furniture Co. Ltd. que:

1° La compagnie soit et elles est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et procéder subseqüemment à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, conformément à l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union Indépendante des Employés Manuels de la cité de Dorval", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary, on the thirtieth day of April, 1956.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Dorval, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
42340 Under Secretary of the Province.

Notice of partial redemption

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF SAINT-JEAN-PORT-JOLI
(County of L'Islet)

An issue of \$105,000 at 3-3½-4%, under date of July 1st., 1955 and maturing serially up to July 1st., 1975 (Loan resolution dated May 15, 1955.)

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, shall redeem in advance, at par, on July 1st., 1956, by virtue of a redemption clause inserted in said resolution and reproduced on the bonds, the following bonds of the said issue:

4 x \$1,000 Nos. 88, 89, 90 and 91 of the year 1975.

The said bonds shall become due and payable and shall be paid and redeemed, both principal and interest, on the date mentioned hereinabove, in legal currency of Canada, with accrued interest up to July 1st., 1956, upon presentation and surrender of same, together with all interest coupons maturing after July 1st., 1956, attached thereto, at the office of the Provincial Bank of Canada, at Montreal, Quebec or St-Jean-Port-Joli, at the holder's choice.

The said bonds shall cease to bear interest as from July 1st., 1956.

Given at St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, this May 1st., 1956.

PATRICE CARON,
42341 Secretary-Treasurer.

Extract of a meeting of the board of directors of
MASTER T.V. AND FURNITURE CO. LTD.

By-law No. 24

being a By-law respecting the distribution of the assets of Master T.V. and Furniture Co. Ltd.

Whereas the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

WHEREAS the Company has no debts or obligations;

Therefore be it enacted as a By-law of Master T.V. and Furniture Co. Ltd. that:

1. The Company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of Surrender of Charter proceeding under Section 26 of the Quebec Companies' Act.

2° Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou désirables à l'entière exécution du précédent.

Décreté ce 23e jour d'avril 1956.

Le Président,
ISRAËL ZIMMERMAN.
Le Secrétaire,
LUCIA ZIMMERMAN.

Je, Lucia Zimmerman, secrétaire de Master T.V. and Furniture Co. Ltd., certifie, par les présentes, que le précédent est une copie véritable et conforme du règlement N° 24 de la compagnie, passé à une assemblée du bureau de direction tenue à Montréal, le 23 avril 1956 et confirmé à une assemblée spéciale des actionnaires tenue à Montréal, le 23 avril 1956.

(Sceau)
42342

Le Secrétaire,
L. ZIMMERMAN.

2. The Directors and Officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 23rd day of April, 1956.

ISRAËL ZIMMERMAN,
President.
LUCIA ZIMMERMAN,
Secretary.

I, Lucia Zimmerman, she Secretary of Master T.V. and Furniture Co. Ltd., hereby certify that the foregoing is a true and exact copy of By-law No. 24 of the company passed at a meeting of the Board of Directors held at Montreal on April 23rd, 1956, and confirmed at a Special Meeting of the Shareholders held at Montreal on April 23rd, 1956.

(Seal)
42342-o

L. ZIMMERMAN,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés de la Cité de St-Laurent Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée le onze avril 1956.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé en la cité de St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
42343-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 8302-53)

VENDOME MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Règlement spécial "E"

1. Le nombre des directeurs de cette compagnie est augmenté de cinq à sept.

2. L'article 1 du règlement trois est amendé en rayant le mot "cinq" et y substituant le mot "sept".

Certifié vraie copie:

Montréal, P.Q., 23 avril 1956.

(Sceau)
42351

Le Secrétaire,
J. G. PORTEOUS.

(P.G. 2407-39)

PEINTURE NATIONALE LIMITÉE
NATIONAL PAINT LIMITED

Extrait des Règlements Généraux de la compagnie "Peinture Nationale Limitée — National Paint Limited" tels qu'adoptés et ratifiés par les actionnaires de ladite Compagnie au cours de l'assemblée générale annuelle tenue au bureau de la Compagnie le 17 février 1956, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

2° *Directeurs:* a) Les affaires de la Compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq (5) directeurs choisis parmi les détenteurs d'actions ordinaires du capital-actions de la Compagnie. Chaque directeur devra détenir au moins une action ordinaire de la Compagnie, complètement payée.

Certifié copie conforme.

(Sceau)
42352-o

Le Secrétaire,
CHARLES GODBOUT.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Employés de la Cité de St-Laurent Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April eleventh, 1956.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the city of St-Laurent, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
42343 Under Secretary of the Province.

(A.G. 8302-53)

VENDOME MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Special By-law "E"

1. The number of Directors of this Company is increased from five to seven.

2. Article 1 of By-law Three is amended by deleting the word "five" and substituting therefor the word "seven".

Certified true copy:

Montréal, P.Q., April 23rd, 1956.

(Seal)
42351-o

J. G. PORTEOUS,
Secretary.

(A.G. 2407-39)

PEINTURE NATIONALE LIMITÉE
NATIONAL PAINT LIMITED

Excerpt of General By-laws of the company "Peinture Nationale Limitée — National Paint Limited" as adopted and ratified by the shareholders of the said Company during the course of the general annual meeting held at the office of the Company on February 17, 1956, concerning the increase in the number of its Directors, from three to five:

2. *Directors:* a) The affairs of the Company shall be administrated by a Board of Directors composed of five (5) Directors chosen amongst the holders of common shares of the capital stock of the Company. Each Director shall hold at least one common completely paid-up share of the Company.

Certified true copy.

(Seal)
42352

CHARLES GODBOUT,
Secretary.

(P.G. 10400-55)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 30 avril 1956, les règlements révisés de "Canadian Pacific Recreation Club (Montreal) Inc.", conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 2e jour de mai 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42349 JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 10400-55)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the revised By-Laws of "Canadian Pacific Recreation Club (Montreal) Inc." were approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 30th, 1956, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42349-o Under-Secretary of the Province.

Charte — Abandon de

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Master T.V. and Furniture Co. Ltd., une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'avril 1956.

Le Secrétaire,
42342 L. ZIMMERMAN.

Charter — Surrender of

Notice is hereby given that Master T.V. and Furniture Co. Ltd., a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of April, 1956.

Secretary,
42342-o L. ZIMMERMAN.

Compagnie autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 206-56)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Calnorth Oils Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera à 132 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Lovell C. Carroll, C.R., à l'adresse donné ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 1er mai 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42313-o JEAN BRUCHÉSI.

Compagnie Licensed to do Business

(P. Sec. 206-56)

Notice is hereby given that "Calnorth Oils Limited", has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be at 132 St. James Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Lovell C. Carroll, Q.C., of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42313 Assistant Provincial Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 12968-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "B. Schaffer & Son Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 novembre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 12968-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "B. Schaffer & Son Ltd.", incorporated by letters patent dated November 9, 1928.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Deputy Attorney General.

(P.G. 10121-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre, 276 article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par

(A.G. 10121-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attor-

l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dupresnoy Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 27 mars 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 12060-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Greenhill Apts. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 août 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 12346-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Horticultural Products Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 août 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 10388-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Joseph & Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 janvier 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 12303-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L. Rajotte et Compagnie Limitée —

ney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dupresnoy Mines Limited" (No Personal Liability), under the Quebec Mining Companies' Act, incorporated by letters patent dated March 27, 1944.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Deputy Attorney General.

(A.G. 12060-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Greenhill Apts. Inc.", incorporated by letters patent dated August 17, 1945.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Deputy Attorney General.

(A.G. 12346-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Horticultural Products Limited", incorporated by letters patent dated August eighteenth, 1952.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Deputy Attorney General.

(A.G. 10388-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Joseph & Company, Limited", incorporated by letters patent dated January 10, 1928.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Deputy Attorney General.

(A.G. 12303-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L. Rajotte et Compagnie Limitée — L. Rajotte and Company

L. Rajotte and Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 février 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 10694-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Medwer Realities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 11051-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Real Need of Happiness Toy Shops", constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi, par lettres patentes en date du 22 janvier 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

(P.G. 49289-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ruth Gordon Gowns Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 octobre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42313-o P. FRENETTE.

Limited", incorporated by letters patent dated February 11, 1949.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Deputy Attorney General.

(A.G. 10694-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Medwer Realities Limited", incorporated by letters patent dated December 13, 1954.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Deputy Attorney General.

(A.G. 11051-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Real Need of Happiness Toy Shops", incorporated under the provisions of Part III of the said Act, by letters patent dated January 22, 1946.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Deputy Attorney General.

(A.G. 49289-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ruth Gordon Gowns Inc.", incorporated by letters patent dated October 30, 1946.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42313 Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipales

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté ministériel numéro 448, du 25 avril 1956, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le règlement N° 596 du conseil

Department of Municipal Affairs

Notice is hereby given that by Order in Council number 448, dated April 25, 1956, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns' Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to authorize By-law No. 596 of the

municipal de la cité de Joliette, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du village de Saint-Pierre, comté de Joliette, et annexé à la cité de Joliette.

Ce territoire est le suivant:

Une certaine étendue de terrain faisant partie des lots 419, 420, 421, 422 et 424 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul et dont les limites, en référence au susdit cadastre officiel, sont les suivantes: au nord-est, la limite actuelle de la cité de Joliette s'établissant par une ligne originant en un point sur le prolongement de la ligne séparative des lots 220 et 222 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée à une distance de cinquante pieds (50.0') au sud-ouest du droit de voie du chemin de fer National Canadien et traversant les lots 419, 420, 421, 422 et 424 dans une direction perpendiculaire au susdit prolongement des lots 220 et 222; au sud-ouest, par une ligne parallèle à la limite nord-est ci-dessus décrite à une distance perpendiculaire de deux cent cinquante pieds (250.0') anglais au sud-ouest d'icelle; au nord-ouest et au sud, est respectivement les parties de la ligne nord-ouest du lot 419 et de la ligne nord-ouest du lot 494 (droit de voie du chemin de fer National Canadien) comprises entre les limites nord-est et sud-ouest ci-dessus décrites; laquelle étendue de terrain, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux à être détachée de la municipalité du village de Saint-Pierre, dans le comté municipal de Joliette.

Le Ministre des Affaires municipales,
42314-o YVES PRÉVOST, C.R.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 7 septembre 1955 du conseil municipal de la paroisse de Sainte-Hélène, comté de Bagot, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 26 avril 1956, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 26 avril 1956.

Le Ministre des Affaires municipales,
42314-o YVES PRÉVOST, C.R.

Municipal Council of the city of Joliette, and to enact that, as from the date of publication of this notice, the territory mentioned in said by-law and described hereinunder is detached from the Village Municipality of Saint Pierre, county of Joliette, and annexed to the city of Joliette.

The said territory is as follows:

A certain piece of land forming part of lots 419, 420, 421, 422 and 424 of the official cadastre of the parish of Saint Paul and the boundaries of which are, with reference to the above official cadastre, the following: northeasterly, the present limits of the city of Joliette, determined by a line originating at a point along the prolongation of the dividing line of lots 220 and 222 of the official cadastre of the parish of Saint-Charles-Borromée at a distance of fifty feet (50.0') to the southwest of the right-of-way of the Canadian National Railway and crossing lots 419, 420, 421, 422 and 424 in a direction perpendicular to the aforesaid prolongation of lots 220 and 222; southwesterly, by a line parallel to the northeasterly boundary described hereinabove, at a perpendicular distance of two hundred and fifty feet (250.0') English measure, southwesterly thereof; northwesterly and southeasterly respectively those parts of the north-westerly line of lot 419 and the northwesterly line of lot 494 (right-of-way of the Canadian National Railway) included within the northeast and southwest boundaries hereinabove described; which piece of land, together with the roads, streets, lanes, streams or parts thereof to be detached from the Village Municipality of Saint Pierre, in the Municipal county of Joliette.

YVES PRÉVOST, C.C.,
42314 Minister of Municipal Affairs.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution under date of September 7, 1955, of the Municipal Council of the parish of Saint Hélène, county of Bagot, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has enacted on April 26, 1956, that publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, shall be made, hereafter, in the French language only.

This notice is published in accordance with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, April 26, 1956.

YVES PRÉVOST, C.C.,
42314 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

N° 324-56.

Québec, le 25 avril 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le comté de Beauce, le territoire ci-dessous décrit et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le même comté.

"Un lopin de terre situé sur le lot 17 du rang IV du canton de Broughton, dont la largeur est de 7½ arpents, la profondeur de 13 arpents, borné au nord-ouest par la route N° 1 (route Nationale) au nord-est par monsieur M. Paré, au sud-est par monsieur Lucien Paré et au sud-ouest par le rang VI."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42291-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 324-56.

Quebec, April 25, 1956.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, in the county of Beauce, the territory hereinunder described, and to annex it to the school municipality of the village of Sacré-Cœur-de-Jésus, in the same county.

"A strip of land situated upon lot 17 of range IV of the township of Broughton, of which the width is 7½ arpents, the depth of 13 arpents, bounded on the northwest by route No. 1 (National highway) on the northeast by Mr. M. Paré, on the southeast, by Mr. Lucien Paré and on the southwest, by range VI."

O. J. DESAULNIERS,
42291-17-2 Superintendent of Education.

N° 138-56.

Québec, le 17 avril 1956.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Matapédia, dans le comté de Bonaventure, le territoire des municipalités scolaires de Broadlands, Matapédia, St-Laurent-de-Matapédia, Restigouche et Sellarsville, dans le comté de Bonaventure.

Le territoire de cette municipalité projetée est décrit comme suit:

Canton de Restigouche, (tous les lots inclusivement): lots 1 à 42 du rang I, rivière Restigouche; lots 1 à 21 du rang I, Chemin Kempt; lots 1 à 23 du rang II, Petite Rivière Ouest; lots 7 à 17 du rang II, Rivière Restigouche; lots 1 à 42 du rang I de Matapédia.

Canton de Matapédia (tous les lots inclusivement) lots 1 à 14 du rang Rivière Matapédia; 2 à 18 du rang I, Matapédia Sud; lots 1 à 19 du rang I, Rivière Restigouche; lots 1 à 9 des rangs I et II, Matapédia Sud; lots 1 à 9, rang Adams; lots 1 à 5 du rang II, Rivière Matapédia; lots 1 à 9 rang Upsalquitch; lots 1 à 18 du rang Portage.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42269-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 138-56.

Quebec, April 17, 1956.

Application is made to erect into a separate school municipality for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Matapédia, in the county of Bonaventure" the territory of the school municipalities of Broadlands, Matapédia, St-Laurent-de-Matapédia, Restigouche and Sellarsville, in the county of Bonaventure.

The territory of this projected municipality is described as follows:

Township of Restigouche, (all lots inclusively): lots 1 to 42 of range I, Restigouche River; lots 1 to 21 of range I, Kempt Road; lots 1 to 23 of range II, "Petite Rivière", West; lots 7 to 17 of range II, Restigouche River; lots 1 to 42 of range I of Matapédia.

Township of Matapédia (all lots inclusively): lots 1 to 14 of the Matapédia River Range; 2 to 18 Range I, Matapédia South; lots 1 to 19 of range I, Restigouche River; lots 1 to 9 of ranges I and II, Matapédia South; lots 1 to 9, Adams Range; lots 1 to 5 of Range II, Matapédia River; lots 1 to 9 Upsalquitch Range; lots 1 to 18 of Portage Range.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 147-56.

Québec, le 25 avril 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, les lots Nos 110 à 136 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, pour les annexer à la municipalité scolaire de Pointe-Claireville, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42290-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 147-56.

Quebec, April 25, 1956.

Application is made to detach from the School Municipality of Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, lots Nos. 110 to 136 inclusive of the official cadastre of the parish of Pointe Claire, in order to annex them to the School Municipality of Pointe Claireville, same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 87-56.

Québec, le 25 avril 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Ascot, dans le comté de Sherbrooke, les lots 18 et 19 du rang IV du canton d'Ascot, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de St-Antoine-de-Lennoxville, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42292-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 87-56.

Quebec, April 25, 1956.

Application is made to detach from the school municipality of Ascot in the county of Sherbrooke, lots 18 and 19 of range IV of the township of Ascot, to annex them, for the Catholic rate-payers only, to the Catholic school municipality of St. Antoine de Lennoxville, same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 345-56.

Québec, le 25 avril 1956.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de la paroisse de St-Bruno, dans le comté de Chambly, à celle du village de St-Bruno, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42293-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 345-56.

Quebec, April 25, 1956.

Application is made to annex the School Municipality of the parish of St. Bruno, in the county of Chambly, to that of the village of St. Bruno, same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 361-56.

Québec, le 25 avril 1956.

Demande est faite d'annexer à la municipalité de Ste-Thérèse-de-Colombier, dans le comté de Saguenay, toutes les parties du canton Betsiamites, même comté, qui ne sont pas encore organisées au point de vue scolaire, afin qu'à l'avenir cette dite municipalité scolaire comprenne tout cedit canton au complet.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42294-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 361-56.

Quebec, April 25, 1956.

Application is made to annex to the school municipality of Ste Thérèse-de-Colombier, in the county of Saguenay, all the parts of the Betsiamites township, same county, which are not as yet organized from the school point of view so that in future, this school municipality will be comprised of the whole of the said township, completely.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 293-56.

Québec, le 25 avril 1956.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du Canton Latour, dans le comté de Saguenay, à la municipalité scolaire de Ste-Thérèse-du-Colombier, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42295-17-2 O. J. DÉSALNIERS.

N° 115-53.

Québec, le 30 avril 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Aubert-Gallion, dans le comté de Beauce, les lots 631 à 637 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Georges-Est, pour les annexer à celle de l'Assomption, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42335-18-2 O. J. DÉSALNIERS.

N° 47-56.

Québec, le 1er mai 1956.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ville de St-Germain-de-Rimouski, dans le comté de Rimouski, en celui de Ville de Rimouski, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42336-18-2 O. J. DÉSALNIERS.

N° 1434-55.

Québec, le 1er mai 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre-Baptiste, dans le comté de Mégantic, les lots primitifs 23 à 28 inclusivement des rangs III et IV du cadastre officiel de la paroisse de St-Pierre-Baptiste, pour les annexer à la municipalité scolaire de Laurierville, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42337-18-2 O. J. DÉSALNIERS.

N° 1220-54.

Québec, le 28 avril 1956.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 2 février 1955, de changer le nom de la municipalité scolaire du village d'Arthabaskaville, dans le comté d'Arthabaska, en celui de "Ville d'Arthabaska", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42338-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 217-56.

Québec, le 1er mai 1956.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 25 avril 1956, d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Disraëli, dans le comté de Wolfe, à celui de la municipalité scolaire du village de Disraëli, même comté, soit les lots G, 21 à 43 inclusivement du rang I; 1 à 43 inclusivement du rang II; 1 à 37 inclusivement du rang III; 16 à 43 inclusivement des rangs IV et V, le lot 16 et les lots 32 à 43 inclusivement du rang VI; 14 à 21 inclusivement du rang VII, tous du canton de Garthby; les lots 9 à 19 inclusivement du rang XII; 1 à 10 inclusivement du rang XI; le lot 1 du rang X et les lots A, B, C, D, E, F et 1 à 10 inclusivement du rang III nord-est tous du canton de Stratford.

No. 293-56.

Quebec, April 25, 1956.

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of the Township of Latour, in the County of Saguenay, to the School Municipality of St. Thérèse-du-Colombier, same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 115-53.

Quebec, April 30, 1956.

Application is made to detach from the school municipality of Aubert-Gallion, in the county of Beauce, lots 631 to 637 inclusively, in the official cadastre of the parish of St. Georges-East, to annex them to that of l'Assomption, in the same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 47-56.

Quebec, May 1st., 1956.

Application is made to change the name of the School Municipality of the town of St-Germain-de-Rimouski, in the county of Rimouski, to that of the town of Rimouski, same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1434-55.

Quebec, May 1st., 1956.

Application is made to detach from the School Municipality of St-Pierre-Baptiste, in the county of Mégantic, original lots 23 to 28 inclusive of Ranges III and IV of the official cadastre of the parish of St-Pierre-Baptiste, in order that they be annexed to the School Municipality of Laurierville, same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1220-54.

Quebec, April 28, 1956.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated February 2nd 1955, has been pleased to change the name of the school municipality of the village of Arthabaskaville, in the county of Arthabaska, into that of "Town of Arthabaska", same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 217-56.

Quebec, May 1st, 1956.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated April 25, 1956, has been pleased to annex the territory of the school municipality of the parish of Disraëli, in the county of Wolfe hereinunder described, to the school municipality of the village of Disraëli same county.

Lots G 21 to 43 inclusively of range I; 1 to 43 inclusive of range II; 1 to 37 inclusively of range III; 16 to 43 inclusively of ranges IV and V, lot 16 and lots 32 to 43 inclusively of range VI; 14 to 21 inclusively of range VII, all of the township of Garthby. Lots 9 to 19 inclusively on range XII; 1 to 10 inclusively of range XI; lot 1 to range X and lots A, B, C, D, E, F and 1 to 10 inclusively of range III northeast, all of the township of Stratford.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1956.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O. J. DÉSAULNIERS.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1956.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, (ville de Montréal-Est), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présentes donné que les lots 92-243 à 92-250, 92-336 à 92-424; les lots 92-338-1, 92-338-2, 92-345-1, 92-345-2, 92-346-1, 92-346-2, 92-347-1, 92-347-2, 92-348-1, 92-348-2, 92-349-1, 92-349-2, 92-350-1, 92-350-2, 92-351-1, 92-351-2, 92-352-1, 92-352-2, 92-353-1, 92-353-2, 92-354-1, 92-354-2, 92-355-1, 92-355-2, 92-356-1, 92-356-2, 92-357-1, 92-357-2, 92-358-1, 92-358-2, 92-359-1, 92-359-2, 92-360-1, 92-360-2, 92-361-1, 92-361-2, 92-362-1, 92-362-2, 92-363-1, 92-363-2, 92-364-1, 92-364-2, 92-365-1, 92-365-2, 92-387-1, 92-387-2, 92-389-1 et 92-389-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, 11 avril 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

42315-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Genève, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 35-1, 35-4 à 35-23, partie du lot 35-2 et les lots 35-24, 35-25 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 avril 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

42315-o

AVIS

Cadastre officiel du village de Senneterre, division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que le lot 14 du Bloc 28, une partie des lots 3, 4, 5, 6, 12, 13 et 14 du Bloc 22, une partie des lots 1, 2, 3, 4 et 5 du Bloc 27, une partie des lots 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18 et 19 du Bloc 28 sont annulés et les lots 19 et 18 du Bloc 22, le lot 22 du Bloc 27 et les lots 21, 22 et 23 du Bloc 28 sont ajoutés en vertu des articles 2174A et 2174 du Code civil.

Québec, le 27 décembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

42315-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q.)

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, (Town of Montreal East), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 92-243 to 92-250, 92-336 to 92-424; lots 92-338-1, 92-338-2, 92-345-1, 92-345-2, 92-346-1, 92-346-2, 92-347-1, 92-347-2, 92-348-1, 92-348-2, 92-349-1, 92-349-2, 92-350-1, 92-350-2, 92-351-1, 92-351-2, 92-352-1, 92-352-2, 92-353-1, 92-353-2, 92-354-1, 92-354-2, 92-355-1, 92-355-2, 92-356-1, 92-356-2, 92-357-1, 92-357-2, 92-358-1, 92-358-2, 92-359-1, 92-359-2, 92-360-1, 92-360-2, 92-361-1, 92-361-2, 92-362-1, 92-362-2, 92-363-1, 92-363-2, 92-364-1, 92-364-2, 92-365-1, 92-365-2, 92-387-1, 92-387-2, 92-389-1 and 92-389-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April, the 11th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

42315-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Sainte-Genève, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 35-1, 35-4 to 35-23, part of lot 35-2 and lots 35-24, 35-25 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 26th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

42315-o

NOTICE

Official cadastre of the village of Senneterre, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lot 14 of Block 28, part of lots 3, 4, 5, 6, 12, 13 and 14 of Block 22, part of lots 1, 2, 3, 4 and 5 of Block 27, part of lots 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18 and 19 of Block 28 are cancelled and lots 19 and 18 of Block 22, lot 22 of Block 27 and lots 21, 22 and 23 of Block 28 are added in virtue of Articles 2174A and 2174 of the civil Code.

Quebec, December the 27th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

42315-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q.)

1941, chapitre 163 et amendements) l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'Île de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites.

QUE les villes de Shawinigan Falls et Grand'Mère fassent partie de la zone II et que leurs noms soient ajoutés dans la description de ladite zone, apparaissant au paragraphe "b" de l'article II.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mai 1956.

42327-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'automobile dans l'Île de Montréal, rendu obligatoire par le décret numéro 184 du 8 février 1950, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Les alinéas 3° et 4° du paragraphe "b" de l'article IV seront remplacés par les suivants:

"HOMMES DE SERVICE

3. *Travail de jour*: Soixante (60) heures par semaine sujet aux dispositions de l'article X.

Définition des hommes de service de jour: Les hommes de service de jour sont ceux employés dans un établissement régi par le décret qui travaillent ordinairement et principalement entre sept (7.00) heures du matin et sept (7.00) heures du soir, ou ceux qui, travaillant dans un établissement ayant plus d'une équipe sont affectés au travail de jour, c'est-à-dire, ceux qui font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7.00) heures a.m. et sept (7.00) heures p.m."

"4. *Travail de nuit*: Soixante-douze (72) heures par semaine sujet aux dispositions de l'article X.

Définition des hommes de service de nuit: Les hommes de service de nuit sont ceux qui, dans le cas d'un établissement ayant plus d'une équipe, font ordinairement leur travail, ou la majeure partie d'icelui durant la nuit, c'est-à-dire entre sept (7.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin, ou encore ceux qui, dans le cas d'un établissement n'ayant qu'une seule équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin."

1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 3088 of August 7, 1946, as amended, relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of one hundred (100) miles from its limits.

THAT the towns of Shawinigan Falls and Grand'Mère be included in zone II and that their names be added in the description of the said zone contained in subsection "b" of section II.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1956.

42327-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree No. 184 of February 8, 1950, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Paragraphs 3. and 4. of subsection "b" of section IV will be replaced by the following:

"SERVICE MEN

3. *Day work*: Sixty (60) hours per week, subject to the provisions of section X.

Definition of day service men: Day are those employed in an establishment governed by the decree and who work ordinarily and mostly between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., or those who work during the day in an establishment employing more than one shift, meaning those whose time is worked ordinarily and mostly between 7.00 a.m. and 7.00 p.m."

"4. *Night work*: Seventy-two (72) hours per week, subject to the provisions of section X.

Definition of night service men: Night service men in an establishment employing more than one shift, are those whose time is ordinarily or mostly worked during the night, that is between 7.00 p.m. and 7.00 a.m., or, in an establishment employing but one shift, those whose time is ordinarily and mostly worked between 7.00 p.m. and 7.00 a.m."

2° L'alinéa 3 du paragraphe "c" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"3. *Hommes de service : Travail de jour*: Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mai 1956.

42327-0

2. Paragraph 3 of subsection "c" of section IV will be replaced by the following:

"3. *Service men: Day work*: All time worked in excess of the standard weekly duration of work shall be paid (straight) time and one half."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1956.

42327-0

Ministère des Finances Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "United Benefit Life Insurance Company", enregistrée sous le numéro 570, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2560 qui l'autorise, à compter du 17 février 1956, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Omaha, Nebraska, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Émile Sayoun, Édifice University Tower, 660 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 1er mai 1956.

Pour le Ministre des finances de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

42344-18-2-o Surintendant des assurances.

Department of Finance Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "United Benefit Life Insurance Company", registered under number 570, has obtained the license and certificate of registry number 2560 authorizing it, as from the 17th of February 1956, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situate in Omaha, Nebraska, United States of America.

The company has appointed Mr. Émile Sayoun, University Tower Bldg., 660 St. Catherine Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 1st of May 1956.

For the Minister of Finance of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

42344-18-2-o Superintendent of Insurance.

Nominations

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointments

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Jonquière-Kénogami	Robert, Marcel	comptable agréé..... Chartered Accountant	Jonquière

Québec, le 27 avril 1956.

Le Président général des élections,
42316-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.,

Quebec, April 27, 1956.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
42316-o Chief Returning-Officer.

LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC — QUEBEC ELECTION ACT

PRÉSIDENTS D'ÉLECTION — RETURNING-OFFICERS

BUREAUX OFFICIELS — OFFICIAL OFFICES

District électoral Electoral District	Nom, prénoms Names, Christian Names	Profession ou occupation Profession or calling	Adresse du bureau officiel Official office address
Abitibi-Est.....	Allard, Léo.....	Agent — Agent.....	442, avenue Centrale, Val-d'Or, (Abitibi).
Abitibi-Ouest.....	Chamberland, Raoul....	Administrateur — Administrator.	Macamic, (Abitibi).
Argenteuil.....	Beaudoin, Jacques-E....	Notaire — Notary.....	537, rue Principale, Lachute (Argenteuil).
Arthabaska.....	Bolduc, Pierre.....	Avocat — Advocate....	3, rue Albert, Victoriaville, (Arthabaska).
Bagot.....	Bernard, Joseph-Clodimir	Cultivateur — Farmer...	Saint-Pie, (Bagot).
Beauce.....	Roy, J.-Roland.....	Comptable — Accountant	Rue Principale, St-Georges-ouest (Beauce).
Beauharnois.....	Brault, Benoît.....	Typographe — Printer...	127, rue St-Jean-Baptiste, Valleyfield (Beauharnois).
Bellechasse.....	Labrecque, Gérard.....	Régistrateur — Registrar.	Bureau d'enregistrement, St-Raphaël, (Bellechasse).
Berthier.....	Giroux, J.-Dominique...	Notaire — Notary.....	23, rue Champlain, Berthierville, (Berthier)
Bonaventure.....	Arsenault, P.-Daniel....	Cultivateur — Farmer...	a/s J.-Edgar Arsenault, Bonaventure.
Brôme.....	Jos.-Paul Lefebvre, jr. ...	Député-régistrateur — Deputy Registrar.	Knowlton, (Brôme).
Chambly.....	Beauchamp, Honoré.....	Libraire — Bookseller....	394, rue St-Jean, Longueuil, (Chambly).
Champlain.....	Rocheleau, Raoul.....	Secrétaire-trésorier — Secretary-treasurer.	479, Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine (Champlain).
Charlevoix.....	Bouliane, Édouard (fils de Georges)	Commis de bureau — Office-clerk.	Pointe au Pic (Charlevoix)
Châteauguay.....	Laberge, Joseph-Émile...	Commerçant — Trader ..	C.P. 141, Châteauguay Village.
Chicoutimi.....	Harvey, Philippe.....	Notaire — Notary.....	365 est, rue Racine, Chicoutimi.
Compton.....	Tourigny, Anselme.....	Notaire — Notary.....	10, rue Garneau, East Angus, (Compton).
Deux-Montagnes.....	Léveillé, Luc.....	Notaire — Notary.....	183, rue St-Eustache, St-Eustache, (Deux-Montagnes).
Dorchester.....	Chabot, Lucien.....	Cultivateur — Farmer...	St-Isidore, (Dorchester).
Drummond.....	Joyal, Louis-Saul.....	Notaire — Notary.....	St-Cyrille-de-Wendover, (Drummond).
Frontenac.....	Fillion, Henri.....	Agent d'assurance — Insurance agent.	122A, rue Laval, Mégantic (Frontenac).
Gaspé-Nord.....	Lévesque, Léonard.....	Professeur — Professor...	Anse Ste-Anne-des-Monts, (Gaspé-Nord).
Gaspé-Sud.....	Smith, Michael.....	Rentier — Retired.....	Chandler, (Gaspé-Sud).
Gatineau.....	St-Jean, Anastase.....	Marchand général — Merchant.	Hôtel de Ville, Low, (Gatineau).
Hull.....	Béland, Jacques.....	Avocat — Advocate....	88, Maisonneuve, Hull P. Q.
Huntingdon.....	Barrett, James-E.....	Secrétaire-trésorier — Secretary-treasurer.	23 King, (Huntingdon).
Iberville.....	Guillet, Georges-Étienne- Roland.	Notaire — Notary.....	69, 1e Rue, Iberville.
Iles-de-la-Madeleine.....	Delaney, Oscar.....	Agent — Agent.....	Chemin du Quai, Cap-aux-Meules, (Iles-de-la-Madeleine).
Jacques-Cartier.....	Brissette, Guy.....	Notaire — Notary.....	745, rue Parent, Ville St-Laurent, Montréal.
Joliette.....	Majeau, Maurice.....	Avocat — Advocate....	720, Archambault, Joliette
Jonquière-Kénogami.....	Robert, Marcel.....	Comptable agréé — Chartered Accountant.	359, St-Dominique, Jonquière.
Kamouraska.....	Dubé, Benoît.....	Comptable — Accountant.	Rue Fortier, C.P. 14, St-Pacôme, (Kamouraska).
Labelle.....	LaFontaine, Henri.....	Protonotaire et greffier — Protonotary and clerk.	142, rue Madone, Mont-Laurier, (Labelle).
Lac St-Jean.....	Fléury, Oswald.....	Contre-maitre — Foreman.	98, rue Collard, Alma (Lac Saint-Jean).
L'Assomption.....	Duval, Joseph-Alphonse..	Notaire — Notary.....	St-Roch-de-l'Achigan, (L'Assomption).
Laval.....	Lavoie, Henri-Paul-René	Notaire — Notary.....	10,545, avenue d'Auteuil, Montréal.
Laviolette.....	Tourigny, J.-Paule-Émile	Notaire — Notary.....	246, rue Notre-Dame, ville St-Tite de Champlain, (Laviolette).
Lévis.....	Lagueux, Marcel.....	Notaire — Notary.....	281, rue St-Joseph, Lauzon, (Lévis).
L'Islet.....	Fontaine, Philippe- Auguste.....	Régistrateur — Registrar.....	Bureau d'enregistrement, St-Jean-Port-Joli (L'Islet).
Lotbinière.....	Côté, Lucien.....	Négociant — Merchant..	rue Principale, Deschail- lons, (Lotbinière).
Maisonneuve.....	Groulx, Yvon.....	Notaire — Notary.....	4,414, Pie IX, Montréal.
Maskinongé.....	Béland, René-Rouleau...	Notaire — Notary.....	77, rue St-Laurent, Louiseville, (Maskinongé).

District électoral Electoral District	Nom, prénoms Names, Christian Names	Profession ou occupation Profession or calling	Adresse du bureau officiel Official office address
Matane.....	Boucher, Armand.....	Marchand — Merchant..	227, St-Jérôme, "Edifice Richard", Matane.
Matapédia.....	St-Laurent, Gérard.....	Enquêteur — Investigator	Causapsal, Matapédia.
Mégantic.....	Binette, Aurèle.....	Régistrateur — Registrar.	144, Notre-Dame-Sud, Thetford-Mines, (Mégantic).
Missisquoi.....	Tanguay, Armand.....	Médecin — Physician....	Hôtel de Ville, Farham, (Missisquoi).
Montcalm.....	Forest, J.-P.-René.....	Régistrateur — Registrar.	Bureau d'enregistrement, Ste-Julienne, (Montcalm).
Montmagny.....	Bélanger, Gonzague.....	Notaire — Notary.....	25, avenue des Bouleaux Montmagny.
Montmorency.....	Rancourt, Joseph-Edouard.....	Courtier ass. agréé — Chartered Ins. Broker..	278A, avenue Royale, Château-Richer, (Montmorency).
Montréal-Jeanne-Mance..	Thibault, Jos.-Alphonse..	Comptable — Accountant	6,310, 24ième avenue, (Rosemont), Montréal.
Montréal-Laurier.....	Tanguay, R.-Eugène.....	Comptable — Accountant	6,814, Saint-Hubert, Montréal.
Montréal-Mercier.....	Coupal, J.-A.-Isidore.....	Notaire — Notary.....	1686, Saint-Joseph est, Montréal.
Montréal-N.-D.-G.....	Moxos, A.-W.-R.....	Comptable — Accountant	5,725, Monkland, Montréal.
Montréal-Outremont.....	Filion, Jean.....	Avocat — Advocate.....	1345, Regent Road, Ville Mt.-Royal, Montréal.
Montréal-Ste-Anne.....	Carson, James.....	Secrétaire — Secretary...	818, Hybernia, Montréal.
Montréal-Ste-Marie.....	Goyer, Georges.....	Enquêteur — Investigator	2151A, Fullum, Montréal.
Montréal-St-Henri.....	Angrignon, Germain.....	Courtier ass. — Insurance Broker.....	2385, Joliceur, (ch. 6), Montréal.
Montréal-St-Jacques.....	Robert, Gérald.....	Notaire — Notary.....	544, rue Cherrier, Montréal.
Montréal-St-Louis.....	Théorêt, Léopold.....	Menuisier — Charpentier.	23, bouly. St-Joseph ouest Montréal.
Montréal-Verdun.....	Crompt, Jos.-Armand.....	Ass.-Surintendant des réclamations — Superintendant-Ass. of claims.	457, Church, Verdun, Qué.
Napierville-Laprairie.....	Dubuc, Léopold-C.....	Médecin — Physician....	64, rue Perras, St-Rémi (Napierville).
Nicolet.....	Désilets, J.-Arthur.....	Notaire — Notary.....	56, rue Brassard, C.P. 233, Nicolet.
Papineau.....	D'Amours, Jean-Jacques..	Régistrateur — Registrar.....	Bureau d'enregistrement, Papineauville, (Pap.)
Pontiac.....	Moodie, John-Denzil.....	Contracteur — Contractor.....	Campbell's Bay, (Pontiac).
Portneuf.....	LaRue, Marcel.....	Notaire — Notary.....	176, St-Joseph, St-Raymond, (Portneuf).
Québec-Centre.....	Lockwell, Paul.....	Agent — Agent.....	940, de Salaberry, Québec.
Québec-Comté.....	Robert, René-B.....	Agent — Agent.....	663, avenue Royale, Beauport.
Québec-Est.....	Dufresne, J.-Armand.....	Employé civique — Civic employee.	678, 3ième Rue, Québec.
Québec-Ouest.....	Gauvin, Louis-Philippe..	Employé civique — Civic employee.	1439, de Callières, Québec.
Richelieu.....	Cournoyer, Jos.-Louis-François.	Commis — Clerk.....	44A, rue Auguste, Sorel, (Richelieu).
Richmond.....	Michaud, Jos.-O.-Lorenzo	Rentier — Retired.....	38, rue Belmont, Welbourn, (Richmond).
Rimouski.....	D'Anjou, Charles-Henri..	Avocat — Advocate.....	54, avenue de la Cathédrale, (Rimouski).
Rivière-du-Loup.....	Côté, Georges.....	Notaire — Notary.....	16, rue de la Cour, Rivière-du-Loup.
Roberval.....	Cimon, Thomas-Xavier..	Surintendant — Superintendent.	Hôtel de Ville de Roberval
Rouville.....	Ladouceur, Benjamin-N..	Notaire — Notary.....	241, rue Dupont, Marieville, (Rouville).
Rouyn-Noranda.....	Denis, Bruno.....	Inspecteur sanitaire — Sanitary Inspector.	73, rue Horne, Rouyn.
Saint-Hyacinthe.....	Bousquet, J.-B.-Richard.	Shérif — Sheriff.....	905, ave du Palais, (Saint-Hyacinthe).
Saint-Jean.....	Meunier, Jean.....	Notaire — Notary.....	54, rue St-Jacques, Saint-Jean.
Saint-Maurice.....	Bellemar, J.-Edgar.....	Courtier ass. — Insurance Broker.....	435, Tamarac, Shawinigan Falls, (Saint-Maurice).
Saint-Sauveur.....	Pouliot, Albert.....	Employé civique — Civic employee.....	418, ave des Oblats, Québec.
Saguenay.....	Guy, J.-Adrien.....	Mesureur en chef — Chief Measurer.....	26, Laurier, Baie-Comeau, (Saguenay).
Shefford.....	Grandpré, Antonio.....	Notaire — Notary.....	555, Principale, Waterloo, (Shefford).
Sherbrooke.....	O'Bready, J.-d'Arcy.....	Comptable — Accountant	Edifice Northern Electric Co., (Sherbrooke).
Stanstead.....	Gérin, Antoine.....	Avocat — Advocate.....	93, Child, Coaticook, (Stanstead).
Témiscamingue.....	Tasset, Raymond-A.....	Secrétaire-trésorier — Secretary-Treasurer...	Rue Ste-Anne, (Témiscamingue).
Témiscouata.....	Langlais, J.-Alphonse.....	Notaire — Notary.....	Rivière-Bleue, C.P., 69, (Témiscouata).
Terrebonne.....	Vermette, Jules.....	Commis — Clerk.....	Palais de Justice, St-Jérôme, (Terrebonne).
Trois-Rivières.....	Sawyer, Cyprien.....	Notaire — Notary.....	Palais de Justice, rue Laviolette (Trois-Rivières)

District électoral Electoral District	Nom, prénoms Names, Christian Names	Profession ou occupation Profession or calling	Adresse du bureau officiel Official office address
Vaudreuil-Soulanges	Séguin, Joseph-Marc	Courtier — Broker	rue St-François, ville Ri- gaud, (Vaud.-Soulanges)
Verchères	Gaudet, Jean-Thomas ...	Notaire — Notary	45, rue St-Trinité, Contre- cœur, (Verchères).
Westmount-St-Georges	Murphy, Edwin-Lawrence	Avocat — Advocate	1419, Closse, Montréal.
Wolfe	Beaudoin, Gaston	Marchand — Merchant	Disraëli, (Wolfe).
Yamaska	Niquet, Henri	Cultivateur, député-régis- trateur — Farmer, de- puty-registrar.	St-François-du-lac, (Yamaska).

En vertu de l'article 20.

According to Section 20.

Québec, 3 mai 1956.

Quebec, May 3, 1956.

Le Président général des élections,
42316-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
42316-o Chief Returning-Officer.

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

RETURNING-OFFICER

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 14 de la Loi électorale de Québec, j'ai fait, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

According to the prescriptions of paragraphe 1 of Section 14 of the Quebec election act, I have appointed, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Wolfe	Baudoin, Gaston (1)	Commis — Clerk	Disraëli.

(1) En remplacement de monsieur B.-René Lavoie, démissionnaire — In place of Mr. B.-René Lavoie, resigner

Québec, le 30 avril 1956.

Quebec, April, 30, 1956.

Le Président général des élections,
43316-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.,

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
43316-o Chief Returning-Officer.

Il a plu à Son Honneur, le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

The Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, has been pleased to make the following appointments:

Québec, le 19 octobre 1955.

Quebec, October 19, 1955.

M. Roland-A. Millette, de la cité de Montréal, avocat et conseil en loi de la Reine: juge municipal de la ville de Sainte-Rose.
42313-o

Mr. Roland-A. Millette, of the city of Montreal, advocate and Queen's Counsel; Municipal Judge of the town of Sainte-Rose.
42313

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

Canada,
Province of Quebec,
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN. } ATTENDU qu'une de-
mande Nous a été
faite à l'effet de détacher
le territoire ci-après dé-
crit de la municipalité de la paroisse de Saint-

C. E. CANTIN, } WHEREAS We have been
Deputy Attorney } requested to detach
General. } the territory hereinafter de-
scribed from the municipality
of the parish of Saint-Jacques-le-Majeure-de-

Jacques-le-Majeur-de-Causapscaal, comté municipal de Matapédia, et de l'annexer à la municipalité du village de Causapscaal, dans le même comté;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 29 février 1956, portant le numéro 140, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Casupscull comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Lepage et de Casupscull avec la ligne séparative des rangs I-Nord et II-Nord du canton de Casupscull; de là, successivement ladite ligne séparative des rangs I-Nord et II-Nord jusqu'à la ligne sud-est du lot 6-A, rang I-Nord; cette dernière ligne, la ligne sud-est du lot 6-B, rang I-Nord et son prolongement jusqu'à la rive droite ou rive sud-ouest de la rivière Matapédia; ladite rive droite de la rivière Matapédia en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Lepage et de Casupscull et enfin ce dernier prolongement et ladite ligne séparative des cantons de Lepage et de Casupscull jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapscaal, dans le comté municipal de Matapédia, et sera annexé à la municipalité du village de Causapscaal, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour de mai en l'année mil neuf cent cinquante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la cinquième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

42313-0

Causapscaal, in the municipal county of Matapédia, in order that it be annexed to the municipality of the village of Causapscaal, in the same municipal county;

WHEREAS the formalities prescribed by law, in this respect, have been complied with;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS in accordance with article 42 of the Municipal Code, this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated February 29, 1956, bearing number 140 and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact.

THAT the following territory, to wit:

A territory situate in the township of Casupscull comprising, with reference to the official cadastre for said township, the lots and present and futur subdivisions thereof, as well as roads, streets, lanes, rivers, streams or parts thereof, included within the following boundaries: commencing at the point of intersection of the dividing line of the townships of Lepage and Casupscull with that of ranges I-North and II-North of the township of Casupscull; thence, successively the said dividing line of ranges I-North and II-North as far as the southeast line of lot 6-A, range I-North; the latter line, the southeasterly line of lot 6-B, range I-North and the prolongation thereof as far as the right bank or southwesterly bank of the Matapédia River; the said right bank of the Matapédia River upstream as far as the prolongation of the dividing line of the townships of Lepage and Casupscull and finally the latter prolongation of the said dividing line of the townships of Lepage and Casupscull as far as the point of commencement;

which territory shall be, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Saint-Jacques-le-Majeure-de-Causapscaal, in the municipal county of Matapédia, and annexed to the municipality of the village of Causapscaal, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this second day of May, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-six and the fifth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

42313

Sièges sociaux

Head Offices

FLINTKOTE MINES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Flintkote Mines Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3 janvier 1945, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 312 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, l'a transporté à suite 1009, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mai 1956.

Le Secrétaire,

42321

GEORGE K. McKENZIE.

FLINTKOTE MINES LIMITED

Notice is hereby given that "Flintkote Mines Limited", incorporated by letters patent under Part I of The Quebec Companies' Act, on the 3rd of January, 1945, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 312 Aldred Building, 507 Place d'Armes, has moved it to Suite 1009, 10 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of May, 1956.

GEORGE K. McKENZIE,

*42321-o

Secretary.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Aimé Boileau Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 février 1956 et ayant son bureau principal d'affaires dans la cité de St-Laurent a établi son bureau au N° 1622 de la rue Barré dans ladite cité. A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme son bureau principal.

Donné en la cité de St-Laurent, ce 3ième jour d'avril, mil neuf cent cinquante-six.

Le Secrétaire,

42320-o

AIMÉ BOILEAU, Jr.

Notice is hereby given that the company "Aimé Boileau Ltée", constituted as a corporation by letters patent dated February 24, 1956 and having its principal place of business in the city of St. Laurent has established its office at No. 1622 Barré Street in the said City. From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Given in the city of St. Laurent, this 3rd day of April, one thousand nine hundred and fifty-six.

AIMÉ BOILEAU, Jr.,

42320

Secretary.

(P.G. 11240-56)

LABORATOIRES ST-HUBERT LIMITÉE
ST. HUBERT LABORATORIES LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Laboratoires St-Hubert Limitée — St. Hubert Laboratories Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11ième jour de juin 1937 et ayant son bureau principal dans Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 159 ouest, rue Craig, chambre 609, Montréal, l'a transporté au numéro 6629 de la rue St-André.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16ième jour d'avril 1956.

Le Secrétaire,

42324-o

C.-E. FARMER.

(A.G. 11240-56)

LABORATOIRES ST-HUBERT LIMITÉE
ST. HUBERT LABORATORIES LIMITED

Notice is hereby given that the company "Laboratoires St-Hubert Limitée — St. Hubert Laboratories Limited", incorporated by letters patent dated the 11th day of June, 1937 and having its main office in Montreal where said office was situated until this day at number 159 Craig Street, West, Room 609, Montreal, has transferred it to number 6629 St. André Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its main office.

Given at Montreal, this 16th day of April, 1956.

C.-E. FARMER,

42324

Secretary.

AVIS

NOTICE

Le "Conseil Jean Dequen, N° 3066, des Chevaliers de Colomb", de Metabetchouan, comté Lac St-Jean, P.Q., donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,

PAUL SIMARD.

Le Secrétaire-Archiviste,

JEAN JOSEPH GUAY.

42350-o

The "Council Jean Dequen, No. 3066, of Knights of Columbus", of Metabetchouan, county Lake St. John, P.Q. hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22nd, 1953.

PAUL SIMARD,

Grand Knight.

JEAN JOSEPH GUAY,

Recording-Secretary.

42350

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ D'OKA
(Comté de Deux-Montagnes)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Romain Proulx, secrétaire-trésorier, 162 rue Notre-Dame, Oka, comté de Deux-Montagnes, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 23 mai 1956, pour l'achat de \$123,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er avril 1956 et remboursables par séries du 1er avril 1957 au 1er avril 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 27 décembre 1955, approuvée après le 1er février 1956 — Construction d'une école de cinq classes pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$123,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1957.....x	\$16,500.00
1er avril 1958.....x	17,000.00
1er avril 1959.....x	17,500.00
1er avril 1960.....x	18,000.00
1er avril 1961.....	2,500.00
1er avril 1962.....	2,500.00
1er avril 1963.....	2,500.00
1er avril 1964.....	2,500.00
1er avril 1965.....	3,000.00
1er avril 1966.....	3,000.00
1er avril 1967.....	3,000.00
1er avril 1968.....	3,500.00
1er avril 1969.....	3,500.00
1er avril 1970.....	3,500.00
1er avril 1971.....	3,500.00
1er avril 1972.....	4,000.00
1er avril 1973.....	4,000.00
1er avril 1974.....	4,500.00
1er avril 1975.....	4,500.00
1er avril 1976.....	4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$64,960.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$16,240.00 chacun, de 1957 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Oka, comté de Deux-Montagnes.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Saint-Eustache, ou à Oka, comté de Deux-Montagnes.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts;

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF OKA
(County of Two-Mountains)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Romain Proulx, secretary-treasurer, 162 Notre-Dame St., Oka, county of Two-Mountains, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, May 23, 1956, for the purchase of an issue of \$123,500.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Oka, county of Two-Mountains, dated April 1st, 1956 and redeemable serially from April 1st, 1957 to April 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated December 27, 1955, approved after February 1st, 1956 — Construction of a school of five classrooms for boys.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from June 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$123,500.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1957.....x	\$16,500.00
April 1st, 1958.....x	17,000.00
April 1st, 1959.....x	17,500.00
April 1st, 1960.....x	18,000.00
April 1st, 1961.....	2,500.00
April 1st, 1962.....	2,500.00
April 1st, 1963.....	2,500.00
April 1st, 1964.....	2,500.00
April 1st, 1965.....	3,000.00
April 1st, 1966.....	3,000.00
April 1st, 1967.....	3,000.00
April 1st, 1968.....	3,500.00
April 1st, 1969.....	3,500.00
April 1st, 1970.....	3,500.00
April 1st, 1971.....	3,500.00
April 1st, 1972.....	4,000.00
April 1st, 1973.....	4,000.00
April 1st, 1974.....	4,500.00
April 1st, 1975.....	4,500.00
April 1st, 1976.....	4,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$64,960.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$16,240.00 each, from 1957 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Oka, county of Two-Mountains.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, St. Eustache or at Oka, county of Two-Mountains.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date;

cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 23 mai 1956, à 8.00 heures p.m., en l'école du village d'Oka, comté de Deux-Montagnes.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Oka (comté de Deux-Montagnes), ce 2 mai 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMAIN PROULX.

162 rue Notre-Dame,
Oka (Comté de Deux-Montagnes), P.Q. 42354-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
POUR LA VILLE DE COOKSHIRE
(Comté de Compton)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, A. H. Pope, secrétaire-trésorier, Cookshire, comté de Compton, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 21 mai 1956 pour l'achat de \$79,000.00 d'obligations des Commissaires d'écoles protestantes pour la ville de Cookshire, comté de Compton, datées du 1er juin 1956 et remboursables par séries du 1er juin 1957 au 1er juin 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 14 février 1956 — Deux classes et un agrandissement au gymnase du "High School".

Aux fins de l'adjudication de l'émission seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$79,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1957.....	x\$16,500.00
1er juin 1958.....	x 17,500.00
1er juin 1959.....	x 18,000.00
1er juin 1960.....	1,000.00
1er juin 1961.....	1,000.00
1er juin 1962.....	1,000.00
1er juin 1963.....	1,000.00
1er juin 1964.....	1,500.00
1er juin 1965.....	1,500.00
1er juin 1966.....	1,500.00
1er juin 1967.....	1,500.00
1er juin 1968.....	1,500.00
1er juin 1969.....	1,500.00
1er juin 1970.....	1,500.00
1er juin 1971.....	2,000.00
1er juin 1972.....	2,000.00
1er juin 1973.....	2,000.00
1er juin 1974.....	2,000.00
1er juin 1975.....	2,000.00
1er juin 1976.....	2,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de

however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, May 23, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the village school of Oka, county of Two-Mountains.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Oka (county of Two-Mountains), May 2, 1956.

ROMAIN PROULX,
Secretary-Treasurer.

162 Notre-Dame Street,
Oka (County of Two-Mountains), P.Q. 42354

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE TOWN OF COOKSHIRE
(County of Compton)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned A. H. Pope, Secretary-Treasurer, Cookshire, County of Compton, until 8.00 o'clock p.m., Monday, May 21st, 1956, for the purchase of an issue of \$79,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the town of Cookshire, Co. Compton, dated June 1st, 1956 and redeemable serially from June 1st, 1957 to June 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated February 14th, 1956 — Two classroom and gymnasium extension to the High School.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from June 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$79,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1957.....	x\$16,500.00
June 1st, 1958.....	x 17,500.00
June 1st, 1959.....	x 18,000.00
June 1st, 1960.....	1,000.00
June 1st, 1961.....	1,000.00
June 1st, 1962.....	1,000.00
June 1st, 1963.....	1,000.00
June 1st, 1964.....	1,500.00
June 1st, 1965.....	1,500.00
June 1st, 1966.....	1,500.00
June 1st, 1967.....	1,500.00
June 1st, 1968.....	1,500.00
June 1st, 1969.....	1,500.00
June 1st, 1970.....	1,500.00
June 1st, 1971.....	2,000.00
June 1st, 1972.....	2,000.00
June 1st, 1973.....	2,000.00
June 1st, 1974.....	2,000.00
June 1st, 1975.....	2,000.00
June 1st, 1976.....	2,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$52,875.00,

\$52,875.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$17,625.00 chacun de 1957 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cookshire.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est indiqué dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec et Cookshire.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi le 21 mai 1956, à 8 heures p.m., édifice de comté, Cookshire, comté de Compton.

Les Commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cookshire, (Comté de Compton), ce 3 mai 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
A. H. POPE.

Cookshire,
(Comté de Compton), P.Q. 42353

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE CHICOUTIMI (Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Joseph Bonneau, secrétaire-trésorier, École St-Michel, 36 est rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, jusqu'à 4 heures p.m., mardi, le 22 mai 1956, pour l'achat de \$340,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 1er mai 1956 et remboursables par séries du 1er mai 1957 au 1er mai 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 mars 1956, telle que modifiée — Construction d'une école de quinze classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$340,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er mai 1957.....	x \$25,000.00
1er mai 1958.....	x 26,000.00
1er mai 1959.....	x 27,000.00
1er mai 1960.....	x 28,000.00
1er mai 1961.....	x 29,000.00
1er mai 1962.....	x 30,000.00

granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$17,625.00 each, from 1957 to 1959 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Cookshire.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Cookshire.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, May 21st, 1956, at 8.00 o'clock p.m., in the county Building, Cookshire, county of Compton.

The Protestant School Commissioners to not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Cookshire, (County of Compton), this 3rd of May, 1956.

A. H. POPE,
Secretary-Treasurer.

Cookshire,
(County of Compton), P.Q. 42353-o

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF CHICOUTIMI (County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Joseph Bonneau, Secretary-Treasurer, St. Michel School, 36 Jacques Cartier Street, East, Chicoutimi, until 4 o'clock p.m., Tuesday, May 22, 1956, for the purchase of an issue of \$340,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, county of Chicoutimi, dated May 1st, 1956 and redeemable serially from May 1st, 1957 to May 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st, and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated March 13, 1956, as modified — Erection of a school of fifteen classrooms.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from June 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$340,000.00 — 20 years.

Year	Capital
May 1st, 1957.....	x \$25,000.00
May 1st, 1958.....	x 26,000.00
May 1st, 1959.....	x 27,000.00
May 1st, 1960.....	x 28,000.00
May 1st, 1961.....	x 29,000.00
May 1st, 1962.....	x 30,000.00

1er mai 1963.....	x	31,000.00
1er mai 1964.....	x	32,000.00
1er mai 1965.....		8,000.00
1er mai 1966.....		8,000.00
1er mai 1967.....		8,000.00
1er mai 1968.....		9,000.00
1er mai 1969.....		9,000.00
1er mai 1970.....		9,000.00
1er mai 1971.....		9,000.00
1er mai 1972.....		10,000.00
1er mai 1973.....		10,000.00
1er mai 1974.....		10,000.00
1er mai 1975.....		11,000.00
1er mai 1976.....		11,000.00

May 1st, 1963.....	x	31,000.00
May 1st, 1964.....	x	32,000.00
May 1st, 1965.....		8,000.00
May 1st, 1966.....		8,000.00
May 1st, 1967.....		8,000.00
May 1st, 1968.....		9,000.00
May 1st, 1969.....		9,000.00
May 1st, 1970.....		9,000.00
May 1st, 1971.....		9,000.00
May 1st, 1972.....		10,000.00
May 1st, 1973.....		10,000.00
May 1st, 1974.....		10,000.00
May 1st, 1975.....		11,000.00
May 1st, 1976.....		11,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$209,531.20, accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de \$26,191.40 chacun, de 1957 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 22 mai 1956, à 4.00 heures p.m., en l'école St-Michel, 36 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, (Comté de Chicoutimi), ce 30 avril 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH BONNEAU.

École St-Michel,
36 est, rue Jacques-Cartier,
Chicoutimi, P. Q. 42334-o

Province de Québec

VILLE DE WATERLOO
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Renaud, secrétaire-trésorier, C.P. 50, 580 rue Principale, Waterloo, comté de Shefford, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 22 mai 1956, pour l'achat de \$20,000.00 d'obligations de la ville de Waterloo, comté de Shefford, datées du 1er juin 1956 et remboursables par séries du 1er juin 1957 au 1er juin 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 218 — Pavages.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$209,531.20 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$26,191.40 each, from 1957 to 1964 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, May 22, 1956, at 4.00 o'clock p.m., at St. Michel School, 36 Jacques Cartier Street, East, Chicoutimi.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, (County of Chicoutimi), this April 30, 1956.

JOSEPH BONNEAU,
Secretary-Treasurer.

St. Michel School,
36 Jacques Cartier Street, East,
Chicoutimi, P. Q. 42334

Province of Quebec

TOWN OF WATERLOO
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Renaud, Secretary-Treasurer, P.O. 50, 580 Principal St., Waterloo, county of Shefford, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, May 22, 1956, for the purchase of an issue of \$20,000.00 of bonds of the town of Waterloo, county of Shefford, dated June 1st, 1956 and redeemable serially from June 1st, 1957 to June 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 218 — Paving.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$20,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juin 1957.....	\$ 500.00
1er juin 1958.....	500.00
1er juin 1959.....	500.00
1er juin 1960.....	500.00
1er juin 1961.....	500.00
1er juin 1962.....	1,000.00
1er juin 1963.....	1,000.00
1er juin 1964.....	1,000.00
1er juin 1965.....	1,000.00
1er juin 1966.....	1,000.00
1er juin 1967.....	1,000.00
1er juin 1968.....	1,000.00
1er juin 1969.....	1,000.00
1er juin 1970.....	1,000.00
1er juin 1971.....	1,000.00
1er juin 1972.....	1,500.00
1er juin 1973.....	1,500.00
1er juin 1974.....	1,500.00
1er juin 1975.....	1,500.00
1er juin 1976.....	1,500.00

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from June 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$20,000.00 — 20 years.

Year	Capital
June 1st, 1957.....	\$ 500.00
June 1st, 1958.....	500.00
June 1st, 1959.....	500.00
June 1st, 1960.....	500.00
June 1st, 1961.....	500.00
June 1st, 1962.....	1,000.00
June 1st, 1963.....	1,000.00
June 1st, 1964.....	1,000.00
June 1st, 1965.....	1,000.00
June 1st, 1966.....	1,000.00
June 1st, 1967.....	1,000.00
June 1st, 1968.....	1,000.00
June 1st, 1969.....	1,000.00
June 1st, 1970.....	1,000.00
June 1st, 1971.....	1,000.00
June 1st, 1972.....	1,500.00
June 1st, 1973.....	1,500.00
June 1st, 1974.....	1,500.00
June 1st, 1975.....	1,500.00
June 1st, 1976.....	1,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Waterloo, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Waterloo, comté de Shefford.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 22 mai 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 580 rue Principale, Waterloo, comté de Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Waterloo, (Comté de Shefford), ce 27 avril 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. RENAUD.

C.P. 50, Hôtel de Ville,
580 rue Principale, Waterloo,
(Comté de Shefford), P.Q. 42326-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Waterloo, county of Shefford.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Waterloo, county of Shefford.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 22, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 580 Principal Street, Waterloo, county of Shefford.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Waterloo, (County of Shefford), April 27, 1956.

J.-A. RENAUD,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 50, Town Hall,
580 Principal St., Waterloo,
(County of Shefford), P.Q. 42326

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3201 (1955) "En Faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Georges Leroux, commis, Coteau du Lac comté de Vaudreuil-Soulanges, Qué., débiteur et J. Alexandre Dansereau, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Sales — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 3201 (1955) "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Georges Leroux, clerk, Coteau du Lac, county of Vaudreuil-Soulanges, Que., debtor and J. Alexandre Dansereau, Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Désignation: Un emplacement situé dans le village de Coteau-du-Lac connu et désigné comme étant le lot numéro dix du lot originaire cent quatorze (114-10) aux plan et livre de renvoi officiels de St-Ignace de Coteau-du-Lac, avec bâtisses dessus érigées.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, (en faillite) rendu le 12 avril 1956, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Ignace de Coteau-du-Lac, Qué., SAMEDI, le NEUVIÈME jour de JUIN 1956 à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

En plus, du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 17ème jour d'avril 1956.

Le Syndic,

J. ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau de:

J. Alexandre Dansereau, syndic,

31, rue St-Jacques Ouest,

Montréal, P. Q. BE-3324. 42270-17-2-o

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, (En Matière de Faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Legendre Automobile Inc., corps politique et incorporé ayant sa place d'affaires à Montmagny, Qué., garagistes, débitrice.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le HUIT JUIN 1956, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la ville de St-Thomas de Montmagny, comté de Montmagny, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A) Un terrain situé sur la rue St-Étienne de la ville de Montmagny, avec le garage y érigé lequel terrain fait partie du lot N° 73 soixante-treize du cadastre officiel pour la ville de Montmagny, de forme irrégulière et borné comme suit: au nord partie par la rue St-Étienne et Clément Rouleau, M.V. (Ptie. N° 73) et mesurant respectivement 51.8 pi. et 33.2 pi., à l'est par parties du lot 72 appartenant respectivement au Dr. Jean-Marie Couillard, Paul-Henri Lemieux et Roger Boulanger et à l'ouest par le lot N° 71 appartenant à Melle A. Cloutier et par le lot N° 70 appartenant à Monsieur Joseph Beaudoin. Le tout tel que mentionné à un plan préparé en date du 6 décembre 1955 par monsieur J. A. Lafleur, arpenteur-géomètre, de la cité de Québec, et d'un procès-verbal de bornage accompagnant cedit plan.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérissseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

L'acquéreur de cet immeuble devra respecter le bail actuellement existant entre les syndics et le Ministère de la Défense Nationale; lequel bail expirera le 16 septembre 1956 et l'acquéreur aura le droit de percevoir le loyer à compter du premier juin 1956.

Description: An emplacement situated in the village of Coteau-du-Lac known and designated as being lot number ten of original lot one hundred and fourteen (114-10) on the official plan and book of reference of St. Ignace of Coteau-du-Lac, with buildings erected thereon.

Shall be sold by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, (Sitting in Bankruptcy) rendered April 12, 1956, by public auction according to the law, the said sale having the effect of a forced sale in the terms of the Code of Civil Procedure, at the door of the Parochial Church of the Parish of St. Ignace of Coteau-du-Lac, Que., SATURDAY, the NINTH day of JUNE 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½%, in accordance with the law.

For further information and the list of charges, application should be made to the undersigned.

Dated at Montreal, this 17th, day of April 1956.

J. ALEXANDRE DANSEREAU,

Trustee.

Office of:

J. Alexandre Dansereau, trustee,

31 St. James Street, West,

Montreal, P. Q. BE-3324. 42270-17-2

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of Legendre Automobile Inc., a body politic and incorporated, having its place of business at Montmagny, Que., garage-keepers, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that FRIDAY, JUNE EIGHTH, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold, by public auction, at the church door of the town of St. Thomas of Montmagny, county of Montmagny, the immovable hereinafter described, to wit:

Item A) A plot of land situated on St. Etienne Street, of the town of Montmagny, with the garage thereon erected, which plot of land forms part of lot No. 73, seventy-three of the official cadastre of the town of Montmagny, of irregular form and bounded as follows: on the north, partly by St. Etienne Street and Clément Rouleau, M.V. (Pt. No. 73) and measuring respectively 51.8 ft. and 33.2 ft., on the east, by part of lot belonging to Clément Rouleau, M.V., and partly by the property of Louis-Georges Talbot (lot 74) and measuring respectively 36 ft. and 60.6 ft., on the south, by lots Nos. 75 and parts of lot 72, belonging respectively to Dr. Jean-Marie Couillard, Paul-Henri Lemieux and Roger Boulanger and on the west by lot No. 71, belonging to Miss A. Cloutier and by lot No. 70 belonging to Mr. Joseph Beaudoin. The whole as mentioned on a prepared plan dated December 6, 1955 by Mr. J. A. Lafleur, surveyor, of the city of Quebec, and in the Minutes of a boundary accompanying the said plan.

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder, subject to existing rents and other servitudes which may exist.

The purchaser of this immovable must respect the lease which presently exists between the trustees and the Department of National Defence; which lease shall expire on September 16, 1956 and the purchaser shall have the right to collect the rent as from June first, 1956.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Daté à Québec, ce 27 avril 1956.

Les Co-Syndics,
JOSEPH MARMETTE &
MAURICE BOULANGER.

111, Côte de la Montagne, Québec.

71, rue St-Pierre, Québec.

42331-18-2-0

The titles and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

The said sale is made in conformity with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also section 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale to have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Dated at Québec, April 27, 1956.

JOSEPH MARMETTE &
MAURICE BOULANGER,
Co-Trustees.

111, Mountain Hill, Québec,

71, St. Peter Street, Québec.

42331-18-2

Vente pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SAINT-BLAISE
(Section Ville de Barville)

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux enchères à l'Hôtel de Ville de Barville, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de MAI en l'année dix-neuf cent cinquante-six, à DIX heures du matin pour les taxes scolaires et municipales, avec les intérêts et dues tel que mentionnés ci-après, à moins que les taxes et cotisations dues pour tels immeubles plus les taxes municipales, ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère, à savoir:

Sale for Taxes

Province of Quebec

SCHOOL MUNICIPALITY OF SAINT-BLAISE
(Section Town of Barville)

Public notice is hereby given that the immovables hereinafter described shall be sold at auction at the Town Hall of Barville, WEDNESDAY, the THIRTIETH day of MAY in the year nineteen hundred and fifty-six, at TEN o'clock in the morning for the school and municipal taxes, with interests and dues such as mentioned hereinafter, unless the taxes and assessments due on such immovables, plus the municipal taxes, as well as the costs, are acquitted before the date of the auction sale, to wit:

Propriétaire Owner	Rang Range	N° de cadastre No. of cadastre	Taxes scol. School taxes	Taxes munic. Munic. taxes	Total
Jos Filion	VI	25-27	\$ 18.95	\$ 7.63	\$ 26.58
J. Alexis Bélec	VI	26-28	53.80	21.57	75.37
Ls. George Boulé	VI	28-25	62.60	27.41	90.01
Jean M. Bissonnette	VI	28-105	42.75	22.02	64.77
Adéard Masse	VI	28-141	78.30		78.30
Lucien Demers	VI	28-142	22.95	18.53	41.48
Edouard Filiatrault	VI	28-148	46.80	20.53	67.33
Maurice Magny	VI	28-153	13.60	10.06	23.66
Maurice Magny	VI	28-154	12.30	9.47	21.77
Ls. Georges Boulé	VI	29-42	62.40	30.90	93.30
Conrad Défosse	VI	29-46	48.00	21.43	69.43
Georges A. Tardif	VI	28-55	38.95	19.34	58.29
Georges A. Tardif	VI	29-56	38.95	19.34	58.29
Lionel Dallaire	VI	29-59	42.60	17.84	60.44
Maurice Beaumier	VI	29-66	20.85	20.53	41.38
Maurice Beaumier	VI	29-67	23.70	17.24	40.94
Maurice Beaumier	VI	29-68	28.70	17.24	45.94
Armand Morissette	VI	30-3	88.10	31.59	119.69
Paul Emile Lafontaine	VI	30-27	73.40	35.18	108.58
Dame Lévis Beaudoin	VI	30-62	14.85	10.97	25.82
Maurice Magny	VII	25-Subd.	149.30	29.04	178.34
Wilfrid Lemay	VII	25-Subd.	286.60	55.72	342.32
Armand Morissette	VII	27-2	105.80	46.04	151.84
Willie Goyet	VII	27-3	260.80	19.11	279.91
Elphège Plourde	VII	27-44	37.40	7.20	44.60
Armand Dumas	VII	28-Subd. ouest-est	284.50	145.52	430.02
Armand Dumas	VII	28-Subd. est-est	335.65	182.89	518.54

Tous les immeubles ci-dessus sont sur le plan et livre de renvoi de la ville de Barville, Abitibi-Est.

L'acheteur doit payer comptant ou par chèque certifié immédiatement après la vente.

Donné en la Ville de Barville, ce dix-septième jour d'avril, en l'année dix-neuf cent cinquante-six.

Le Secrétaire-trésorier,
ROSARIO ROCK.

42328-18-2-0

All the immovables hereinabove are on the plan and in the book of reference of the town of Barville, Abitibi-East.

Purchaser must pay cash or by certified cheque immediately after the sale.

Given in the town of Barville, this seventeenth day of April, in the year nineteen hundred and fifty-six.

ROSARIO ROCK,
Secretary-Treasurer.

42328-18-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES ET HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, No 4564. **DAME LUMINA LA-POINTE**, veuve de Jean-Baptiste Pharand, de son vivant marchand, de la cité de Hull, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire, demanderesse, vs **DAME FLORIDA CLAIRMONT**, veuve de R. Madore ci-devant de la cité de Hull, et maintenant de lieux inconnus, défenderesse.

"Toute cette propriété connue et désignée comme étant la subdivision numéro cent cinquante-sept du lot numéro cent trente-cinq du cadastre pour le quartier numéro trois de la cité de Hull et les bâtisses dessus construites".

Pour être vendue à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, dit district, le **DIX-HUITIÈME** jour de **MAI** prochain, à **TROIS** heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, ce 7 avril, 1956. **R. ST. PIERRE**,
42174-15-2-o

IBERVILLE

Canada, Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, No 8640. **J. R. SICOTTE**, commerçant de la paroisse de St-Patrice de Sherrington, district d'Iberville, demandeur vs **HORACE SÉNÉCAL**, du même lieu, défendeur.

Saisi et pris en exécution comme appartenant au dit défendeur, les immeubles ci-après désignés, savoir:

1. Du lot connu et désigné sous le No cent cinquante (150) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Patrice de Sherrington, contenant en superficie dix-huit arpents, (18)

2. Du lot connu et désigné sous le numéro cent quarante-neuf (149) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Patrice de Sherrington, contenant cinq arpents (5) en superficie.

3. Du lot connu et désigné sous le numéro cent quarante-huit (148) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Patrice de Sherrington, mesurant en front deux arpents sur treize arpents et quart de profondeur, contenant en superficie vingt-six arpents et cinquante perches.

4. Une partie du lot connu et désigné sous le numéro cent quarante-six (146) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Patrice de Sherrington, contenant environ sept arpents de largeur sur la distance qu'il y a à partir du rang de Bagnole jusqu'à la "petite Rivière" de Montréal, en suivant le trait carré des terres de Domina Sicotte et de J. B. Faille à la ligne de Joachim Lefebvre, formant une superficie de cinquante arpents plus ou moins, avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Patrice de Sherrington, **JEUDI**, le **SEPT JUIN**, 1956 à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, **RICHARD MERCIER**,
Saint-Jean, le 28 avril 1956. 42345-18-2-o

SHERIFFS' SALES

HULL

District of Hull

Superior Court, No. 4564. **DAME LUMINA LAPOINTE**, widow of Jean-Baptiste Pharand, in his lifetime a merchant, of the city of Hull, both personally and in her capacity of Executrix, plaintiff; vs **DAME FLORIDA CLAIRMONT**, widow of R. Madore, formerly of the city of Hull and now of unknown whereabouts, defendant.

"All that property known and designated as being subdivision number one hundred and fifty-seven of lot number one hundred and thirty-five of the cadastre for Ward number 3 of the city of Hull and the buildings erected thereon".

To be sold at my office, at the Court House, in the city of Hull, said district, the **EIGHT-EENTH** day of **MAY** next, at **THREE** o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, April 7, 1956. **R. ST. PIERRE**,
Sheriff. 42174-15-2

IBERVILLE

Canada, Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 8640. **J. R. SICOTTE**, merchant, of the parish of St. Patrice de Sherrington, district of Iberville, plaintiff vs **HORACE SÉNÉCAL**, same locality, defendant.

Seized and taken in execution as belonging to said defendant, the immoveables hereinafter designated, to wit:

1. Lot known and designated as No. one hundred and fifty (150) on the official plan and book of reference of the parish of St. Patrice de Sherrington, containing an area of eighteen arpents (18).

2. Lot known and designated as number one hundred and forty-nine (149) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Patrice de Sherrington, containing an area of five (5) arpents.

3. Lot known and designated as number one hundred and forty-eight (148) on the official plan and a book of reference of the parish of St. Patrice de Sherrington, measuring, in front, two arpents by thirteen and one quarter in depth, containing an area of twenty-six arpents and fifty rods.

4. A part of lot known and designated as number one hundred and forty-six (146) on the official plan and book of reference of the said parish of St. Patrice de Sherrington, containing some seven arpents in width by the distance that exists as from Bagnole Range as far as "Petite Rivière", of Montreal, following the range line of the farms of Domina Sicotte and J. B. Faille to the line of Joachim Lefebvre, forming an area of fifty arpents, more or less, with a house and other buildings erected thereon.

To be sold at the door of the Church of the Parish of St. Patrice de Sherrington, **THURSDAY**, the **SEVENTH** day of **JUNE**, 1956, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Saint John, April 28th, 1956. **RICHARD MERCIER**,
Sheriff. 42345-18-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { J. B. LAVOIE, avocat de
N° 1045. { la cité de Rivière-du-
Loup, demandeur; vs JO-
SEPH DESCHÊNES, de Saint-Bruno, défendeur.

Les lots de terre numéros vingt (20), rang cinq (5) vingt-cinq (25), rang trois (3), canton Woodbridge, et le lot numéro vingt-trois (23) rang cinq (5) du même canton. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, comté de Kamouraska, VENDREDI, le DIX-HUITIÈME jour de MAI 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 9 avril 1956. 42187-15-2-0
[Première insertion, samedi le 14 avril, 1956]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { OMER RIOUX, com-
No. 795. { merçant, de Saint-
Arsène, demandeur; vs AL-
FRED BEAULIEU, du Lac des Aigles, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro un (1) du rang un (1) dans le canton Biencourt. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Lac des Aigles, comté de Rimouski, MERCREDI, le SEIZIÈME jour de MAI 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 9 avril 1956. 42191-15-2-0
[Première insertion, samedi le 14 avril, 1956]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Kamouraska

Cour Supérieure, { GEORGES ALEXANDRE
N° 19676. { NADEAU, entrepre-
neur-électricien, domicilié à
St-Alexandre, comté de Kamouraska, demandeur
vs GEORGES CHOUINARD, cultivateur de
Rivière-Beue, comté de Témiscouata, défendeur.
"Le lot 49 du rang 8, du canton Estcourt.
Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Rivière-Beue, MARDI, le QUINZIÈME jour de MAI 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 5 avril 1956. 42190-15-2-0
[Première insertion, samedi le 14 avril, 1956.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { WENCESLAS MI-
No. 1044. { CHAUD, voyageur
de Saint-Germain, deman-
deur; vs ÉDOUARD THERRIault, de
Esprit-Saint, défendeur.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Kamouraska

Magistrate's Court, { J. B. LAVOIE, attorney
No. 1045. { for the city of Rivière-
du-Loup, plaintiff; vs JO-
SEPH DESCHÊNES, of Saint-Bruno, defend-
ant.

Lots of land number twenty (20) range five (5) twenty-five (25), range three (3), township of Woodbridge, and lot number twenty-three (23), range five (5) of same township. All of which with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Parochial Church of Saint-Bruno, county of Kamouraska, FRIDAY the EIGHTEENTH day of MAY 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 9, 1956. 42187-15-2
[First insertion, Saturday, April 14, 1956]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Kamouraska

Magistrate's Court, { OMER RIOUX, mer-
No. 795. { chant of Saint-Arsè-
ne, plaintiff; vs ALFRED
BEAULIEU, of Lac des Aigles, defendant.

A lot of land known and designated under number one (1) of range one (1) in the township of Biencourt. All of which with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Parochial Church of Lac des Aigles, county of Rimouski, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of MAY 1956, at TEN o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 9, 1956. 42191-15-2
[First insertion, Saturday, April 14, 1956]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Kamouraska

Superior Court, { GEORGES ALEXANDRE
No. 19676. { NADEAU, electrical con-
tractor, domiciled at St-Alex-
andre, county of Kamouraska, plaintiff vs GEOR-
GES CHOUINARD, farmer, of Rivière Beue,
county of Témiscouata, defendant.

"Lot number 49, range 8, of the township of Estcourt. All of which with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Church door of Rivière Beue, TUESDAY, the FIFTEENTH day of MAY 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 5, 1956. 42190-15-2
[First insertion, Saturday, April 14, 1956.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Kamouraska

Magistrate's Court, { WENCESLAS MI-
No. 1044. { CHAUD, traveller
of Saint-Germain, plaintiff;
vs ÉDOUARD THERRIault, of Esprit-Saint,
defendant.

Le lot numéro vingt-six (26), rang trois (3), canton Laroche. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Esprit-Saint, comté de Rimouski, MERCREDI, le SEIZIÈME jour de MAI 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 9 avril 1956. 42189-15-2-o
[Première insertion, samedi le 14 avril, 1956]

Lot of land number twenty-six (26), range three (3), township of Laroche. All of which with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Parochial Church of Esprit-Saint, county of Rimouski, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of MAY 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 9, 1956. 42189-15-2
[First insertion, Saturday, April 14, 1956]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 418. { FERNAND BEAULIEU
creuseur de puits, domicilié à St-Louis du Ha!
Ha! comté de Témiscouata, demandeur vs
PIERRE GOULET, cultivateur, St-Benoît de
Packington, défendeur.

Le lot 5, rang III, Seigneurie de Madawaska, Notre-Dame du Lac, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Benoît Abbé (Packington), comté de Témiscouata, MARDI, le CINQUIÈME jour de JUIN 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 2 mai 1956. 42347-18-2-o
[Première insertion, samedi le 5 mai 1956]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 418. { FERNAND BEAULIEU
well-digger, domiciled
at St. Louis du Ha! Ha!
county of Témiscouata, plaintiff vs PIERRE
GOULET, farmer, St. Benoît of Packington,
Defendant.

Lot 5, range III, Seigniorie of Madawaska, Notre-Dame du Lac, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St. Benoît Abbé (Packington), county of Témiscouata, TUESDAY, the FIFTH day of JUNE, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, May 2, 1956. 42347-18-2
[First insertion, Saturday, May 5, 1956]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour Supérieure

Québec, à savoir: { L. P. BLOUIN, plombier,
N° 81,873. { domicilié à 104 Royale,
Beaupré, comté de Montmorency, P.Q., contre OMER LACHANCE,
journalier, de St-Féréol, comté de Montmorency, P.Q. tant personnellement qu'en qualité de chef de la communauté qui existe entre lui et son épouse DAME MARIE-ANGE BOLDUC, et aussi pour assister et autoriser sa susdite épouse, aux fins des présentes, et DAME MARIE-ANGE BOLDUC, du même lieu, épouse commune du Sieur OMER LACHANCE, dûment assistée et autorisée aux fins des présentes.

"Un emplacement formant partie du lot quatre cent soixante et un (Ptie 461) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Féréol; mesurant cinquante pieds (50') de front par soixante-quinze pieds (75') de profondeur; joignant au nord au Chemin Royal; à l'est au lot 457 (quatre cent cinquante-sept) de Philibert Lachance; au sud et à l'ouest au résidu du lot 461 (quatre cent soixante et un) du vendeur (Armand Michel) avec maison dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Féréol, comté de Montmorency, le DIX-HUITIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT-F. RACETTE.
Québec, le 18 avril 1956. 42236-16-2-o
[Première insertion: 21 avril 1956.]
[Deuxième insertion: 5 mai 1956.]

QUEBEC

Fieri Facias
Superior Court

Quebec, to wit: { L. P. BLOUIN, plumber, do-
No. 81,873. { miciled at 104 Royale,
Beaupré, county of Montmorency, P.Q., against OMER LACHANCE,
laborer of, St. Féréol, county of Montmorency, P.Q. as much personally as in his quality of being common as to property of whatever may exist between he and his wife DAME MARIE-ANGE BOLDUC, and also to assist and authorize his said wife, for these present purposes, and DAME MARIE-ANGE BOLDUC, of the same place, wife common of Mr. OMER LACHANCE, duly assisted and authorized for these present purposes.

"An emplacement forming part of lot four hundred and sixty-one (Pt. 461) of the official cadastre for the parish of Saint-Féréol; measuring fifty-feet (50') in front by seventy-five feet (75') in depth; joining on the north, the Royal Road; on the east, by lot 457 (four hundred and fifty-seven) of Philibert Lachance; on the south, and on the west, by the residue of lot 461 (four hundred and sixty-one) of the seller (Armand Michel) with house thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St. Féréol, county of Montmorency, the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT-F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, April 18, 1956. 42236-16-2
[First insertion: April 21, 1956.]
[Second insertion: May 5, 1956.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Gaspé

Cour Supérieure, N° 17,961. { **MARITIME & GULF LIMITED**, corps politi-

que et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Matane, district de Rimouski, demanderesse vs **La CIE DESROSIERS LIMITÉE**, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires dans la ville de Matane, d'après sa charte, mais dont les officiers président et secrétaire demeurent actuellement dans la cité de Québec défenderesse.

Un moulin à planer situé dans la paroisse de Mont-St-Pierre, comté de Gaspé Nord, avec la machinerie, machines et accessoires faisant partie dudit moulin, dans l'état où le tout se trouve, sis et situé sur un terrain d'environ 90 x 210 pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro quarante-trois (P-43) au cadastre officiel pour Mont-St-Pierre, avec les droits mais sans garantie, que la défenderesse pouvait avoir sur ledit terrain.

Pour être vendu (en Block) à la porte de l'église de la paroisse de Mont-St-Pierre, le QUINZIÈME jour de MAI, 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 9 avril 1956. 42193-15-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 17,037. { **LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA**, corps politique et incorporé,

ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse vs **ELDÈGE ROSE** de l'endroit appelé St-Fabien, district de Rimouski, défendeur.

Un lot étant partie du lot N° cent quatre-vingt-sept (P-187) au cadastre officiel de la paroisse de St-Fabien de Rimouski, étant un terrain occupé à bail emphytéotique, situé dans le 1er rang mesurant quatre-vingt (80) pieds de front par cent (100) pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord-ouest en front du chemin de front du 1er rang, au sud à Chs. Gagnon, au nord-est à Léonard Bernier et au sud-ouest à Chs. Gagnon le bailleur, à son passage privé pour lui de dix-huit (18) pieds avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Fabien, le SEPTIÈME jour de JUIN, 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 1 mai 1956. 42346-18-2-0

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 3536. { **PHILIAS CHAMPAGNE**, cultivateur, domicilié à

Roulier, district de Rouyn-Noranda, demandeur, vs **GEORGES DUBÉ**, résidant à Roulier, district de Rouyn-Noranda, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur;

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Gaspé

Superior Court, N° 17,961. { **MARITIME & GULF LIMITED**, a body politic

and corporate, having its principal place of business in the town of Matane, district of Rimouski, plaintiff vs **La CIE DESROSIERS LIMITÉE**, body politic and corporate having its principal place of business in the town of Matane, according to its charter, though the officers, president and secretaries reside presently in the city of Quebec, defendant.

A planing mill situated in the parish of Mont St. Pierre, county of Gaspé-North, with machinery, machines and accessories forming part of said mill, all of which in its present state, situated on a piece of land of some 90 x 210 feet in depth, forming part of lot number forty-three (P-43) on the official cadastre for Mont St. Pierre, with rights attached thereto but without guarantee, that the defendant may have had on said land.

To be sold (en block) at the door of the Church of the parish of Mont St. Pierre, the FIFT-EENTH day of MAY, 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, April 9, 1956. 42193-15-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, N° 17,037. { **THE PROVINCIAL BANK OF CANADA**, a body politic and incorporat-

ed, having its head office and its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff vs **ELDÈGE ROSE** of the place called St. Fabien, district of Rimouski, defendant.

A lot being part of lot No. one hundred and eighty-seven (Pt. 187) on the official cadastre of the parish of St. Fabien of Rimouski, being a plot of land occupied by a emphyteutic lease, situate in the first range measuring eighty (80) feet by one hundred (100) feet in depth, English measure, bounded on the northwest in front by the front road of the 1st range, on the south, by Chs. Gagnon, on the northwest by Leonard Bernier, and on the southwest, by Chs. Gagnon, the lessee, by his own private passage of eighteen (18) feet with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of St. Fabien, the SEVENTH day of JUNE, 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, May 1st, 1956. 42346-18-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, N° 3536. { **PHILIAS CHAMPAGNE**, farmer, domiciled at Rou-

lier, district of Rouyn-Noranda, plaintiff, vs **GEORGES DUBÉ**, residing at Roulier, district of Rouyn-Noranda, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

Les droits acquis sur le lot 27 rang V, du canton de Montreuil, avec bâtisses construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Vincent de Paul de Montreuil, P.Q. le SEPTIÈME jour de JUIN 1956, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J.-H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 26 avril, 1956. 42329-18-2-o
[Première insertion: le 5 mai 1956.]

The acquired rights on lot 27 range V, of Montreuil township, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the Church door of St-Vincent de Paul de Montreuil, P.Q. on the SEVENTH day of JUNE 1956, at TWO THIRTY of the clock in the afternoon, (daylight saving time).

J.-H. CHARBONNEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, April the 26th 1956. 42329-18-2-o
[First insertion: May 5th, 1956.]

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

N° 195-686. { JOSEPH R. DICKSON, con-
tracteur, domicilié et rési-
dant au N° 1211, avenue Magui-
re, en la ville de Sillery, demandeur; vs DAME
CLAUDE MARTIN, domiciliée et résidant à
3812 Parc Lafontaine, en la cité de Montréal,
district de Montréal, défenderesse.

Un certain terrain situé en la paroisse de St-Siméon, dans le rang du Port au Persil, faisant partie du lot numéro (57) cinquante-sept sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de St-Siméon, contenant cinq cent cinquante pieds de longueur à partir du fleuve St-Laurent sur cinquante pieds de largeur à partir du terrain d'Adélard Belley, borné comme suit: en avant au Fleuve St-Laurent à haute marée moyenne, en arrière à la partie du même lot 57 restant au vendeur d'un côté au nord-est, au terrain appartenant à Adélard Belley représentant J. Marc Desbiens et de l'autre côté au sud-ouest à la rue ou chemin latéral partant du chemin de front, du rang au Port au Persil et allant jusqu'au fleuve St-Laurent actuellement existant, mais il est convenu que l'acquéreur aura le droit de communiquer par ce chemin de son terrain ou chemin public aller et retour, tant à pieds qu'avec voitures et véhicules quelconques. Et par les présentes, une servitude de droits de passage est établi en sa faveur sur cette partie dudit lot (57) cinquante-sept, Avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Siméon, JEUDI, le VINGT-QUATRE MAI 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 4 avril 1956.

Le Shérif,
PIERRE NÉRON.

42197-15-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { JEAN BROSSARD, hôtelier
N° 24,161. { de St-Jérôme, district de
Terrebonne, demandeur, vs
BERNARD GAREAU, de St-Sauveur-des-
Monts, district de Terrebonne, défendeur.

* Une partie du lot numéro 361 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Sauveur-des-Monts, borné en front vers le nord-ouest par le chemin public ou rue Principale, en arrière vers le sud-est par la propriété de J. Téléphore Gauvreau, d'un côté vers le nord-est par la propriété de Dame Veuve Gustave Forget ou représentants et de l'autre côté vers le sud-ouest par la propriété de M. Ross Malcolm ou représen-
tants.

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

No. 195-686. { JOSEPH R. DICKSON, con-
tractor, domiciled and resi-
ding at No. 1211 Maguire Ave-
nue, in the town of Sillery, plaintiff; vs DAME
CLAUDE MARTIN, domiciled and residing at
3812 Parc Lafontaine, in the city of Montreal,
district of Montreal, defendant.

A certain plot of land situated in the parish of St. Siméon, in the range of Port au Persil, forming part of lot number (57) fifty-seven on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St. Simeon, containing five hundred and fifty feet in length starting from the St. Lawrence River by fifty in width starting from the land of Adélard Belley, bounded as follows: in front by the St. Lawrence River at medium high tide, in rear, by part of the same lot 57 remaining to the seller on one side on the northeast, by the land belonging to Adélard Belley, representing J. Marc Desbiens and on the other side, on the southwest, by the street or side road starting from the front road, of the range of Port au Persil and going as far as the St. Lawrence River presently existing, but is agreed that the purchaser shall have the right to communicate by this road from his land or the public road, going and coming, as well a foot as with carriages or vehicles of any sort. And, by these presents, a servitude of rights of way is established in his favor upon this part of the said ot (57) fifty-seven. With buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Simeon, THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of MAY, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this fourth day of April, 1956.

PIERRE NÉRON,
Sheriff.

42197-15-2

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { JEAN BROSSARD, hotel-
No. 24,161. { keeper of St. Jérôme, dis-
trict of Terrebonne, plaintiff
vs BERNARD GAREAU, of Saint-Sauveur-des-
Monts, district of Terrebonne, defendant.

A portion of lot number 361 of the official plan and book of reference of the Parish of St. Sauveur-des-Monts, bounded in front, northwesterly by the public highway or Main Street, in the rear, southeasterly, by the property of J. Téléphore Gauvreau, on one side northeasterly, by the property of Dame Gustave Forget, Widow, or representatives and on the other side, southwesterly, by the property of Mr. Ross Malcolm or representatives.

D'une partie du lot numéro trois cent cinquante-six (P. 356) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Sauveur-des-Monts, mesurant environ cent vingt-cinq pieds de largeur en avant sur la rue de la Station, sur environ cent quarante-cinq pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, tenant ledit terrain au sud ouest à la rue de la Station du C.N.R.; en arrière, vers le nord-est, d'une partie du même lot N° 356 appartenant à Dame Félix Boisseau, ou représentants; d'un côté vers le nord ouest au lot N° 360-361 et une partie du lot N° 362, et de l'autre côté, vers le sud est, à des parties du même lot 356 appartenant respectivement à Hector Brisson et Donat Léonard. Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et avec un hôtel et dépendances dessus construits connus sous le nom de "Hôtel Nadeau".

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Sauveur-des-Monts le SEIZIÈME jour de MAI 1956 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-shérif,

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 10 avril 1956.

J. H. DAOUST,
42194-15-2

One portion of lot number three hundred and fifty-six (P. 356) of the official plan and book of reference of the Parish of St. Sauveur-des-Monts, measuring some one hundred and twenty-five feet in width, in front, on the Station Street, by some one hundred and forty-five feet in depth, more or less, English measure, bordering said land southwesterly as far as the C.N.R. Station Street; in the rear, northeasterly, a portion of the same lot No. 356 belonging to Dame Félix Boisseau, or representatives; on one side northwesterly by lot No. 360-361 and a part of lot No. 362, and on the other side, southeasterly, by parts of same lot 356 belonging respectively to Hector Brisson and Donat Léonard. Such as the whole actually stands with servitudes both active and passive, apparent and unapparent attached to said immoveable and including a hotel and dependencies erected thereon known under the name of "Hotel Nadeau".

To be sold at the door of the Catholic Church of the Parish of St. Sauveur-des-Monts, the SIXTEENTH day of MAY 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. DAOUST,

Sheriff's Office,
St. Jérôme, April 10, 1956.

Deputy Sheriff.
42194-15-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { DAME ALBERTINE
N° 25167 { GILBERT, veuve de

{ feu Camille Dubuc, ingénieur civil, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession dudit Camille Dubuc, de la cité et du district de Montréal, demanderesse en reprise d'instance, vs DAME BÉATRICE LALONDE, épouse judiciairement séparée de biens de Maurice Lemieux, hôtelier ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux du village d'Oka, dans le district de Terrebonne, défendeurs.

Un immeuble situé dans le village d'Oka, comté des Deux-Montagnes, connu et désigné comme étant le lot numéro quarante (40) du cadastre officiel de la paroisse d'Oka; avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent et notamment un "hôtel" portant le nom "d'Auberge d'Oka."

A distraire dudit immeuble une partie de terrain faisant partie du même numéro quarante audit cadastre de la paroisse d'Oka, mesurant quarante-huit pieds de largeur sur la rue St-Michel, la ligne du côté sud-est étant parallèle à la ligne du côté nord-ouest, par toute la profondeur qu'il peut y avoir de la rue St-Michel jusqu'au lot 41 audit cadastre, et borné, cedit emplacement: en front par le lot 39; en arrière par le lot 41; d'un côté par la rue St-Michel; et de l'autre côté par le résidu dudit lot quarante.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village d'Oka le SIXIÈME jour de JUIN 1956 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif,

Daté à St-Jérôme, le 30 avril 1956.
42330-18-2-o

J. H. DAOUST.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { DAME ALBERTINE
No. 25167 { GILBERT, widow of

{ late Camille Dubuc, civil engineer, in her capacity of executrix of the estate of the said Camille Dubuc, of the city and district of Montreal, plaintiff in continuance of suit vs DAME BÉATRICE LALONDE, wife judicially separate as to property of Maurice Lemieux, hotel-keeper, the latter both personally and to authorize his wife for the purposes herein, both of the village of Oka, in the district of Terrebonne, defendants.

An immoveable situated in the village of Oka, county of Two Mountains, known and designated as being lot number forty (40) of the official cadastre of the parish of Oka; with all buildings erected thereon and more particularly an "Hotel" bearing the name of "Auberge d'Oka".

Save and except a portion of the land forming part of the same number forty of the said cadastre of the parish of Oka measuring forty-eight feet in width on St. Michel Street, the line of the southeasterly side being parallel to the line of the northwesterly side, by the entire depth which may exist from St. Michel Street as far as lot 41 of said cadastre, and the said emplacement bounded as follows: in front by lot 39; in the rear by lot 41; on one side by St. Michel Street; and on the other side by the residue of said lot forty.

To be sold at the door of the catholic church of the village of Oka, the SIXTH day of JUNE 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. DAOUST,

Sheriff's Office,

Dated at St. Jérôme, April 30, 1956.
42330-18-2

Deputy Sheriff.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 18

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

430-A — Gant de travail, Province.....	1583
430-B — Gant fin, Province.....	1588
430-C — Confection pour dames, Province.....	1570
430-E — Fabrication et commerce de gros de produits de l'alimentation, région de Québec.....	1571

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1563

AVIS DIVERS:

Canadian Pacific Recreation Club (Montreal) Inc. (Règlements).....	1598
Copper Cliff Consolidated Mining Corporation (Directeurs).....	1594
L'Association des Éducateurs Catholiques des Laurentides (Nom changé).....	1594
L'Association des Employés de la Crêmerie Crête Inc. de Grand'Mère (Formation).....	1595
L'Association des Employés du Papier Ciré de Ville Mont-Royal (Formation).....	1595
Les Entreprises Boileau Inc. (Directeurs).....	1595
Les Utilités Publiques Saint-Jean-de-Dieu (Fondation).....	1594
L'Union Indépendante des Employés Manuels de la cité de Dorval (Formation).....	1596
Master T. V. and Furniture Co. Ltd. (Dist. de l'actif).....	1596
Peinture Nationale Limitée — National Paint Limited (Directeurs).....	1597
Rouyn, cité (Rachat d'obligations).....	1595
Ryan Electronic Equipment Mfg. Co. Ltd. (Directeurs).....	1593
St-Jean-Port-Joli, comm. scol. (Rachat d'obligation).....	1596
Syndicat National des Employés de la cité de St-Laurent Inc. (Formation).....	1596
Syndicat National des Travailleurs de la Construction du Lac St-Jean Inc. (Nom changé).....	1593
The Marriage Counselling Centre of Montreal (Directeurs).....	1593
Vendome Mines Limited (Directeurs).....	1597

CHARTRE — ABANDON DE:

Master T.V. and Furniture Co. Ltd.....	1598
--	------

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Calnorth Oils Limited.....	1598
----------------------------	------

COMPAGNIES DISSOUTES:

B. Schaffer & Son Ltd.....	1598
Dupresny Mines Limited.....	1598
Greenhill Apts. Inc.....	1599
Horticultural Products Limited.....	1599
Joseph & Company, Limited.....	1599
L. Rajotte et Compagnie Limitée — L. Rajotte and Company Limited.....	1599
Medwer Realities Limited.....	1600
Real Need of Happiness Toy Shops.....	1600
Ruth Gordon Gowns Inc.....	1600

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ORDERS IN COUNCIL:

430-A — Working glove, Province.....	1583
430-B — Fine glove, Province.....	1588
430-C — Ladies cloak and suit, Province.....	1570
430-E — Food manufacturing and wholesale trade, region of Quebec.....	1571

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1563

MISCELLANEOUS NOTICES:

Canadian Pacific Recreation Club (Montreal) Inc. (By-laws).....	1598
Copper Cliff Consolidated Mining Corporation (Directors).....	1594
L'Association des Éducateurs Catholiques des Laurentides (Name changed).....	1594
L'Association des Employés de la Crêmerie Crête Inc. de Grand'Mère (Formation).....	1595
L'Association des Employés du Papier Ciré de Ville Mont-Royal (Formation).....	1595
Les Entreprises Boileau Inc. (Directors).....	1595
Les Utilités Publiques Saint-Jean-de-Dieu (Foundation).....	1594
L'Union Indépendante des Employés Manuels de la cité de Dorval (Formation).....	1596
Master T.V. and Furniture Co. Ltd. (Dist. of assets).....	1596
Peinture Nationale Limitée — National Paint Limited (Directors).....	1597
Rouyn, city (Redemption of bonds).....	1595
Ryan Electronic Equipment Mfg. Co. Ltd. (Directors).....	1593
St-Jean-Port-Joli, school comm. (Redemption of bonds).....	1596
Syndicat National des Employés de la cité de St-Laurent Inc. (Formation).....	1597
Syndicat National des Travailleurs de la Construction du Lac St-Jean Inc. (Name changed).....	1593
The Marriage Counselling Centre of Montreal (Directors).....	1593
Vendome Mines Limited (Directors).....	1597

CHARTER — SURRENDER OF:

Master T.V. and Furniture Co. Ltd.....	1598
--	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Calnorth Oils Limited.....	1598
----------------------------	------

COMPANIES DISSOLVED:

B. Schaffer & Son Ltd.....	1598
Dupresny Mines Limited.....	1598
Greenhill Apts. Inc.....	1599
Horticultural Products Limited.....	1599
Joseph & Company, Limited.....	1599
L. Rajotte et Compagnie Limitée — L. Rajotte and Company Limited.....	1599
Medwer Realities Limited.....	1600
Real Need of Happiness Toy Shops.....	1600
Ruth Gordon Gowns Inc.....	1600

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Joliette, cité.....	1600
Sainte-Hélène, paroisse.....	1601

Joliette, city.....	1600
Sainte-Hélène, parish.....	1601

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

*Municipalité scolaire de:**School Municipality of:*

Arthabaska, ville.....	1603
Disraëli, village.....	1603
L'Assomption village.....	1603
Laurierville, village.....	1603
Matapédia (protestante).....	1602
Pointe-Claireville.....	1602
Rimouski, ville.....	1603
Sacré-Cœur-de-Jésus.....	1601
St-Antoine-de-Lennoxville (Cath.).....	1602
St-Bruno, village.....	1602
Ste-Thérèse-de-Colombier.....	1602
Ste-Thérèse-de-Colombier.....	1603

Arthabaska, town.....	1603
Disraëli, village.....	1603
L'Assomption village.....	1603
Laurierville, village.....	1603
Matapédia (protestant).....	1602
Pointe-Claireville.....	1602
Rimouski, town.....	1603
Sacré-Cœur-de-Jésus.....	1601
St-Antoine-de-Lennoxville (Cath.).....	1602
St-Bruno, village.....	1602
Ste-Thérèse-de-Colombier.....	1602
Ste-Thérèse-de-Colombier.....	1603

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FOREST:

*Service du Cadastre:**Cadastral Branch:*

Pointe-aux-Trembles, paroisse.....	1604
Ste-Geneviève, paroisse.....	1604
Senneterre, village.....	1604

Pointe-aux-Trembles, parish.....	1604
Ste-Geneviève, parish.....	1604
Senneterre, village.....	1604

TRAVAIL:

LABOUR:

*Industrie ou métiers de:**Industry or Trades of:*

Automobile, Ile de Montréal (Modifi- cation).....	1605
Imprimerie, Ile de Montréal (Modifi- cation).....	1604

Automobile, Island of Montreal (Amend- ment).....	1605
Printing, Island of Montreal (Amend- ment).....	1604

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Aimé Boileau Ltée.....	1564
Amar Entreprises Inc.....	1565
Association des Loisirs de Ste-Foy Inc.....	1565
Christ College and Seminary.....	1565
Donegal Ltd.....	1566
Gagnon Frères (Verdun) Ltée.....	1566
Gay Town Sports Wear Co. Ltd.....	1566
Hercule Jasmin & Fils Ltée.....	1567
Les Concerts Couperin.....	1570
Ludovic Doré, Inc.....	1567
M. Joseph Realities Inc.....	1567
Midvidy Investment Corporation.....	1568
Nadeau & Dumont Inc.....	1568
Ovila Pomerleau & Fils Limitée.....	1568
Plante & Charbonneau Limitée.....	1569
Stirling Investment Corp.....	1569
Whitehead Realities Incorporated.....	1569

Aimé Boileau Ltée.....	1564
Amar Entreprises Inc.....	1565
Association des Loisirs de Ste-Foy Inc.....	1565
Christ College and Seminary.....	1565
Donegal Ltd.....	1566
Gagnon Frères (Verdun) Ltée.....	1566
Gay Town Sports Wear Co. Ltd.....	1566
Hercule Jasmin & Fils Ltée.....	1567
Les Concerts Couperin.....	1570
Ludovic Doré, Inc.....	1567
M. Joseph Realities Inc.....	1567
Midvidy Investment Corporation.....	1568
Nadeau & Dumont Inc.....	1568
Ovila Pomerleau & Fils Limitée.....	1568
Plante & Charbonneau Limitée.....	1569
Stirling Investment Corp.....	1569
Whitehead Realities Incorporated.....	1569

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Manicouagan Power Company.....	1570
--------------------------------	------

Manicouagan Power Company.....	1570
--------------------------------	------

MINISTÈRE DES FINANCES:

DEPARTMENT OF FINANCE:

*Assurances:**Insurance:*

United Benefit Life Insurance Com- pany (Permis).....	1606
--	------

United Benefit Life Insurance Com- pany (License).....	1606
---	------

NOMINATIONS:

APPOINTMENTS:

Millette, Roland-A.....	1609
Présidents d'élection.....	1606

Millette, Roland-A.....	1609
Returning-officers.....	1606

PROCLAMATION:

PROCLAMATION:

Concernant l'annexion d'un certain terri-
toire de la municipalité de la paroisse
de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Cau-

Concerning the annexation of a certain
territory of the municipality of the
parish of Saint-Jacques-le-Majeur-de-

sapscaal à la municipalité du village de Causapscaal.....	1609	Causapscaal to the municipality vil- lage of Causapscaal.....	1609
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Aimé Boileau Ltée.....	1611	Aimé Boileau Ltée.....	1611
Chevaliers de Colomb, Conseil No 3066	1611	Knights of Columbus, Council No. 3066.	1611
Flintkote Mines Limited.....	1611	Flintkote Mines Limited.....	1611
Laboratoires St-Hubert Limitée — St. Hubert Laboratories Limited.....	1611	Laboratoires St-Hubert Limitée — St. Hubert Laboratories Limited.....	1611
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Chicoutimi, comm. scol. de la cité de...	1614	Chicoutimi, school comm. of the city of	1614
Cookshire, comm. scol. protestante....	1613	Cookshire, Protestant school comm....	1613
Oka, comm. scol.....	1612	Oka, school comm.....	1612
Waterloo, ville.....	1615	Waterloo, town.....	1615
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
Legendre Automobile Inc.....	1617	Legendre Automobile Inc.....	1617
Leroux, Georges.....	1616	Leroux, Georges.....	1616
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Saint-Blaise, comm. scol.....	1618	Saint-Blaise, school comm.....	1618
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
HULL:		HULL:	
Lapointe vs Clairmont.....	1619	Lapointe vs Clairmont.....	1619
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Sicotte vs Sénécal.....	1619	Sicotte vs Sénécal.....	1619
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Beaulieu vs Goulet.....	1621	Beaulieu vs Goulet.....	1621
Lavoie vs Deschênes.....	1620	Lavoie vs Deschênes.....	1620
Michaud vs Therriault.....	1620	Michaud vs Therriault.....	1620
Nadeau vs Chouinard.....	1620	Nadeau vs Chouinard.....	1620
Rioux vs Beaulieu.....	1620	Rioux vs Beaulieu.....	1620
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Blouin vs Lachance <i>et vir</i>	1621	Blouin vs Lachance <i>et vir</i>	1621
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
La Banque Provinciale du Canada vs Rose.....	1622	The Provincial Bank of Canada vs Rose.....	1622
Maritime & Gulf Limited vs La Cie Desrosiers ltée.....	1622	Maritime & Gulf Limited vs La Cie Desrosiers ltée.....	1622
ROUYN-NORANDA:		ROUYN-NORANDA:	
Champagne vs Dubé.....	1622	Champagne vs Dubé.....	1622
SAGUENAY:		SAGUENAY:	
Dickson vs Martin.....	1623	Dickson vs Martin.....	1623
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Brossard vs Gareau.....	1623	Brossard vs Gareau.....	1623
Gilbert vs Lalande.....	1624	Gilbert vs Lalande.....	1624
42313-o		42313-o	

